l'unité

M 2805 - N° 467 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 7 mai 1982

10 MAI 1981-1982
LE CHEMIN PARCOURU

CLAUDE ESTIER

UN an déjà... Il me semble pourtant que c'était hier ce dimanche 10 mai 1981 dont tous les instants sont restés gravés dans ma mémoire : une journée d'attente fébrile avec des moments de certitude et d'autres d'interrogation quand nous parvenait la nouvelle d'une forte participation au scrutin, susceptible de bouleverser les pronostics. Dès 19 heures, tandis que, rassemblés autour d'un téléphone, nous attendions les premières indications des instituts de sondage, une petite foule anxieuse se pressait déjà sous la tente installée au milieu de la cour du 10 rue de Solférino. A 19 heures 40 (je me souviens de l'heure précise), un visage blême apparu sur l'écran de télévision leva nos derniers doutes : vingt minutes avant l'heure fatidique, Jean-Pierre Elkabbach avait, sans dire un mot, annoncé que François Mitterrand était élu président de la République. Quelques instants plus tard, des groupes commençaient à s'amasser ici et là, convergeant vers la Bastille où, pendant des heures, ils furent des centaines de milliers, hommes et femmes, jeunes enthousiastes et vieux tremblant d'émotion, à crier leur joie exprimée en trois mots inlassablement répétés : « On a gagné ! »

Un an a passé. L'opposition de droite, un moment abasourdie par sa double défaite de mai et de juin, a retrouvé de la voix pour dénoncer sans nuance, et souvent sans réflexion, tout ce que fait, tout ce que dit le gouvernement. Rien, dans aucun domaine, ne trouve grâce à ses yeux. Au lendemain de sa défaite, elle prédisait la catastrophe. Un an après, elle continue à l'annoncer pour demain. Comme si ces politiciens qui ont dirigé la France pendant si longtemps et l'ont enfoncée dans la crise avaient soudain perdu les yeux pour voir et la mémoire pour se souvenir.

Nous avons beaucoup travaillé

Nous n'avons pas de goût pour les commémorations. D'autant que l'œuvre de changement entreprise le 10 mai 1981 ne s'arrête pas, même pour une courte halte, le 10 mai 1982. Comme l'a rappelé fort justement Lionel Jospin, cette semaine dans un article du « Monde », le président de la République a été élu il y a un an et pour sept ans, l'Assemblée nationale, où le gouvernement dispose d'une très forte majorité absolue, a été élue il y a onze mois et pour cinq ans. N'en déplaise à tous les impatients et à tous ceux qui dissertent sur la légitimité du pouvoir actuel, celui-ci est là pour longtemps.

Ce premier anniversaire du jour où la gauche a enfin gagné la grande bataille démocratique doit donc être seulement l'occasion de mesurer le chemin parcouru. Pourquoi nous en priverions-nous alors que nous avons toutes les raisons d'en être fiers ? C'est un journal peu suspect de sympathies socialistes, « France-Soir », qui, présentant l'état d'accomplissement des « 110 propositions pour la France » du candidat François Mitterrand, écrivait lundi dernier : « Les réformes accomplies en douze mois par le gouvernement socialiste sont considérables... Quel que soit le jugement que l'on porte sur ces actions, il est indéniable qu'elles ont été nombreuses, importantes et menées à un rythme accéléré. » Voilà qui répond aux criailleries de l'opposition et de sa presse dont la dernière trouvaille est que ce gouvernement serait incapable de gouverner !

Oui, le gouvernement de la gauche et la majorité qui le soutient ont beaucoup travaillé depuis un an, beaucoup plus qu'aucun autre gouvernement, et le bilan — nous en commençons l'analyse dans ce numéro pour la poursuivre dans le prochain — est véritablement impressionnant :

— amélioration du sort des plus défavorisés grâce aux relèvements du Smic, du minimum vieillesse, des allocations pour les handicapés et des prestations familiales ;

— allégement de l'impôt direct payé par les petits contribuables décidé parallèlement à la création de l'impôt sur la fortune, ces deux mesures constituant les premiers jalons de la réforme fiscale en préparation ;

— nouvelle politique du logement plus favorable aux locataires et au logement social ;

— mise en œuvre d'un programme de relance économique avec mesures sociales et budgétaires et soutien particulier à certaines industries en difficulté (textile, machine-outil, bois, etc.) ;

— réduction de la durée du travail et abaissement de l'âge du droit à la retraite ;

(suite en page 2)



Sygma

Le président Mitterrand pendant son discours, à Guéret.

Economie: bien, peut mieux faire
(page 2)

Social: très gros travail, gagnerait à être plus clair
(page 4)

Libertés: travail sérieux, courageux, cohérent
(page 8)

Politique étrangère: brillant, imaginatif, résultats à attendre à long terme
(page 6)

Quatorze ans après: mai 1968 à l'O.r.t.f
(page 10)

Antarctique: une région de plus en plus "chaude"
(page 14)

La chanson dans tous ses états
(page 19)

Bubu-la-tendresse
(page 24)

10 MAI 1981-1982 LE CHEMIN PARCOURU

Economie : bien, peut mieux faire

PAR GUY PERRIMOND



Pierre Mauroy et Jacques Delors.

A.f.p.

(suite de la page 1)

— réforme du travail temporaire ;
— augmentation de 30 % du budget de la Recherche et doublement de celui de la Culture ;
— réforme du Plan et définition d'une politique diversifiée en matière énergétique ;
— grandes réformes de structure déjà votées (décentralisation, nationalisations) ou en cours (communication audiovisuelle, droits des travailleurs) ;
— extension des libertés, suppression des tribunaux d'exception, abolition de la peine de mort ;
— action dynamique au plan international en faveur de la négociation, de la sécurité collective, d'un nouvel ordre économique mondial et de la solidarité avec le tiers monde et avec les peuples en lutte.

Même en y ajoutant ce qui a été fait pour les femmes ou pour les jeunes, cette liste serait loin d'être exhaustive. Mais elle suffit à faire justice des accusations d'impuissance portées bien légèrement par les représentants de la majorité d'hier. Elle ramène aussi à leur juste mesure les critiques émises — nous en avons exprimé ici même à plusieurs reprises — sur les méthodes du gouvernement et sur la difficulté qu'il a souvent éprouvée à expliquer clairement son action. Je veux croire pour ma part que les incidents de ces dernières semaines, qui ont fait couler beaucoup d'encre et de salive, constituent une expérience à inscrire sans doute dans ce que l'on appelle l'apprentissage du pouvoir et dont la leçon est maintenant tirée.

Un grave faux pas

C'est en ce sens que l'opposition — et particulièrement le R.p.r. dont on aurait pu attendre davantage de respect pour les institutions de la Ve République — a commis un grave faux pas en prenant prétexte d'un acte terroriste dramatique pour demander le départ du président de la République. Certes, Bernard Pons a tenté de corriger, sur la forme mais non sur le fond, le propos de Claude Labbé. Certes, celui-ci lui-même, après plusieurs jours de réflexion, a admis qu'il avait été excessif. Mais en tant que tel, le R.p.r. n'a rien dit et Jacques Chirac, quant à lui, est resté, en l'occurrence, remarquablement silencieux. Sous peine de laisser se développer l'interprétation « qui ne dit mot consent », il est temps qu'il donne clairement son sentiment sur cette dérisoire querelle de la légitimité du pouvoir dans laquelle, avant Claude Labbé, Michel Debré ou Alain Peyrefitte avaient cru devoir entrer, l'U.d.f., avec l'ancien ministre de l'Intérieur Christian Bonnet, n'étant d'ailleurs pas en reste.

Au demeurant, au cours de sa visite en Limousin, le président de la République a su en quelques phrases remettre les choses à leur vraie place et répondre aux spéculations sur la durée de son mandat en affirmant avec force qu'il le conduirait « jusqu'au terme fixé par les institutions ». Par ce propos qui a frappé tous les observateurs, y compris ceux qui combattent la politique de la gauche, François Mitterrand a voulu signifier qu'il continue et qu'il continuera à se situer dans le cadre du contrat qu'il a passé il y a un an avec les Français et auquel la majorité d'entre eux ont souscrit. Cela n'est pas pour nous une surprise, mais il était bon que ce fut rappelé solennellement, dans le cadre d'un vibrant appel à l'unité et à la solidarité de la nation. Nous ne souhaitions pas autre chose quand, il y a peu, nous demandions au président de la République de s'adresser au pays. Désireux de ne pas se mêler à la cacophonie commémorative du 10 mai, il a su se placer sur un tout autre plan. C'était sa manière à lui de célébrer l'anniversaire d'une date qui a profondément marqué l'histoire de notre pays. Ce sera aussi la nôtre. ●

A les entendre la France courait tout droit à la catastrophe. Durant les deux campagnes électorales de mai et juin 1981, les différents leaders de la droite avaient « prévenu » les Français : la gauche au pouvoir c'était la faillite, la crise économique généralisée, le désordre dans la rue et les usines. Il faut se souvenir de Roger Chinaud, déclarant, emphatique : « J'ai mal à la France. » Et des industriels établissant en juillet dernier leurs prévisions 1981-1982 en tablant sur une inflation minimale de 18 % !

Un an a passé. Imperturbable, la droite parle de ce qu'elle appelle un bilan : oubliant son catastrophisme passé, elle va, tout simplement, réduire la réalité à des chiffres bruts, sans passé, sans explications. Et à partir d'eux, tenter de prouver que le gouvernement a perdu la partie, s'est révélé incapable de gérer la France. Puis, elle annoncera pour demain... des difficultés accrues.

Les résultats obtenus, parlons-en !

Sur le plan strictement économique, oublieuse de ce que même les professeurs libéraux enseignent en première année de faculté, la droite va s'employer à expliquer que le chômage s'est accru, que l'inflation est demeurée au même niveau alors que celle de nos voisins a décru, que les différents déficits se gonflent. Il est donc nécessaire de prendre la mesure exacte de ce qui a été fait, des inflexions données, pour pouvoir faire pièce à la campagne de propagande qui s'ouvre.

Tout d'abord parler d'un bilan semble prématuré : les premières mesures prises le furent en juin 1981 et les derniers chiffres connus sont ceux de mars. Cela réduit à neuf mois « l'année du bilan ». Cela a d'autant plus d'importance que, compte tenu de l'héritage, la gauche avait annoncé qu'il lui faudrait au moins dix-huit mois pour obtenir des résultats à la hauteur de ses ambitions. Mais ne faisons pas la fine bouche : le droite veut parler des résultats obtenus, parlons-en !

Tout d'abord l'emploi. En une année, de mars 1981 à mars 1982, on a comptabilisé 300 000 chômeurs de plus. Mais se limiter à ce chiffre, c'est refuser de saisir l'essentiel. En effet, d'octobre 1980 à juillet 1981, le taux de croissance annuel du chômage était de 25 % par an. Alors, sauf pour les deux derniers mois, la droite était au pouvoir ! Or de juillet 1981 à mars 1982, ce taux de croissance est tombé à 15 %. Ce qui signifie que la politique mise en place a d'ores et déjà réussi à freiner une croissance du chômage, qui fait partie intégrante de l'héritage.

Infléchir la politique suivie les années précédentes n'était pas simple : en économie il ne suffit pas de décider pour qu'instantanément les résultats soient mesurables. Freiner, puis stopper la saignée était le premier objectif. Il a été atteint. En effet, si, quittant les « grands chiffres », on regarde de près des résultats de détail, il est indéniable qu'au terme de neuf mois — limite du mesurable — les raisons d'espérer sont nombreuses. Durant cette période, les licenciements pour cause économique ont baissé de 28 % ; le chômage partiel a baissé de 25 % ; plus de 400 000 jeunes ont trouvé de l'embauche dans le cadre du plan Avenir Jeunes ; le nombre des faillites est passé de 1 800 en mai dernier à 1 400 en février et en mars. Bref, le marché du travail a connu des améliorations sensibles.

Or, ces résultats ont été obtenus alors que bon nombre de mesures — baisse de la durée du travail, contrat de solidarité — n'ont pas encore porté tous leurs fruits. Conclusion : les résultats obtenus en ce domaine sont non seulement supérieurs à ceux de nos voisins — où la hausse annuelle de chômage est de l'ordre de 50 % — mais à ceux qu'aurait obtenus le gouvernement de Raymond Barre ! Et cela sans qu'aucun des déséquilibres économiques prédits par la droite ne soit intervenu.



Un bilan plus qu'honorable

Avant de recenser les actes du gouvernement depuis un an, encore faut-il prendre la mesure des résultats obtenus. Le point le plus important, on l'a vu, c'est l'emploi. Mais les « bons résultats » — bons mais insuffisants — ne se limitent pas à la lutte contre le chômage. Il faut également se souvenir que de l'avis de bon nombre d'experts, dont ceux de l'O.c.d.e., de la Chase Econometries, ou des instituts de conjoncture de R.f.a., les perspectives de croissance du produit intérieur brut sont plus favorables en France qu'ailleurs, l'estimation la plus basse étant de l'ordre de 2 % ; que le déficit budgétaire, inférieur à 3 % du P.i.t., est l'un des plus faibles des grands industriels ; que le déséquilibre extérieur a été contenu — on est toujours en dessous du déficit de 1980 —, et qu'enfin l'inflation est ralentie. Ce qui au total est un bilan plus qu'honorable, surtout compte tenu des contraintes de départ.

Tout au long des douze derniers mois, pour en revenir aux actes de gouvernement, on trouve deux types de mesures. Les unes, structurelles, sont dans toutes les mémoires : les nationalisations, par exemple. Il faudra encore quelques mois pour que ces dernières, une fois les choix opérés, les réorganisations faites, viennent épauler vigoureusement l'effort entrepris depuis le 23 mai. Mieux, durant quelques mois, la mise en œuvre de telles réformes fut un handicap : ce qu'il est convenu d'appeler les « agents économiques », et en premier lieu le patronat, pouvant arguer du manque d'informations, des points d'interrogation soulevés par une telle réforme, pour... attendre.

Mais le tout-venant, la vie de tous les jours est faite d'une multitude de décisions, le plus souvent ignorées du grand public, lesquelles, totalisées, « font » une politique. Un seul exemple, l'aide aux entreprises en difficulté. De mai 1981 à février 1982, le ministère de l'Industrie a reçu 198 dossiers d'entreprises à bout de souffle. Il en a réglé 166. Ce qui a permis de préserver 64 525 emplois. Cela n'a jamais fait les grands titres des journaux. Et pourtant... Ce sont de telles actions, combinées à la volonté inscrite dans le collectif budgétaire voté en juillet 1981 puis dans le budget 1982, qui ont permis d'absorber une partie de l'héritage, d'éviter que le passé — le passif — empêche toute évolution.

D'abord le franc

Epaulant les grandes mesures structurelles, les actions sur la conjoncture peuvent se comprendre aisément. A la base, une idée simple : on ne relancera la machine industrielle qu'en créant un appel d'air. Pour cela, il faut d'abord stimuler la consommation populaire. Ce qui permettra également de réduire les inégalités. Dès juillet 1981, un coup de pouce est donné aux plus bas salaires et au « salaire social ». Le résultat ne s'est pas fait attendre : à l'automne 1981, la production industrielle a repris. Trop faiblement ? C'est évident, les produits importés ayant « profité », bien plus que la production nationale, de ce coup de pouce. A vrai dire, il semble que les industriels français n'aient pas cru, dans leur majorité, à la reprise. Dès lors, les produits importés ont eu la part un peu trop belle.

Mais le gouvernement savait — cela a été assez souvent répété — que la relance par la consommation était insuffisante pour porter notre production industrielle à un niveau créateur d'emplois. Il faut que l'investissement prenne le relais. Du côté des « structures », le secteur public représentant aujourd'hui plus de 40 % de l'investissement productif, il y aura la part prise par le secteur nationalisé, et, « conjoncturellement », les mesures d'aides aux entreprises. Pour le secteur public, l'Etat et les banques devront y pourvoir. Pour le privé, c'est par le biais d'un allégement des charges fiscales et par des prêts bancaires particuliers que l'on peut arriver à ce qui sera la vraie mesure de la reprise, un redémarrage de l'investissement.

Dans le même temps, il a fallu tenir les prix. Car l'écueil était là. La droite le savait bien, qui affirmait il y a un an que la gauche était peut-être généreuse, mais dépensière. Et qui dépense sous-entend inflation. Or, durant les derniers mois du gouvernement Barre, l'inflation pouvait être estimée, en rythme annuel, autour de 15 %. Aujourd'hui, ce taux a été ramené à 12 %. Il est évident pour tous que ce résultat est insuffisant, surtout par rapport aux autres pays industrialisés. Mais les conditions dans lesquelles il a été obtenu montrent qu'en ce domaine également les actes du gouvernement ont été positifs.

Juger — sur courte distance — une politique économique n'est pas simple. Entre les décisions de gouvernement et leur mesure dans les faits, il faut du temps. Mais il faut aussi se souvenir de ce qui était, et surtout comprendre ce qui serait arrivé si la politique antérieure n'avait pas été infléchie. Un exemple, le franc. En mai 1981, nous écrivions dans « l'Unité » : « D'abord le franc. » Ce n'était ni par goût ni par prescience. Mais tout simplement parce que le franc, depuis quelques mois, « dérapait » face aux autres monnaies. En fait, face à un panier des quinze





Jacques Delors avec Yvon Gattaz. Sygma

principales monnaies, le franc — aussi bizarre que cela puisse paraître — a davantage perdu de sa valeur d'octobre 1980 à mai 1981 que de mai 1981 à aujourd'hui ! Arrivant au pouvoir le gouvernement, compte tenu de cette tendance et des attaques prévisibles, devait donc, d'abord, tenir le franc. Ce qui fut fait, bien mieux que ne le prévoyaient les spécialistes. Et les spéculateurs ! Certes, il a fallu réaménager les parités au sein du S.m.e. Mais au total, alors que le dollar, porté par des taux d'intérêt qualifiés par certains de « démentiels », est au plus haut, obtenir un tel résultat — en quelque sorte faire sur ce point « mieux » que Barre — est à souligner. Ce qui, notons-le, est rarement fait !

En un peu moins d'un an, le gouvernement a réussi à sortir l'économie française de la léthargie où les politiques antérieures l'avaient plongée. Cela ne signifie pas, bien au contraire, que tous les obstacles soient levés. Qu'il s'agisse de l'investissement, des prix ou des coûts de production, rien n'est vraiment réglé : la société française a des blocages évidents, trop souvent oubliés. Et ce que parfois on appelle l'incapacité gouvernementale n'est que la difficulté à les surmonter.

C'est évident dans le domaine des prix. Si les prix industriels ont connu un calme relatif, on ne peut pas dire la même chose de ceux des services et des produits alimentaires. On retrouve là les problèmes des circuits de distribution, bien souvent archaïques, ou l'absence de concurrence. Or, à moins de choisir un système bureaucratique, il est évident que dans ces deux secteurs il faudra du temps pour... calmer les appétits. Il en est de même à propos des coûts de production : adapter l'industrie française aux défis de notre temps suppose une mutation des mentalités difficile. Ce que l'on appelle le corporatisme est en ce domaine un frein d'une efficacité redoutable. Et le patronat, le petit commerce ou les agriculteurs ne sont pas les seuls secteurs où règne le corporatisme : les syndicats ouvriers en savent quelque chose. Ce n'est pas un hasard si parmi les cinq priorités définies au printemps par le gouvernement, l'une d'elles — développer la responsabilité et la solidarité des partenaires sociaux — porte sur ce thème.

Car il est évident que les actes du gouvernement ne suffiront pas, à eux seuls, à conduire la France sur le chemin de la croissance. Certes, le pouvoir d'Etat doit être, en ce domaine, à l'initiative de toute politique. Depuis un an il l'a été. Aussi bien dans le domaine structurel que conjoncturel. Mais il faut que l'ensemble des « agents économiques » partagent, eux aussi, cette volonté. Or, dans le domaine l'investissement par exemple, il est évident qu'une bonne partie du patronat ne veut pas croire à la relance. Dès lors, si un minimum d'investissement est réalisé — pour rationaliser la production par exemple — on est loin de ce qui est possible et nécessaire. Il en est de même, on l'a vu, pour certains prix, où la modération n'est que rarement la ligne suivie. Et chez les salariés, certaines revendications, pour une semaine supplémentaire de congés par exemple dans les entreprises où la cinquième semaine était déjà une réalité, montrent que la lutte pour les « avantages acquis » est souvent comprise comme une lutte pour conserver un avantage acquis par rapport aux autres...

Mais vouloir comprendre la politique économique menée ces derniers mois sans tenir compte de l'environnement international, c'est risquer de passer à côté de l'essentiel. Car l'étranger pèse sur nous de plusieurs manières. Il y a bien sûr la parité avec le dollar, la nécessité de taux d'intérêt élevés qui freinent l'investissement. Mais il y a aussi la récession généralisée qui tarit les marchés et rend la concurrence internationale plus âpre. Le tout pesant sur notre balance commerciale, le niveau de la production et l'investissement.

Si l'on veut parler bilan, il faut donc non pas se contenter d'une photographie de la situation. Mieux vaut un film, un récit, montrant le point de départ, l'étape atteinte, les objectifs. Ceux-ci sont clairs : d'abord l'emploi ; puis l'investissement ; le maintien des grands équilibres financiers ;



Laurent Fabius. Pascal Lebrun

la solidarité — notion nouvelle — des partenaires sociaux, et enfin convaincre nos voisins de la nécessité d'une relance concertée de l'économie mondiale.

Durant les douze derniers mois, le gouvernement a réussi tout à la fois à réduire les inégalités — ce qui n'est pas une simple mesure sociale —, à relancer la machine industrielle, à freiner chômage et inflation sans mettre en péril l'avenir. C'est à partir de cela qu'il faut juger le bilan. Et si des zones d'ombre sont visibles, si les difficultés, les blocages sont perceptibles, il est difficile de dire qu'au total ce bilan n'est pas positif. ●



10 MAI 1981-1982
LE CHEMIN PARCOURU

Social: très gros travail, gagnerait à être plus clair

PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

L'EMPLOI : c'est le maître mot et le fil conducteur de la politique sociale du gouvernement depuis un an. Les dix-huit ordonnances prises en conseil des ministres au cours du premier trimestre 1982 — et qui devront être ratifiées par les Assemblées — relèvent pratiquement toutes de cette priorité nationale. La notion de partage du travail est la pierre de touche de ce dispositif.

Réduction de la durée hebdomadaire du travail assortie d'une nouvelle limitation des heures supplémentaires ; encouragement financier par les biais des contrats de solidarité avec les entreprises et les collectivités locales qui créent des emplois ; abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans — ce qui est un droit et non une obligation. Toutes ces mesures, renforcées par les ordonnances sur la limitation du cumul emploi-retraite et sur la cessation d'activité dans la fonction publique, doivent avoir des retombées positives sur la répartition des emplois et permettre à terme une diminution du chômage : déjà 17 000 emplois ont été créés grâce aux contrats de solidarité. D'autres ordonnances qui concernent un secteur professionnel déterminé auront aussi un impact direct sur l'emploi. Ces textes, qui ne figurent pas dans notre tableau concernent le textile et l'habillement, les ouvriers dockers, la modification du Code du travail maritime, la cessation d'activité des agents des collectivités locales. Mais la politique sociale déborde largement le cadre de ces dix-huit ordonnances. Dès le 1er juillet 1981, le gouvernement a mis un coup d'arrêt au déclin des prestations familiales en revalorisant de 25 % les allocations familiales et de 50 % l'allocation logement. Une seconde étape a été franchie avec le projet de loi adopté en conseil des ministres le 21 avril 1982, qui constitue une refonte profonde du système des prestations familiales dans le but d'harmoniser les prestations, quel que soit le rang de l'enfant, et de simplifier une réglementation extrêmement complexe... Le résultat financier est tangible pour des milliers de familles : une famille de deux enfants (13 et 16 ans) touchait 430 F au 1er janvier 1982, elle touchera 809 F en septembre 1982.

Les mesures en faveur des personnes âgées sont également spectaculaires : en six mois, le minimum vieillesse est passé de 1 400 F (au 1er juillet 1981) à 2 000 F par mois (au 1er janvier 1982). Les retraites et les pensions de réversion vont également être revalorisées : le projet de loi sur la réforme des pensions (qui concerne près de 2 millions de Français) a été adopté au conseil des ministres et sera soumis au Parlement avant le 1er juillet 1982.

L'allocation logement a été étendue à 12 000 personnes supplémentaires. Mais la qualité de la vie n'est pas non plus négligée : les lits d'hospices sont en voie d'extinction rapide ; 20 000 places de soins hospitaliers à domicile seront créées avant la fin de l'année 1983.



L'ordonnance qui institue le droit à la retraite à 60 ans devrait permettre un meilleur partage de l'emploi entre les générations, mais elle met fin immédiatement à une injustice criante : elle donne aux ouvriers, entrés très jeunes dans la vie active, le temps de profiter réellement de leur retraite. Jusqu'à présent, un ouvrier « récupérait » sous forme de retraite 110 % des sommes qu'il avait versées pendant sa vie active. Pour un cadre, la « récupération » atteint 160 % : l'espérance de vie moyenne des cadres est en effet de plusieurs années supérieure à celle des ouvriers...

Avec le vote prochain de la loi sur les droits nouveaux des travailleurs, le bilan d'un an de politique sociale apparaît donc déjà fort impressionnant. Même si certaines mesures n'ont pas encore eu le temps de porter leurs fruits au plan de la création d'emplois nouveaux.

A.f.p.



Signature du contrat de solidarité, chez Renault.



SUJET	L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES 16 - 18 ANS	LA RETRAITE A SOIXANTE ANS
DATES	Adoption : 25 mars 1982 Entrée en vigueur : automne 1982	Adoption : 25 mars 1982 Entrée en vigueur : 1er avril 1983 (Temps de mise en place du nouveau dispositif)
OBJECTIFS	Améliorer la qualification professionnelle des jeunes et favoriser leur insertion sociale.	Accorder dès 60 ans une pension à taux plein, soit 50 % du salaire moyen des dix meilleures années de la vie active.
CONCERNE	Tous les 16 - 18 ans qui se présentent sans formation sur le marché du travail (100 000 en octobre 1982)	Tout salarié du régime général et agricole. 900 000 salariés pouvaient déjà en bénéficier. D'ici deux ans, il y aura 400 000 nouveaux bénéficiaires.
MODALITES	• Développer l'accueil, l'information et l'orientation en organisant des permanences dans les municipalités avec le concours financier de l'Etat. • Mise en place de « missions locales » pour aider les jeunes les plus en difficulté. • Permettre une formation alternée à la fois théorique et en entreprise. 20 000 places supplémentaires seront créées dans les L.e.p. à la rentrée. Les jeunes bénéficieront du statut de stagiaire en formation professionnelle et seront rémunérés.	Conditions requises : • âge minimum : 60 ans. • justifier de 150 trimestres d'assurance ou de périodes reconnues équivalentes. • la réforme préserve les avantages déjà acquis par certaines catégories (travailleurs manuels ; mères de famille ; salariés agricoles ; bénéficiaires de la garantie de ressources).
SUJET	LA DUREE DU TRAVAIL EN AGRICULTURE	LE CHEQUE-VACANCES
DATES	• Adoption : 27 janvier 1982 • Entrée en vigueur : 1er février 1982	• Adoption : 25 mars 1982 • Entrée en vigueur : immédiate
OBJECTIFS	• Fixer la durée du travail et les congés payés au même niveau que dans les autres secteurs (39 h/hebdo ; 5e semaine de congés) « compte tenu de la situation de droit et de fait de ce secteur ».	Donner à ceux dont le revenu est plus faible la possibilité réelle de partir en vacances : quatre à cinq millions de Français en bénéficieront.
CONCERNE	• Les 430 000 salariés du secteur agricole.	Tous les salariés qui acquittent moins de 1 000 F d'impôt sur le revenu.
MODALITES	• Exploitations de plus de 10 salariés : le repos compensateur rémunéré reste fixé par convention collective si l'horaire est supérieur à 42 h. • Si moins de 10 salariés : repos majoré de 20 % au-delà de 42 h. • Durée maximale du travail : 46 h par semaine sauf dérogations.	• Le chèque-vacances fonctionnera sur le modèle du chèque-restaurant et permettra de régler directement l'hôtel, le transport ou l'agence de voyage. • Financement par les entreprises et l'épargne individuelle des travailleurs. • Les chèques seront bonifiés suivant les périodes de l'année pour favoriser l'étalement des vacances.

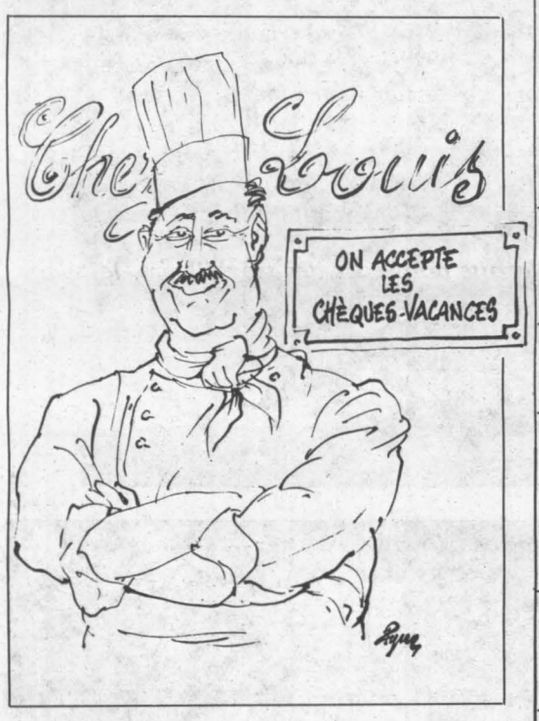


Table ronde des partenaires sociaux autour du Premier ministre.

Pascal Lebrun



Table ronde avec les représentants des cadres.





Pascal Lebrun

SUJET	LES CONTRATS DE SOLIDARITE ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES LOCALES	LES CONTRATS DE SOLIDARITE ENTRE L'ETAT ET LES ENTREPRISES
DATES	• Adoption : 20 janvier 1982 • Entrée en vigueur : immédiate	• Adoption : 13 janvier 1982 • Entrée en vigueur : immédiate.
OBJECTIFS	• Offrir aux collectivités locales la possibilité de conclure des contrats de solidarité avec l'Etat.	• Apporter une aide financière de l'Etat aux entreprises réduisant la durée du travail ou favorisant les préretraites.
CONCERNE	• Les communes, les départements et leurs établissements publics	• Toutes les entreprises, établissements industriels et commerciaux.
MODALITES	• Aide à la réduction du temps de travail en cas de création d'emplois et d'amélioration du fonctionnement des services. • Aide à la cessation anticipée d'activité des agents des collectivités locales.	• Exonération partielle ou totale des charges sociales pour les emplois créés grâce à la diminution du temps de travail. • Aide au départ en préretraite avant 60 ans.
SUJET	**LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL**	**LE TRAVAIL TEMPORAIRE (LE CONTRAT A DUREE DETERMINEE : AUTRE TEXTE ; MEMES DISPOSITIONS)**
DATES	• Adoption en conseil : 13 janvier 1982 • Entrée en vigueur en trois étapes : février 1982, juin 1982 ou selon négociation	• Adoption le 27 janvier 1982 • Entrée en vigueur le 1er mars 1982 pour trois ans.
OBJECTIFS	• Réduire progressivement jusqu'à 35 h hebdomadaires le temps de travail des salariés • Lutter contre le chômage	• Organiser la pratique du travail temporaire en remédiant aux risques d'aggravation du chômage, d'éclatement de la collectivité du travail, de l'insécurité de la situation d'intérimaire.
CONCERNE	14 millions de salariés des secteurs privé et public	• Tous les signataires de contrats de travail temporaires à partir du 1er mars 1982.
MODALITES	• Durée légale hebdomadaire du travail réduite à 39 h. • 5e semaine de congés effective dès cette année.	• Délimitation précise du recours au travail temporaire (absence temporaire d'un salarié ; travaux urgents nécessaires à la sécurité ; surcroît temporaire d'activité). • Amélioration de la situation du travailleur intérimaire sur le plan du salaire et des droits syndicaux. Renforcement des sanctions en cas de non-respect de la législation.
SUJET	**LA CESSATION D'ACTIVITE DANS LE SECTEUR PUBLIC**	**LA LIMITATION DES CUMULS EMPLOI-RETRAITE**
DATES	Adoption en conseil : 25 mars 1982. Entrée en vigueur : immédiate.	Adoption en conseil : 25 mars 1982. Entrée en vigueur : 1er avril 1983.
OBJECTIFS	Donner aux fonctionnaires et aux agents de l'Etat la faculté d'anticiper de quelques années sur leur retraite pour offrir les postes libérés au marché de l'emploi.	Limiter les possibilités de cumul entre une pension de vieillesse et un revenu d'activité en raison : — de la situation actuelle de l'emploi, — de l'abaissement à 60 ans de l'âge de la retraite.
CONCERNE	Les fonctionnaires et les agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements administratifs.	Les salariés du régime général, les salariés agricoles, ceux des régimes spéciaux et fonctionnaires dont les pensions seront liquidées après le 1er avril 1983.
MODALITES	L'ordonnance organise deux dispositifs de cessation anticipée d'activité en 1982 et 1983. • A partir de 55 ans, cessation progressive d'activité pour les fonctionnaires qui acceptent de travailler à mi-temps avec un revenu de remplacement (80 % de leur traitement plein). • A partir de 57 ans lorsque l'âge de la retraite est fixé à 55 ans, cessation complète d'activité possible si les intéressés comptent 37 années et demi de service.	• Cesser définitivement son activité professionnelle dans l'entreprise ou la collectivité publique dont on est issu. • Le principe du droit au travail après le départ en retraite est néanmoins maintenu. Mais ce travail est soumis à une contribution de 10 % (5 % pour le salarié, 5 % pour l'employeur) à verser au bénéfice des Assedic, si la recette dépasse le niveau du smic, majoré d'un quart par enfant à charge.
SUJET	**LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL**	**TEMPS PARTIEL DANS LA FONCTION PUBLIQUE**
DATES	Adoption en conseil : 25 mars 1982. Entrée en vigueur : immédiate	Adoption en conseil : 31 mars 1982. Entrée en vigueur : immédiate.
OBJECTIFS	Assurer aux salariés travaillant à temps partiel un statut identique à celui des employés à temps complet.	Instituer le travail partiel de manière générale et permanente dans la Fonction publique, les collectivités locales et leurs établissements publics administratifs, y compris les hôpitaux.
CONCERNE	900 000 salariés - surtout des femmes.	Les fonctionnaires ou agents qui le désireront, sous réserve des nécessités du service, sans que le travail puisse être inférieur au mi-temps.
MODALITES	• Renforcement des garanties individuelles et des droits collectifs des salariés concernés. • Mise en pratique de l'égalité des droits. • Sur la base du volontariat seulement : un salarié à temps complet pourra refuser de travailler à temps partiel sans que cela soit un motif de licenciement.	• Les bénéficiaires conservent, en matière de droits à l'avancement et à la formation, des droits égaux à ceux découlant du travail à plein temps. • En ce qui concerne les émoluments, la règle du prorata est assouplie pour les modalités de travail à temps partiel à 80 et 90 %.

Ce tableau a été établi à partir de la documentation réunie dans la « Lettre de Matignon », éditée par le Service d'information et de diffusion du Premier ministre.

10 MAI 1981-1982
LE CHEMIN PARCOURU

Politique étrangère: brillant, imaginatif, résultats à attendre à long terme

PAR GILBERT SANS

LA politique étrangère, c'est « l'expression à l'extérieur de la politique de la France » déclarait Claude Cheysson, fraîchement arrivé au Quai d'Orsay. Lapalissade ? Pas tout à fait. Plutôt une manière de signifier une certaine volonté de rupture avec les habitudes ambiantes : goût du secret, parfum de complots. Pour la première fois, la caste diplomatique — car c'en est une — s'est trouvée légèrement bousculée dans ses meubles. A force de se transmettre les lettres de créances de père en fils, elle avait un peu oublié que « ses » meubles n'étaient jamais que ceux de la République. Symbole non négligeable — il n'y a que le premier pas qui coûte —, les portes de la « carrière » se sont entrouvertes sur l'extérieur.

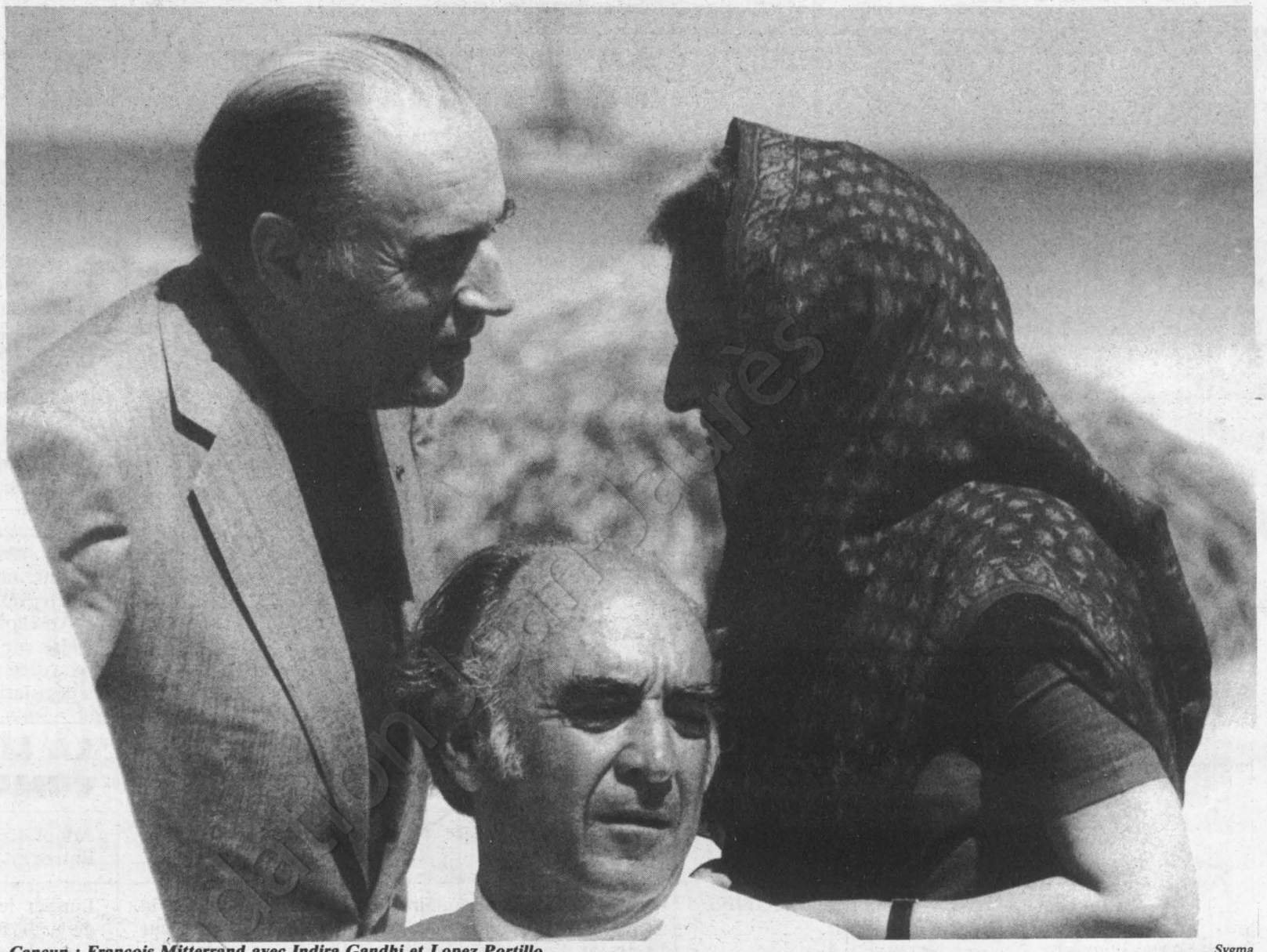
La petite phrase du ministre des Affaires étrangères voulait indiquer aussi qu'on ne peut concevoir de véritable politique extérieure limitée aux moiteurs secrètes des chancelleries, isolée du reste de la politique française. En clair, les mêmes orientations fondamentales devaient guider, au-dedans comme au-dehors, la politique française : l'idée de liberté, l'exigence de justice sociale.

Grâce aux urnes populaires, la gauche a épousé la constitution de la Ve République. C'est toujours l'Elysée qui inspire les grandes lignes de la politique étrangère. Mais, appréciable nuance, le ministère des Affaires étrangères est devenu un véritable ministère. Ses murs n'en tremblent pas encore, mais il n'en revient pas encore. Le pauvre : il en avait perdu l'habitude, transformé qu'il était en chambre d'enregistrement et d'exécution des quatre volontés de l'apprenti monarque. Aujourd'hui, autre changement, la politique française se définit en termes d'orientations globales. Sans parler du Premier ministre qui porte sa pierre à l'édifice commun (déclaration remarquée sur la Pologne, voyages en Tunisie, à Bonn, au Canada).

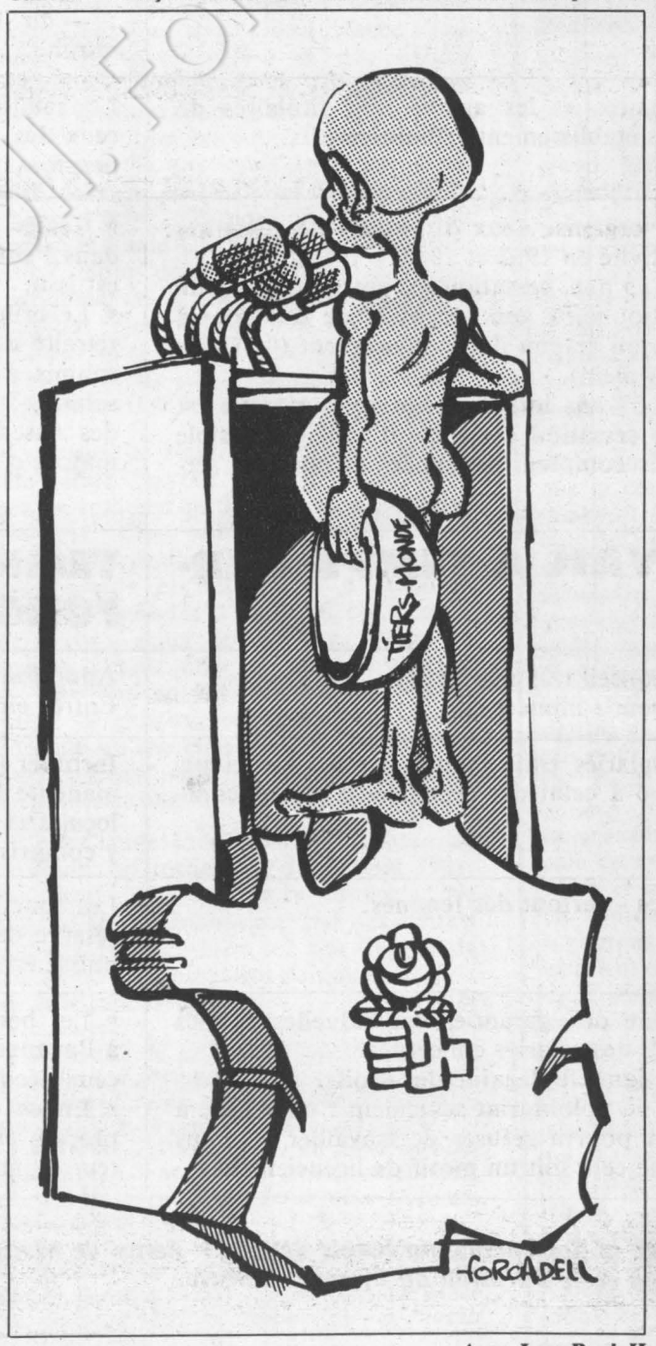
Lincoln et Lénine continuent à reposer en paix

Liberté, justice sociale... Des mots ? Certes, rien ne s'est jamais fait en un jour. Prétendent généralement le contraire ceux qui ne font rien. Le bilan de cette première année de la gauche est, par lui-même, assez éloquent. Quelques exemples suffiront. Le territoire du monde est un enjeu. D'abord pour les deux super-puissances qui visent à régenter la planète. Questions d'intérêts, pas d'idéaux : que Lincoln et Lénine continuent à reposer en paix. Par définition, toute politique étrangère nationale rencontre, à un moment ou à un autre, des intérêts opposés. Il ne peut en être autrement.

S'il est une dimension dont les peuples du tiers monde ont su prendre toute la mesure, c'est bien, d'abord, celle du discours — et des actes — français vers l'Amérique latine. La prise de position du président de la République à la conférence de Cancun, la déclaration commune franco-mexicaine, sur le droit des peuples de l'Amérique centrale à disposer de leurs propres destins, ont résonné en de multiples échos. L'image de la France dans le monde s'en est sensiblement transformée. Pour la première fois, une « petite voix qui dit non » s'inscrit en faux contre les immuables chasses gardées de telle superpuissance. Les initiatives françaises sur l'Amérique latine ne se contenteront pas de marquer cette première année de septennat. Elles prennent date avec l'histoire. Le monde industrialisé ne se survivra pas indéfiniment sans modifier, dans tous les domaines, ses relations avec l'ensemble du tiers monde.



Cancun : François Mitterrand avec Indira Gandhi et Lopez Portillo. *Sygma*





Avec Jean-Paul II au Vatican.

Les voyages de François Mitterrand à Jérusalem, de Claude Cheysson au Moyen-Orient s'inscrivent dans ce courant. A l'époque, certains n'ont pas eu peur de parler de manœuvre électorale interne. La cécité volontaire est un mal gratuit. Sans compter tous ceux qui cherchent à « interpréter » les positions françaises dans un sens bien déterminé. Parler à tous le même unique langage, réaffirmer que l'établissement d'une paix durable dans la région ne pourra se faire sur le dos d'aucun peuple, c'est aussi récuser toute démagogie verbale. On s'apercevra un jour que la sécurité, devant l'histoire, du peuple d'israël passe par la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple palestinien. La démagogie n'a jamais résolu aucun problème de fond. Elle les masque provisoirement.

La France n'est pas un pays non-aligné

« La position française est claire : non, nous n'intervenons pas dans les affaires intérieures des autres ; oui, nous sommes présents sur la scène africaine et nous y remplissons la totalité de nos obligations », déclarait François Mitterrand au sommet franco-africain de Paris. La situation africaine est rien moins que spécifique. Indirectement, Est et Ouest s'y affrontent volontiers. Nombre de régimes en place demeurent incertains ou s'écrouleraient comme châteaux de sable, hors la présence de telle ou telle puissance étrangère. La dépendance monétaire s'accroît. Les rivalités ethniques persistent. Oppression et répression sont monnaies courantes.

Les pesanteurs du passé sont particulièrement prégnantes sur le continent africain. Survivances néo-colonialistes, alimentées par quelques officines spécialisées plus ou moins secrètes, ont permis de mesurer les difficultés de la nouvelle parole française à se faire entendre clairement. « Le gouvernement français a décidé de doubler, en pourcentage du P.n.b., son effort d'aide au développement, déclarait récemment Jean-Pierre Cot. En réorganisant le ministère de la Coopération et du Développement, il a décidé de se doter d'un instrument pour servir sa nouvelle politique d'aide aux pays du tiers monde, en s'engageant dans la bataille pour l'instauration d'un nouvel ordre économique international. »

La recherche de la paix... La France n'est pas un pays non aligné. Simple constatation de fait. A ne pas confondre avec un jugement de valeur. En termes de civilisation comme géographiquement, elle est partie intégrante du camp occidental. Ce qui ne l'empêche pas de maintenir les plus étroits rapports avec les pays du camp dit socialiste. Autant, toutefois, que le permet la propre politique étrangère de l'Union soviétique. Afghanistan, Pologne... Deux symboles qui ne favorisent guère le rapprochement nécessaire entre les peuples et les relations entre les Etats. Sur ce plan, sans aucunement déroger à la recherche permanente de la paix et en faveur du désarmement, la France a renoué avec un langage ferme qui avait fait défaut — c'est le moins qu'on puisse écrire — à la diplomatie d'ancien régime.

Les rapports de force mondiaux, comme ceux internes à chaque bloc, obligent une France de gauche — donc suspecte aux yeux des puissants ! — à en tenir le plus grand compte. « L'Unité » l'a déjà dit et répété : Reagan n'est pas Carter. On ne se méfie jamais trop des analyses schématiques. A l'intérieur même du bloc occidental règne une autre conception du monde. Une vision apocalyptique d'un Occident en pleine crise de réarmement moral après les désastres guerriers de l'Asie du Sud-Est. En une toute petite année, il n'y aura pas eu moins de quatre rencontres au sommet franco-américaines.

Espace social européen

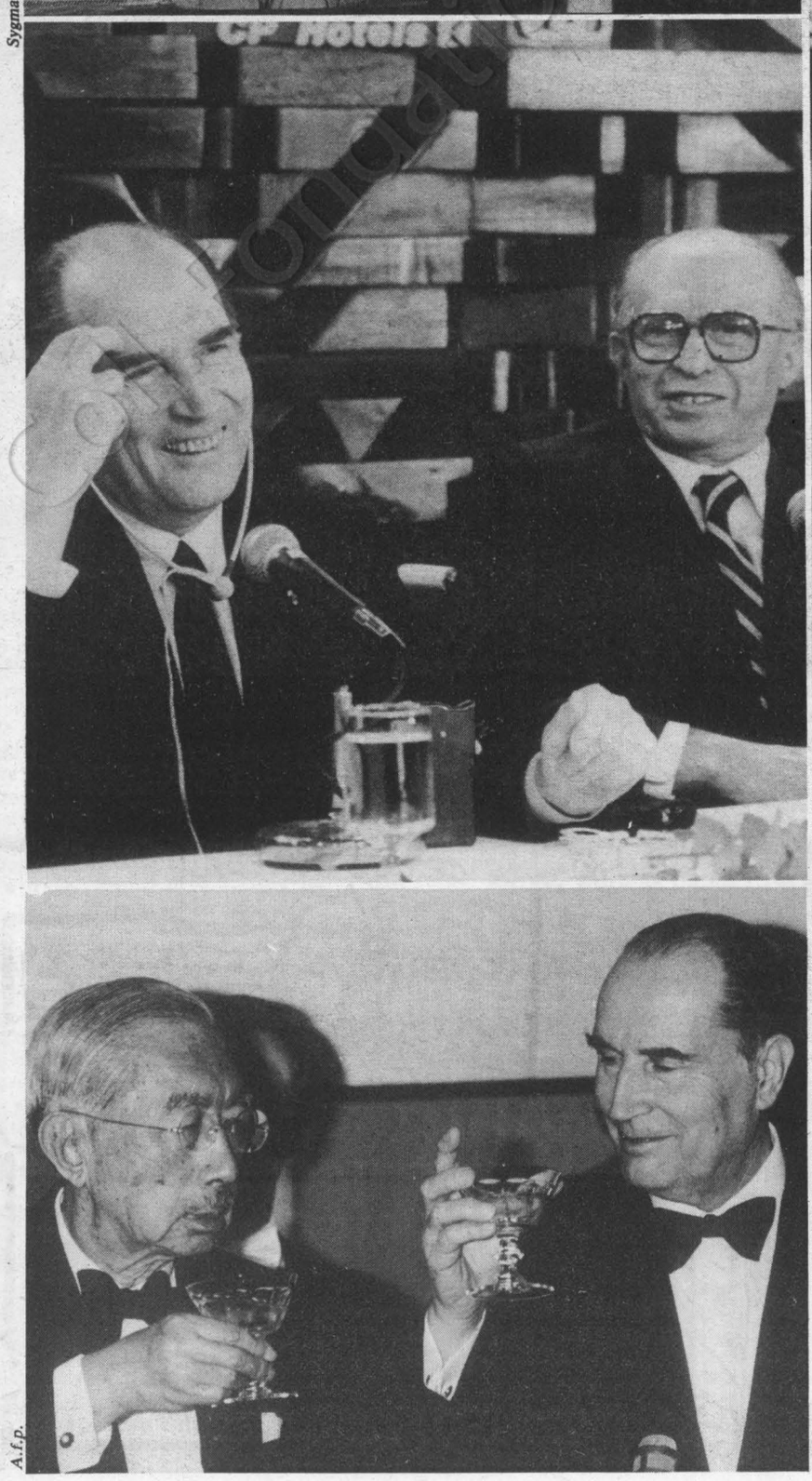
Une « volonté de croissance », alliée à une conception globalement commune de la liberté et de toute vie en société, caractérise « l'idée » européenne. Une région clef, industriellement développée ; même si l'on occulte trop fréquemment la persistance anachronique de quelques îlots de pauvreté absolue dans le sud du continent. Reste à l'Europe à se donner les moyens d'une politique commune. Ce pourrait être l'objet de la fameuse « relance européenne » dont on parle tant du côté français. Ce qui ne saurait signifier qu'on se contente d'en parler. Coincée entre les deux blocs, surtout victime des choix monétaires de la plus grande des nations occidentales, l'Europe doit d'abord chercher à résoudre ses propres difficultés internes : chômage, agriculture... avant que de pouvoir, demain, servir de vecteur aux idées qui guideront le monde. Une idée qui fait son chemin ? On en reparlera certainement au prochain sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, le 5 juin à Versailles. Ne seront surpris que ceux qui auront voulu se laisser surprendre d'entendre à ce moment, d'abord, la voix de la France...

Saisir la dynamique idéologique

La nouvelle politique étrangère française ne peut se résoudre à une simple addition de « coups » séparés, s'ajoutant arithmétiquement les uns aux autres. Certains de ses objectifs, et non des moindres, portent à l'évidence sur le moyen ou le long terme (illustration parfaite : le voyage au Japon, accompagné par cinq ministres de haut rang, du président de la République). Il convient donc — loin des apparences ! — de saisir la dynamique idéologique qui sous-tend chaque action concrète. C'est énorme. Nous n'avons rien voulu dire d'autre. ●











Sygma

A.f.p.

Le président de la République avec Ronald Reagan, avec le roi Khaled d'Arabie, avec Menahem Begin, avec le président Chadli, avec l'empereur du Japon et la reine du Danemark.

10 MAI 1981-1982
LE CHEMIN PARCOURU

Libertés : travail sérieux, courageux, cohérent

PAR PAUL LEDUC

S'IL est un domaine sur lequel chacun s'accorde pour considérer que des changements spectaculaires sont intervenus, c'est bien celui qui touche à la justice et aux libertés. L'unanimité s'arrête à ce constat. Les appréciations sur la valeur, l'urgence et la nécessité des réformes intervenues font apparaître plus que des divergences entre ceux qui les formulent.

Si le contraste entre la politique de la gauche et celle menée au cours du précédent septennat est aussi saisissant, cela tient sans doute à la voie nouvelle, souvent mal comprise, ouverte par des ministres comme Robert Badinter. Mais les récentes déclarations de Christian Bonnet, Alain Peyrefitte et de quelques seconds couteaux de droite révèlent aussi l'attachement viscéral des vaincus du 10 mai à une politique particulièrement réactionnaire, où l'on sacrifiait allégrement les libertés sur l'autel de la sécurité. Un prétexte que ces nostalgiques, à défaut d'avoir prouvé le bien-fondé et l'efficacité de leur démarche, rabâchent à longueur de journées. Mais la méthode Coué a ses limites.

Quoi qu'en dise le député Alain Peyrefitte, les réformes mises en œuvre par Robert Badinter, dans le droit fil des engagements présidentiels de François Mitterrand, n'ont pas pris les Français au dépourvu. Cela vaut en particulier pour l'abolition de la peine de mort *(voir « l'Unité » n° 432)*. Interrogé le 16 mars 1981, lors de l'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2, sur sa position à l'égard de la peine de mort, François Mitterrand n'avait pas cherché à biaiser. Malgré l'enjeu, et sachant les passions soulevées par ce problème, il s'était clairement prononcé en faveur de l'abolition. Les observateurs ont d'ailleurs relevé que sa franchise en cette occasion avait favorablement impressionné l'opinion. Y compris parmi les supporters de la guillotine. La mauvaise foi de ceux qui prétendent aujourd'hui que la gauche « improvise » ou ne respecte pas ses engagements est donc patente. A défaut d'arguments, ils agissent comme si tous les coups étaient autorisés. Curieuse manifestation, en vérité, de la part de politiciens qui prétendent vouloir donner aux autres des leçons de démocratie.

Plus de lois qu'aucun autre ministre

Sans dresser un tableau exhaustif du travail accompli au cours des douze derniers mois par la Chancellerie, Robert Badinter y a fait allusion, dans « l'Est républicain » du dimanche 2 mai, en ces termes : « J'ai fait voter par le Parlement plus de lois dans le domaine qui est le mien qu'aucun autre ministre dans un aussi bref laps de temps. »

Le premier texte voté sur proposition du garde des Sceaux fut la loi d'amnistie, le



Robert Badinter, Pierre Mauroy et Gaston Defferre. A.f.p.

4 août dernier. Venant compléter les grâces présidentielles, cette loi a permis de libérer les condamnés auxquels il restait à purger des peines de prison inférieures à six mois. Les milliers de petits délinquants ainsi relâchés n'ont pas provoqué la vague de délits annoncée par certains. Le taux de récidives observé à cette occasion est resté très au-dessous du taux habituel. Il faut ajouter que, lors du vote de l'amnistie, on comptait 42 000 détenus pour 30 000 places dans les prisons. C'est dire qu'on était au bord d'une explosion, évitée de justesse. Ce que n'avait pas su faire Valéry Giscard d'Estaing au début de son septennat.

L'ancien président de la République avait, comme tous les nouveaux présidents, procédé à une amnistie, mais limitée aux peines de trois mois. En doublant ce délai, la gauche a fait preuve d'une générosité sur le sens de laquelle les intéressés ne se sont généralement pas trompés. De toute façon, avec ou sans amnistie, tous ceux qui en ont bénéficié devaient sortir de prison au plus tard au début de l'automne 1981. Mieux valait leur offrir une chance. Beaucoup parmi eux ont su la saisir.

Quant aux amnisties politiques, Robert Badinter expliquait le mois dernier, au Club de la presse d'Europe 1, qu'elles ont touché 218 condamnés ou inculpés, dont environ 200 Basques, Corses, Bretons et Antillais. Le résultat ne s'est pas fait attendre. « J'ai constaté une chute verticale, a observé le garde des Sceaux, du nombre des attentats politiques commis. La politique d'apaisement qu'exprimait la loi d'amnistie, et qui était voulue par le gouvernement, a donc, dans ce domaine-là, réussi. »

Robert Badinter a traité à part les actes de terrorisme international, attentats

Ne pas mélanger délinquance et criminalité

« importés » qui existaient avant le 10 mai 1981 — Copernic ne fut que le plus sanglant d'entre eux. S'agissant d'Action directe, dont 18 membres furent amnistiés, le ministre s'exprima sans ambiguïté. « C'était une chance donnée avec l'idée que ceux qui ne sauront pas comprendre l'avertissement seront ensuite poursuivis avec toute la rigueur de la loi. »

Après l'amnistie, le Parlement a voté l'abolition de la peine de mort, la suppression de la Cour de sûreté de l'Etat et, après le récent vote favorable des députés, les sénateurs vont examiner à leur tour la suppression des tribunaux permanents des forces armées *(voir « l'Unité n° 462)*. Ces décisions affaiblissent-elles l'Etat dans la lutte contre la délinquance et le terrorisme ? En aucun cas. Un terroriste est un exalté, prêt à mourir pour sa cause.

L'exécuter revient à en faire un martyr et suscite des émules. D'abondants exemples le démontrent. Pour ce qui est de l'action judiciaire, l'arsenal législatif existant offre toutes les possibilités de poursuivre, juger et condamner les auteurs de crimes et délits. Point n'est besoin de sortir de l'état de droit, bien au contraire. Il n'est ni nécessaire ni souhaitable de violer le droit pour combattre ceux qui le foulent au pied. Par contre, il convient d'adapter les moyens mis en œuvre face à ceux qui sortent de la légalité. Ces moyens ne seront pas les mêmes pour remettre des délinquants occasionnels dans le droit chemin, pour combattre le milieu et pour réduire le terrorisme.

Principal facteur d'insécurité, source d'exaspération de l'opinion, la petite ou moyenne délinquance appelle des mesures moins manichéennes que celles prônées sous Alain Peyrefitte. Son échec en cette matière devrait l'inciter à plus de discrétion à défaut de modestie. Rejetant le recours systématique à « la prison-pourrissoir » pour les petits délinquants, Robert Badinter précisait à Europe 1 : « A ce moment-là, la prison se révèle un remède pire que le mal. Alors que faire, car il est évident que la sanction doit demeurer ? Justement, axer la politique pénale vers l'utilisation de la prison comme menace, comme recours, et vers la diversification des sanctions. La grande idée, c'est qu'il vaut mieux une longue peine de prison avec sursis assortie d'une épreuve, d'un travail pour la communauté, d'un contrôle judiciaire strict, d'une réparation au profit de la victime, bref laisser le condamné au-dehors, mais sous surveillance, sous contrôle... Il vaut mieux une telle peine que la rupture avec les taux de récidive qu'on connaît, 50 à 60 %, 60 % pour les jeunes gens. »

A côté de cette attitude, qui ne vaut naturellement pas pour le banditisme, une politique dynamique et diversifiée de prévention a été engagée. A côté de réponses classiques mais redéployées, comme l'Education surveillée *(voir « l'Unité » n° 455)*, cette lutte contre la délinquance doit être l'affaire de tous, à commencer par les municipalités et les associations. Dans cet esprit, le gouvernement a chargé Hubert Dubedout, député-maire socialiste de Grenoble, d'une mission sur les grands ensembles générateurs de délinquance *(voir « l'Unité » n° 455)*. Une mission déjà à l'œuvre avec un budget conséquent et à laquelle participent de nombreuses administrations.

La prévention passe aussi par des réformes, en cours ou en projet. Certaines touchent à la prison : suppression des quartiers de haute sécurité, réhabilitation du travail pénitentiaire, tribunal de l'exécution des peines, mesures visant à favoriser la réinsertion des détenus.

Soucieux du sort des victimes, le garde des Sceaux a fait modifier le Code de procédure pénale par un décret du 30 mars dernier. Désormais, il est prélevé 10 % de la rémunération du travail des détenus pour indemniser les parties civiles. Encore celles-ci doivent-elles faire connaître au ministère public leur intention de recouvrir leur créance. Une autre réforme est à l'étude, cette fois en faveur des victimes d'accidents de la circulation. L'importance des intérêts en jeu et les inquiétudes — parfois fondées — des avocats n'ont pas encore permis d'aboutir. Mais ce n'est plus qu'une question de mois. On doit aussi rappeler l'effort consenti pour accroître l'aide judiciaire, même s'il suscite un mécontentement justifié des avocats qui en font largement les frais. Du moins pour le moment.

Sérieuse atteinte aux libertés, la loi Peyrefitte sera abrogée cette année, conformément aux engagements présidentiels. La difficulté tenant aux contrôles d'identité, à l'origine d'une polémique entre Gaston Defferre et Robert Badinter, a été levée en conseil des ministres. Des organisations de magistrats, d'avocats et de juristes (S.m. F.n.u.j.a., S.a.f., L.d.h.) se sont inquiétées de la solution adaptée, qui laisse une importante latitude aux policiers pour apprécier l'opportunité de procéder aux contrôles d'identité. On verra à l'usage si ces inquiétudes étaient fondées. Il est toutefois regrettable d'avoir laissé place à l'interprétation dans des domaines aussi sensibles.

Bien entendu, les libertés ne sont pas réductibles au champ d'action de la justice. Il faut aussi évoquer la libération des ondes, les mesures prises pour régulariser la situation des immigrés si longtemps victimes des négriers des temps modernes, le projet visant à améliorer le statut des objecteurs de conscience et bien d'autres réalisations encore. S'il reste beaucoup à faire, compte tenu de l'héritage particulièrement lourd légué par la droite, le bilan de cette première année de gouvernement de gauche n'en demeure pas moins spectaculaire. Sans doute cela n'est-il pas étranger à la crispation d'une droite de plus en plus aigrie et hargneuse. ●



Quand un Français parle aux Français

De l'appel de Guéret à la mise au point de Neuvic-d'Ussel sans oublier l'émotion à Oradour-sur-Glane, le président Mitterrand n'a pas manqué son voyage dans le Limousin

Du monde ouvrier à la campagne, il a suffi de quelques heures et de quelques dizaines de kilomètres pour arriver à Neuvic-d'Ussel, petit bourg de Corrèze et patrie d'Henri Queiulle. Dans sa maison un musée à la mémoire du leader radical et également musée de la Résistance en Haute-Corrèze va être inauguré par François Mitterrand. Neuvic est bouclé par les services de sécurité, la pluie tombe drue et froide, les quelques centaines de Corréziens venus voir le président de la République ont patienté plus de deux heures sous des parapluies et dans un vent aigre. Quand il arrive, c'est l'ovation et quelques huées pour Jacques Chirac, député de la circonscription venu accueillir le président de la République. La rencontre entre les deux hommes que les journalistes attendent comme « l'événement du voyage en Limousin » est d'une banalité exemplaire : « Vous n'êtes pas gâté par le temps », dit Chirac. « Non, mais ce

PAR EMMANUELE PLAS

(de notre envoyée spéciale)

SOLEIL radieux pour la première journée, pluie battante pour le deuxième jour sur un Limousin qui s'éveille au printemps. C'était le décor du deuxième voyage présidentiel de François Mitterrand dans une région française, les 3 et 4 mai. Pas n'importe quelle région, au demeurant : la plus petite, la plus pauvre et la moins peuplée du pays. En effet, avec ses trois départements, la Creuse, la Haute-Vienne et la Corrèze, le Limousin ne compte que 733 500 habitants et seulement neuf villes de plus de 10 000 habitants. Dépopulation et vieillissement — si l'on retient la population âgée de plus de soixante ans, le Limousin est la région la plus vieille d'Europe — constituent avec la sous-industrialisation et l'enclavement les handicaps de cette région. Ajoutez à cela que pendant plus de vingt ans la droite au pouvoir a volontairement oublié les Limougeots. Parce qu'ils votaient à gauche.

A Guéret (16 000 habitants), chef-lieu de la Creuse et première étape du périple présidentiel, plus de 3 000 personnes s'étaient rassemblées pour écouter et pour voir le président de la République. Soleil et acclamations d'une foule chaleureuse et confiante. Il y avait à peine une heure que le président avait posé le pied sur le sol du Limousin que, s'adressant aux Creusois, il s'adressait à tous les Français. Pour leur parler le langage de la solidarité. Solidarité, le mot est revenu vingt-trois fois dans les discours de Guéret : « La solidarité doit non seulement comprendre l'unité des couches sociales du pays pour réparer les injustices accumulées pendant trop longtemps mais aussi la solidarité vise une meilleure unité économique de la nation, elle doit s'attacher à tous les actes, toutes les fonctions d'un gouvernement de progrès ; enfin, la solidarité doit, bien entendu dans la sécurité des citoyens, être appliquée pour que nous marchions autant que possible du même pas et que l'inégalité entre les régions n'aille pas s'accroissant, les riches devenant plus riches, les pauvres devenant plus pauvres. »

Le président tenait les promesses du candidat, c'est bien ce que voulaient entendre les Creusois : « La droite ne faisait pas la politique de la gauche, la gauche ne fera pas celle de la droite. Quoi, on voudrait que je délie le contrat qui m'unit aux citoyennes et aux citoyens de ce pays ! On parle de sectarisme et d'intolérance pour ce qui est le respect de la promesse affirmée à l'égard du peuple de France. Je remplis mon contrat en réalisant le programme sur lequel vous m'avez élu. » A ces propos du président de la République, c'est une ovation qui est montée de la foule massée sur la place Bonnyaud. François Mitterrand a aussi affirmé sa volonté de ne pas dresser une partie de la France contre l'autre : « Nul n'est exclu du présent mais nul n'est exclu de l'avenir », a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat a appelé, à Guéret, les Français à s'unir pour plus de justice sociale et plus de dynamisme économique. Expliquant cette politique depuis bientôt un an, François Mitterrand a lancé : « Le moment arrive où l'effort national doit être l'effort de tous. J'ai en charge une continuité de l'histoire de ce pays que je conduirai à son terme. Je suis l'acteur engagé dans la pérennité de la France. »

Conclusion de ce que les observateurs appellent déjà « le discours de Guéret », nouveau bain de foule avec André Lejeune, le député-maire socialiste de Guéret, ballet d'automobiles puis d'hélicoptères, François Mitterrand et sa suite — dont les ministres Gaston Defferre, le Creusois André Chandernagor et Jacques Delors le Corrézien — atterrissent à Aubusson, capitale de la tapisserie. Il est plus de midi déjà mais le président de la République affirme : « J'ai besoin d'entendre les artisans, les commerçants et les lissiers. On n'écoute jamais assez tous ceux qui sont la voix profonde de la France. » Pendant deux heures : visite de l'exposition « Aspects contemporains de la tapisserie d'Aubusson », déjeuner dans la salle du centre culturel. François Mitterrand avait apporté un cadeau à tous ceux qui travaillent dans la tapisserie en annonçant vingt-sept mesures pour cet art.

Soleil encore dans l'après-midi pour faire un peu de tourisme à Vassivière, le lac artificiel aménagé par le Conseil régional du Limousin. Le temps d'étrenner le livre d'or du château situé sur l'île et de serrer la main de Poulidor.

Après le tourisme vert, l'émotion, avec la visite à Oradour-sur-Glane, ce village situé à quelques kilomètres de Limoges et dont toute la population fut massacrée, le 10 juin 1944, par la division Das Reich. Accueil à sa descente d'hélicoptère notamment par Jean Laurain, ministre des Anciens combattants et par le maire d'Oradour. Dépôt d'une gerbe de roses rouges au Martyrium, sonnerie aux morts et pèlerinage dans les ruines laissées intactes par ceux qui



François Mitterrand avec les ouvriers de Renault véhicules industriels, à Limoges.

Sygma



A Neuvic-d'Ussel inaugurant un musée avec Jacques Chirac.



A Oradour-sur-Glane.

avaient échappé au massacre et qui ont préféré construire à côté un nouveau village. Après le recueillement solennel du village martyr, c'est par une foule chaleureuse que le président de la République a été accueilli sur la place de la Mairie, noire de monde, de la nouvelle cité. Bain de foule et mains qui se tendent, François Mitterrand sourit.

Bien avant l'arrivée du chef de l'Etat et de sa suite, plus de 3 000 personnes s'étaient massées autour de la mairie de la capitale limousine. Le soleil, le vert cru des jeunes feuilles, les drapeaux, faisaient un tableau de Dufy de cette place de la ville natale de Renoir. Folklores et traditions ne manquaient pas à la fête. La Confrérie des bouchers, cocardes vertes et blanches à la boutonnière, costumes traditionnels et bannières de Saint-Aurélien, tenaient sur un coussin les clefs de la ville qu'ils présenteraient dans un moment au président. « Cela fait vingt ans que nous n'avions pu exercer ce privilège qui est le nôtre depuis 866, remarquait un membre de la confrérie ; la dernière fois c'était pour le général de Gaulle. »

François Mitterrand est arrivé à pied jusqu'à la mairie pour pouvoir passer en revue un détachement militaire et pour serrer les mains qui se tendaient. Marseillaise et applaudissements, un service d'ordre un peu bousculé mais la foule est débonnaire et le président sourit : « C'est un peu l'un des siens que Limoges accueille, remarque un journaliste de la presse locale. Mais il est des fois où les liens du cœur sont encore plus forts que ceux du sang et c'est encore plus « l'homme du 10 mai » que le fils de ce Limougeaud né dans la rue des Tanneries que les gens d'ici ont tenu à venir saluer. » Car Limoges est la ville de France de plus de 100 000 habitants qui a donné à François Mitterrand, il n'y a pas encore tout à fait un an, le meilleur pourcentage de suffrages. D'ailleurs le sénateur-maire Louis Longequeue, également président du conseil régional du Limousin, a assuré : « Nous soutiendrons votre action à la tête de l'Etat avec la même conviction et la même fidélité que nous avons soutenu votre action à la tête du Parti socialiste. »

Mardi, 9 heures du matin : la deuxième journée du voyage en Limousin commence au conseil régional où François Mitterrand annonce aux élus les mesures que l'Etat est disposé à mettre en œuvre pour promouvoir le développement économique de la région. Dans la salle des fêtes de la préfecture, on n'entendrait pas une mouche voler : les élus attendaient cela depuis si longtemps pour travailler, décider et vivre au pays. Mais le président de la République prévient : « Chacun le sait, le changement ne se fait pas en un jour, ni même en un an. Mais le chemin est ouvert, les outils sont forgés. »

Des élus aux travailleurs : deux kilomètres à peine séparent la préfecture de l'usine R.v.i. (Renault-véhicules industriels) de Limoges. Dès qu'apparaît la voiture présidentielle les ouvrières en porcelaine du faubourg du Palais, des mécaniciens, des vendeuses d'un super-marché massés sur les trottoirs applaudissent et sourient. Pas l'enthousiasme mais la sympathie, le respect, la chaleur. Ce sont les mêmes sentiments qui se dégagent de la foule des ouvriers de R.v.i. venus accueillir François Mitterrand, syndicats en tête à la porte de leurs ateliers : « Oh, oui, nous on est contents. C'est la première fois qu'un président de la République vient nous voir. » Applaudissements. Une banderole de la C.f.d.t. réclame la démission de la direction et une banderole de la C.g.t. souhaite la bienvenue « à notre camarade Marcel », autrement dit le ministre de la Formation professionnelle, Marcel Rigout, « vidé » en 1950 « pour raisons politiques » — précisent-ils — et qui retrouve l'atelier où il travaillait et certains de ses camarades.

« Bienvenue François Mitterrand », scandent deux ouvriers juchés sur des caisses de pièces détachées. Le président discute avec des ouvriers de l'atelier de montage. Les casquettes brodées d'or et tressées ont quelque chose d'insolite dans ces lieux. Et puis c'est la sortie des bâtiments, des ouvrières aperçoivent le ministre de l'Intérieur et l'appellent par son prénom. « Gaston » sourit et le président et sa suite écoutent attentivement les prises de parole des délégués syndicaux.

temps est apprécié par les agriculteurs », répond François Mitterrand. D'ailleurs, seuls les « privilégiés » qui entouraient les deux hommes ont entendu ces quelques paroles ou d'autres d'une politesse et d'une platitude identiques. Les Neuvicois, eux, s'en moquent. Ce qu'ils veulent, c'est applaudir François Mitterrand, serrer la main du président, l'entendre parler d'Henri et de la Résistance. Et puis ils ont été touchés quand le président a dit à leur adresse « qu'une rencontre avec les siens est quelque chose d'indispensable ». Ils voulaient le retenir et sous les parapluies les mains se tendaient et se serraient.

Entre Limoges et Neuvic, la président de la République était passé par Brice où il avait été reçu par la maire R.p.r., Jean Charbonnel. Ce dernier avait exprimé son attachement au dialogue républicain, estimant qu'il ne pouvait que contribuer au resserrement de l'unité nationale que recherche le président de la République. « L'opposition je sais ce que c'est, lui a répondu François Mitterrand, je pourrais même donner des conseils. » Et François Mitterrand avait ajouté : « Je peux dire à certains : jusque là ça va ! au-delà ça se gâte. Certains savent s'insérer dans le mouvement général du pays et ne récusent pas au nom de leur passion propre l'intérêt général. Quelques autres ont quelque peine à franchir ce pas. Je serai indulgent avec eux. »

Et comme s'il voulait mettre un point final à une affaire qui à ses yeux n'a que trop duré le président a déclaré : « Personne de sensé ne peut contester qu'il existe un chef de l'Etat très assuré de la confiance du peuple et qui entend justifier cette confiance par la fidélité aux engagements. »

Brive avait aussi réservé une surprise sinon à François Mitterrand, du moins aux observateurs. Lors de la visite de l'usine Diépal, filiale de B.s.n., Antoine Riboud (patron de B.s.n.) avait déclaré à propos des conclusions du rapport Auroux : « Ces changements vont contribuer à améliorer le climat social dans les usines en permettant à l'entreprise de conduire avec les cadres, le personnel et les syndicats, le double projet économique et social. »

Quoi qu'il en soit, comme l'avait dit le président de la République à Guéret : « Tout est affaire de volonté. Sur cette volonté, amis qui m'entendez, vous pouvez, je vous le jure, vous pouvez compter. » ●

Quatorze ans après: mai 1968 à l'O.r.t.f

Que les censeurs du projet de loi gouvernemental qui osent accuser les socialistes de "chasse aux sorcières" lisent le témoignage d'un licencié de 1968. Edifiant!

PAR JEAN-PIERRE BIONDI

LE vendredi 10 mai 1968 à 22 heures, l'émeute embrase le boulevard Saint-Michel. La dure « nuit des barricades » commence.

Pendant ce temps, la télévision diffuse le magazine « Panorama ». Un reportage sur les événements dans l'Université y était originellement programmé. Jusqu'alors le petit écran n'avait montré aucune image du mouvement étudiant et n'avait soufflé mot des imposantes manifestations des 7 et 8 mai à Paris. Seuls le ministre de l'Education nationale, Alain Peyrefitte, le même qui, ministre de l'Information, avait, quatre ans plus tôt, édicté le statut de l'O.r.t.f., et le journaliste « accrédité » à l'Education nationale, Yves Mourousi, avaient brièvement évoqué la question.

Or, dans l'après-midi de ce vendredi, deux personnages se sont présentés dans les locaux de la télévision, rue Cognacq-Jay. Le premier est un représentant de Peyrefitte, le second un membre du cabinet du ministre de l'Information, Gorse. Ils viennent « visionner », avant diffusion, le film qui comprend, notamment, l'interview de trois des leaders de Mai-68, Sauvageot, Cohn-Bendit et Geismar. Le verdict tombe, sans appel de la bouche des censeurs : interdiction de diffuser la séquence.

Vingt-cinq millions de téléspectateurs doivent donc ce soir-là — alors que le quartier Latin est transformé en champ de bataille et qu'Europe n° 1 abandonne l'antenne à ses reporters qui parlent en direct au milieu des charges et des explosions — se contenter d'une émission sur le « Problème des avocats », exhumé en hâte d'un placard.

Cette affaire n'est qu'une illustration de la situation qui règne à la radio-télévision d'Etat. Depuis des années les conflits, les évictions, les procès, les incidents se succèdent. La télévision, bien entendu, confère une publicité particulière aux disgrâces de visages familiers. Mais ce qui se passe dans les autres secteurs de l'information (radio nationale, stations régionales) est souvent pire, parce que moins « spectaculaire ». La création de l'O.r.t.f. s'est en effet accompagnée d'une prise en main directe de l'ensemble des activités audiovisuelles. Des hommes issus, pour un certain nombre, du cabinet de Peyrefitte, se sont emparés des postes clés à la direction générale, à celles de la télévision, de l'administration et des stations régionales. Il n'est pas question d'énumérer ici les innombrables atteintes au droit à l'information perpétrées pendant ces années par les maîtres des ondes nationales. On citera seulement au passage deux exemples qui montrent où l'on en était arrivé :

— un membre du cabinet du ministre de l'Intérieur dictait par téléphone aux directeurs régionaux, lors des élections municipales de mars 1965, les noms des communes sur lesquelles il convenait de faire des reportages. A Saint-Raphaël, on avait même ouvert un studio de radio local pour épauler le candidat du pouvoir. Celui-ci ayant été battu, on a refermé le studio ;

— Tomasini, alors tout-puissant député de l'Eure, a fait muter le chef du bureau régional d'information de Rouen, pourtant gaulliste, parce qu'il avait laissé filmer le remplacement du coq du clocher d'un village en présence de son maire, membre de l'opposition. Cette anecdote, rapportée au Parlement par le député Roland Dumas, figure dans le « Journal officiel » de l'époque.

On comprend mieux, dès lors, le vent de fronde qui secoue soudain les treize mille agents de l'O.r.t.f.

Le 13 mai, c'est l'immense défilé populaire conduisant plus de 800 000 personnes (171.000 selon la police... et la télévision qui consacre à la manifestation 90 secondes sans son d'ambiance !) de la République à Denfert-Rochereau. Au sein des banderoles et des drapeaux, une pancarte annonce une forte délégation des personnels de l'O.r.t.f. Le mouvement est lancé.

Jeudi 16 mai, les syndicats publient leur premier tract commun : « Le directeur général, y écrivent-ils, se prétend seul maître de l'objectivité de l'O.r.t.f. par le jeu de ses directives. Les travailleurs de l'O.r.t.f. déclarent qu'ils n'ont pas d'instructions à recevoir de nature à nuire à l'objectivité. Ils décident de les dénoncer et de ne pas s'y soumettre. Les travailleurs de l'O.r.t.f. constatent également l'inefficacité totale d'un conseil d'administration sans pouvoir, sans ressort, sans conscience. Ils réclament en conséquence sa démission. »



Mai-68 : on reconnaît Emmanuel de la Taille, Marcel Bluwal, Mario Beunat, Edouard Guibert etc...

L'intersyndicale de l'O.r.t.f., officiellement constituée, convoque une assemblée générale pour le lendemain 17 mai. Celle-ci a lieu en fin d'après-midi dans le grand studio des Buttes-Chaumont où se sont rassemblées plusieurs milliers de personnes venant des différents centres et représentant toutes les catégories de personnel.

Journaliste à la délégation aux stations régionales, je préside, entouré de Violette Franck, militante C.G.T. et d'Edouard Guibert, journaliste à France-Inter. Assemblée houleuse, difficile, exaspérée par des années d'oppression. L'arrêt de travail une fois acquis, le personnel « démissionne » purement et simplement le conseil d'administration, le directeur général (Jacques-Bernard Dupont), ses deux adjoints (Contamine et Astoux), le délégué aux stations régionales (Gouley). La plate-forme revendicative prévoit également l'abrogation du statut de 1964, la nomination du directeur général par un conseil d'administration renouvelé, enfin la création d'un « Comité des Sages », garant de l'objectivité de l'information. Les « patrons » de la maison ayant fait brancher l'écoute sur le grand studio entendent, de leurs bureaux de la Maison de la Radio, le personnel voter leur destitution.

Le lundi 20 mai, la grève est générale dans les secteurs de la production et de l'administration. Quant aux journalistes, ils continuent, en liaison avec l'intersyndicale, d'assurer la confection des journaux. L'impartialité en est désormais garantie sous leur responsabilité individuelle et collective. Ils entendent en effet livrer, dans les rédactions mêmes, le combat en faveur de la réforme des méthodes d'information. Ainsi l'après-midi du mardi 21 mai marque-t-elle une grande première avec la retransmission en direct, sur décision de l'intersyndicale, du débat de l'Assemblée nationale concernant la motion de censure. Mettre un car de reportage dans la cour du Palais-Bourbon, affaire aujourd'hui banale, passe à l'epoque pour un acte révolutionnaire !

Refus catégorique à toute négociation

Dans ces conditions, les choses ne sauraient aller loin. Les directeurs de l'information mènent contre les rédactions une guérilla permanente : suppression de tables rondes et d'interviews, déprogrammation de tribunes libres, etc. Le 22 mai, les journalistes de France-Inter votent l'éviction de Jacqueline Baudrier de son poste de rédactrice en chef. Mais, reçus le 23 mai par le ministre de l'Information, les journalistes de télévision se voient opposer un refus catégorique à toute négociation. Devant l'impossibilité de faire respecter l'objectivité (l'interdiction de la diffusion des réactions politiques et syndicales au discours de De Gaulle du 24 mai en constitue le test ultime), les journalistes de l'actualité télévisée rejoignent la grève.

Le 25 mai, à 22 heures 30, l'intersyndicale peut écrire : « A la suite de la décision de grève des journalistes de l'actualité télévisée qui étaient garants de l'impartialité de l'information, les personnels techniques en grève affectés à la télévision cessent immédiatement leur travail. La grève des personnels de l'O.r.t.f. est totale. »

Elle ajoute en conséquence qu'elle dégage toute responsabilité quant aux informations émanant des ondes nationales. Car désormais les 23 « jaunes » du journal télévisé diffusent une actualité réduite, depuis un studio casemate installé dans le pilier sud de la tour Eiffel et protégé par l'armée.

Le jeudi 30 mai, l'intersyndicale tient une conférence de presse dans un café, les locaux de l'O.r.t.f ., que cernent d'ailleurs les C.r.s., lui étant interdits par le directeur général. Elle rappelle la plate-forme de revendications soumise l'avant-veille au ministre Gorse :

— vote par le Parlement d'un nouveau statut et adoption, d'ici là, d'un statut intérimaire ;

— formation d'un conseil d'administration tripartite de 24 membres (8 pour l'Etat, 8 pour les personnels, 8 pour les usagers) élisant le directeur général ;

— autonomie budgétaire avec contrôle financier a posteriori.

Mais le 30 mai est également le jour où de Gaulle, après quelques moments de flottements, déclare qu'il reste au pouvoir et dissout l'Assemblée nationale. Le Pouvoir passe à la contre-offensive. Le directeur général, ragaillardi, descend dans les studios de France-Inter où il ne met jamais les pieds pour contrôler personnellement le contenu des émissions du soir. C'est néanmoins son chant du cygne.

Il sera remplacé le 5 juin par de Bresson. Yves Guéna, lui, succède à Gorse au ministère dès le 31 mai. En guise d'avènement, il fait occuper par la police plusieurs centres (Buttes-Chaumont, Joinville, Issy-les-Moulineaux) et émetteurs de province. Le premier contact avec l'intersyndicale a lieu le 1er juin dans le sous-sol du ministère. Pas de salutations. Guéna, glacial et méprisant, repousse d'emblée toute discussion sur un nouveau statut. Sur les Champs-Elysées, la manifestation gaulliste remonte vers l'Etoile, sous la houlette de Malraux et de Debré.

Le 3 juin, lundi de Pentecôte, la maison de l'O.r.t.f. est investie à son tour, les grévistes sont expulsés. D'anonymes « comités d'action civique » dénoncent nommément les journalistes, réalisateurs et producteurs dont ils réclament le renvoi. Il est vrai qu'à l'O.r.t.f. existe déjà une longue habitude des syndicats maisons, groupements et autres « amicales » manipulés par le Pouvoir et la direction. On y connaît bien la C.f.t., syndicat patronal créé chez Simca (mais l'un des directeurs généraux adjoints de l'O.r.t.f. ne vient-il pas, précisément, des usines de Poissy ?). On y connaît aussi le « Groupement interprofessionnel pour la réforme et l'expansion de l'O.r.t.f. » (Gire) dont les responsables sont comme par hasard un directeur administratif et un conseiller technique de la direction générale. Cette fois, il s'agit d'une « véritable force supplétive de provocation », comme l'indique l'appel lancé par des magistrats, des avocats, des écrivains pour « la dissolution de cette organisation paramilitaire » (« le Monde » du 21 juin 1968).

De la même manière, « un nouveau groupement, l'union des comités de défense des téléspectateurs — qui ne donne comme adresse qu'une boîte postale à Paris — s'élève contre le soviet intitulé intersyndicale qui prétend faire la loi à l'O.r.t.f. », et exige « une remise en ordre de l'Office par la réduction des frais de personnel » (« le Monde » du 8 juillet 1968). La chasse est bel et bien ouverte !

Le 5 juin, le directeur général recrute des techniciens d'une maison privée (Neyrac) pour faire fonctionner France-Inter. Cette fois, on est au bord de l'épreuve de force.

C'est alors que l'intersyndicale décide d'en appeler à l'opinion et que s'inscrit l'un des plus curieux épisodes de ce dramatique conflit : l'opération Jéricho.

« Le septième jour les murailles tombèrent », dit la légende, dans l'Apocalypse. Ainsi est née chez Roger Louis, délégué des producteurs, l'idée d'une marche symbolique, du 6 au 12 juin et de 12 à 13 heures, autour de la maison ronde où plus rien ne tourne rond. Des milliers de personnes, relevant de catégories différentes, déambulent silencieusement et solidairement dans les rues qui enserrent la Maison de la Radio. Les acteurs le 6 juin, sous une pluie battante. Les journalistes de la presse écrite et des radios périphériques, le 7. Le 8, les ouvriers. Le 9, les étudiants. Le 10, les fonctionnaires. Le 11, les personnalités des arts, des lettres et des sciences. La manifestation qui doit, le septième jour, rassembler auditeurs et téléspectateurs est interdite. Les usagers se heurtent aux cordons de police qui barrent les rues d'accès. Les murailles ne tombent point, mais l'effet est atteint : l'opinion a démontré que la liberté d'informer n'est pas seulement l'affaire des grévistes. Un tract, « l'O.r.t.f. est en grève. Pourquoi ? », édité à 300 000 exemplaires, conclut d'ailleurs : « Les grévistes de l'O.r.t.f. luttent pour vous ; ils ont besoin de vous. »

L'intersyndicale met l'imagination au pouvoir. Chaque matin, ses membres viennent, devant les assemblées de centre souvent passionnées, recueillir les critiques, les vœux ou les suggestions de l'ensemble du personnel (la base, influencée par l'exemple étudiant, en « veut » terriblement). Ils se réunissent ensuite (dix heures en moyenne, et parfois jusqu'au milieu de la nuit) afin d'élaborer les textes, de préparer les négociations, d'envisager les modes pratiques d'action.

Des idées qui font aujourd'hui leur chemin

C'est ainsi que, pour élargir l'audience du mouvement, l'intersyndicale décide de sortir de ses murs. « La France entière doit savoir exactement pourquoi l'Office s'est révolté en bloc. » Dans cette perspective, contact est pris avec les centrales syndicales pour accéder aux usines. Chez Renault, Peugeot, Thomson, Sud-Aviation ou Dassault, le dialogue direct s'engage avec les travailleurs sur l'indépendance de la radio-télévision. Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne comme aux bouches de métro ou dans le hall des gares, les professionnels de l'audiovisuel s'expliquent et distribuent des tracts. Les artistes prêtent leur concours à des débats-spectacles à Paris et en banlieue (Bobino, Mutualité, Villejuif, Montreuil). En province sont organisés vingt-cinq galas-meetings, notamment à Périgueux dont le maire est... Guéna.

Parallèlement, les journalistes des stations régionales — que le Pouvoir a toujours maintenus dans l'isolement le plus absolu — se réunissent pour la première fois en assemblée générale à Paris le vendredi 7 juin. Ils élaborent une véritable charte de la décentralisation audiovisuelle prévoyant, entre autres, le transfert des pouvoirs de la délégation aux stations elles-mêmes et la création auprès de chaque directeur régional d'une commission de cogestion élue.

Alors que ceux de l'O.r.t.f. multiplient les appels à l'opinion et les propositions, le gouvernement cherche à gagner du temps, gardant en point de mire le premier tour des élections législatives du 23 juin. Le contact avec le ministre n'est renoué que le 10 juin. Le ton s'est encore durci, dans la cave spartiate du ministère : « Pas question de parler des structures avant la fin des élections », annonce d'emblée Guéna qui laisse le directeur général de Bresson traiter des revendications purement catégorielles.

— Et la commission des Trois Sages choisis hors du conseil d'administration pour garantir l'objectivité de l'information ?

— Elle peut tout au plus découler de l'élargissement du conseil à une vingtaine de membres dont quatre, au lieu de deux, représentant le personnel.

— On n'a pas fait un mois de grève pour si peu.

Guéna se lève et sort, comme toujours sans saluer. En dépit d'une situation politique qui s'est modifiée, le mouvement se poursuit. Nouvelles précisions écrites du ministre le 14 juin :

1) le conseil d'administration sera porté, après les élections, de 16 à 22 membres dont 5 pour les représentants du personnel ;

2) ce conseil élargi examinera comment créer, en son sein, une commission chargée de suivre le problème de l'objectivité ;

3) aucune sanction pour fait de grève ne sera prise.

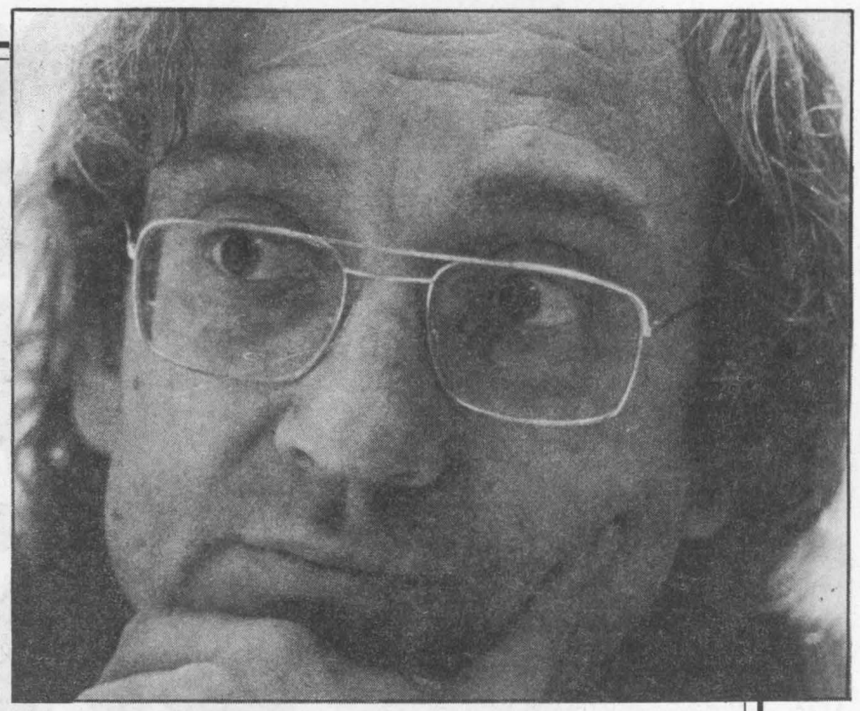
Le dialogue n'ira pas plus loin. La grève est revotée le 18. De toute évidence, le Pouvoir joue le pourrissement. L'intersyndicale publie une lettre ouverte à tous les candidats leur demandant de se prononcer sur ses suggestions concernant l'indépendance de l'O.r.t.f.

Le premier tour des élections est désastreux pour l'opposition. Pour préserver l'unité d'un personnel démoralisé, l'intersyndicale appelle à la reprise du travail le mardi 25 juin. 800 « hors statut » (réalisateurs, producteurs, acteurs) tiendront encore 8 jours et 124 journalistes poursuivront jusqu'au 11 juillet, ce qui constitue la plus longue grève de la presse en France. Malgré les promesses et les engagements publics, 20 jours plus tard, le 31 juillet 1968, 60 d'entre eux seront licenciés, 42 mutés arbitrairement, 6 mis en congé d'office : « Aux belliqueux des anciennes subventions on a accordé l'amnistie ; aux journalistes il est même refusé la simple indulgence qui est l'élégance des forts », écrit alors Maurice Denuzière. La Ligue des droits de l'homme dénonce « l'hypocrisie de compressions massives de personnel sanctionnant, sous couleur de réorganisation, des travailleurs qui, selon le droit que leur confère la Constitution, se sont déclarés en grève. » Des faits qu'il est bon peut-être de rappeler à ceux qui, aujourd'hui, osent parler de « chasse aux sorcières » à la télévision !

14 ans après, ces 35 journées de lutte solidaire demeurent un exemple de lucidité. Les responsables politiques du moment avaient sous-estimé la volonté des petits salariés (la majorité du personnel) de défendre d'abord l'objectivité de l'information. Car l'intersyndicale n'a pas été ce « soviet d'extrémiste » que fustigeaient les « comités d'action civique » : elle a été l'expression de 13 000 hommes et femmes révoltés par ce qu'un pouvoir politique exigeait d'eux. Son seul tort a été de présumer, dans l'ivresse d'une liberté entrevue, de ses forces véritables. Il eût fallu des moyens d'une toute autre dimension pour imposer la plate-forme du 17 mai. Mais rien n'effacera plus le souvenir de ces instants où tous ont communié dans des idées qui font aujourd'hui leur chemin... ●

La chronique de Max Gallo

Le cortège



On marche sous le soleil, vers la grande place rose et puis ce sera l'avenue Jean-Jaurès et la place Garibaldi, puis l'avenue de la République. Des noms à nous...

LE camarade m'avait dit : « Il faut que tu mettes ton écharpe. » Nous nous sommes consultés entre élus. Le 1er mai chez nous était unitaire. Nous marcherions en tête du cortège aux côtés des dirigeants syndicaux. Nous montrerions que tout le mouvement ouvrier, ses organisations syndicales et les partis de gauche avaient su se rassembler. Arborer nos écharpes de députés ou de maires, ce n'était pas un geste de parade ou d'orgueil, ou bien un acte rituel. Mais la manifestation de notre appartenance et de notre fidélité. Alors nous avons marché dans la ville avec nos écharpes tricolores.

Il y a des itinéraires que connaissent bien les militants. Chaque ville a sa géographie politique que l'Histoire a dessinée. Ceux de Paris qui les ignorent !... Faubourg Saint-Antoine, République et Bastille, grands boulevards.

Chez moi aussi, existent les rues et les avenues pour les cortèges de la gauche, les esplanades où l'on se rassemble, d'autres où l'on se disperse, et, tout en marchant, chacun se souvient.

« Le cortège de mai 1958 était l'un des plus déterminés », dit l'un. « Ceux de 1968 les plus amples, envahissant toute la rue à perte de vue », ajoute l'autre. « Celui de mai 1982 — on se hausse sur la pointe des pieds — honorable. Il faut qu'on nous voie, nous aussi dans les rues », commente un camarade. Nous marchons et nous avons nos haltes : là pour honorer la stèle des deux héros — j'en parlais la semaine dernière — pendus par l'occupant ; un peu plus loin pour saluer la Bourse du travail.

Ce cortège sous le soleil est tranquille et assuré. On bavarde. On fait le point. C'est en deux heures de marche une bonne partie des préoccupations des travailleurs qui s'expriment.

Ceux-là, voilà quatre ans qu'ils attendent, à soixante-dix obstinés, que rouvre leur entreprise, un casino vendu dans des circonstances suspectes. « Qu'est-ce que vous faites pour nous ? », demandent-ils.

La réalité ne laisse pas un élu de gauche se dérober. Il faut expliquer encore que la conquête de la présidence de la République, de la majorité à la Chambre des députés ne permet pas de résoudre tous les problèmes, tout de suite. « On n'a plus rien, plus d'indemnités, dit le représentant syndical, il faut que vous fassiez quelque chose. »

Il faut.

Il s'écarte. Voilà le représentant d'un comité de quartier qui m'interroge à son tour. « Il n'y a pas de cantine dans ce collège. A quoi ça sert d'avoir gagné si les élèves doivent, chaque jour, marcher une demi-heure pour atteindre un réfectoire ? » Comme avant. « Il faut que ça change, non ? » Il faut. Il faut expliquer que le député n'est pas le maire, que... Derrière lui, déjà, attendent les délégués du personnel d'une usine de machines, la seule de notre région. Ils se sentent menacés. Aucun licenciement n'a été annoncé, mais des ouvriers qualifiés sont employés à balayer les ateliers ou à repeindre des cloisons. « Alors ces commandes, où en est-on ? »

Pas de hargne. Pas d'impatience. Mais (simplement !) des besoin, le besoin de vivre, de continuer à travailler.

« L'entreprise était florissante, m'explique le délégué. Les ouvriers avaient une haute technicité. Le chiffre d'affaires, les bénéfices étaient considérables. Puis le patron, emporté par le succès de ses créations, a fait un pari. Seul bien sûr. En homme qui imagine savoir, en *chef* qui se soucie peu ou mal de ses *soldats*. » Mauvaise gestion. Echec. Licenciements. Le patron cède la main à une entreprise étrangère qui n'a qu'un seul but : démanteler l'usine et garder le label, de manière à écouler des produits importés sous marque française, tout en bénéficiant des aides de l'Etat. Les collectivités publiques achètent ainsi pour des sommes importantes du matériel qu'elles imaginent français et qui n'est national que par son sigle. Quant aux travailleurs, ils ont tous reçu leur lettre de licenciement. Deux mois de préavis. Et puis ? Le négociateur étranger, confronté au comité d'entreprise, a fait aux travailleurs un bras d'honneur.

« Il n'est pas possible, dit le délégué syndical, pas possible que ça continue ainsi. » Si je rapporte ces petits faits vrais, qui sont pour ceux qui les vivent chaque minute leur angoisse, ce n'est pas par souci littéraire de réalisme ou par affectation de populisme. Cette conversation à facettes était mon cortège du 1er mai. Elle faisait surgir, dans leur diversité, leur complexité, les problèmes sociaux et économiques que nous avons à affronter. Pas un seul d'entre eux qui soit né après le 10 mai 1981. Ils sont laissés par le gouvernement de la droite, et nous en héritons.

Cela, les délégués ouvriers le savaient. Dans leurs propos, de l'étonnement parfois, devant des difficultés qu'ils ne soupçonnaient pas, mais aussi la conscience de leurs responsabilités. Ils demandaient moins des solutions immédiates que des explications, que la certitude que les élus de la gauche étaient bien à leurs côtés pour essayer de résoudre ces problèmes. Aucun maximalisme, mais de la détermination et la conviction qu'il fallait que le gouvernement de gauche réussisse.

Les cortèges sont toujours les lieux de rencontre. On y croise des militants dont les noms et les visages sont enfouis dans les mémoires et dont tout à coup on reconnaît les traits, dont le nom revient. Nous étions ensemble, en mai 1952, ou bien dans cet amphithéâtre en 1968, avec ce camarade en 1960, nous avons fondé tel comité. Cela rassure de savoir que les hommes sont fidèles, malgré le temps, à leurs idées, et qu'au long des mêmes itinéraires on retrouve, quand la mort n'est pas venue les écarter, les mêmes hommes.

L'un deux — toujours communiste comme il y a trente ans — me disait : « Il faut réussir, sinon nous en reprenons pour cinquante ans. » Et tel camarade ajoutait : « La droite a eu si peur en mai 1981, qu'elle ne nous le pardonnera pas, si elle revient au pouvoir. »

C'était cela les propos du cortège. Et la satisfaction d'avoir, dans notre ville, réussi à défiler ensemble. Notre façon ici de fêter le premier anniversaire du 10 mai.

ON marche sous le soleil, vers la grande place rose, et puis ce sera l'avenue Jean-Jaurès et la place Garibaldi, puis l'avenue de la République. Des noms à nous qui, peu à peu malgré le mépris et la haine, se sont imposés. Maintenant ils jalonnent la géographie intime de nos villes. On marche sous les platanes, et un autre délégué syndical m'expose le mécanisme d'un de ces drames qu'aucun auteur ne prendra jamais pour sujet et où pourtant se révèlent tous les rouages de notre société, et où pourtant des hommes sont soumis à un destin qu'ils refusent, mais que des individus aussi lointains que des dieux dessinent.

A Paris, ce soir-là, je me souviens que malgré la pluie, un cortège s'était formé. Mais je confonds déjà — un an est si vite passé — sans doute était-ce après la cérémonie du Panthéon, quand la pluie s'est mise à tomber et que sur la place, sous l'auvent réservé à l'orchestre, des jeunes gens serrés l'un contre l'autre sautaient en cadence et en chantant en chœur. Peu importe, 10 ou 21 mai. C'était en mai. Je n'écris pas ici l'histoire précise de ces journées, c'était un soir de juin, et il pleuvait. Un cortège descendait la rue Soufflot sous l'averse, et les manifestants scandaient, faisant allusion aux événements de 1968 : « Treize ans déjà, coucou nous revoilà ! » Ce pied de nez ironique et joyeux à la droite symbolise pour moi mai 1981. Je le refais au soir de ce cortège du 1er mai 1982 et en ce mois d'anniversaire.

Un an déjà, nous sommes bien là.

LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE. POUR DEFENDRE VOTRE EPARGNE.

CREDIT LYONNAIS

VOTRE PARTENAIRE.

Si vous payez moins de 1000 Frs d'impôts, vous pouvez bénéficier des avantages du Livret d'Épargne Populaire.

C'est une nouvelle formule d'épargne qui vous permet de placer vos économies à des conditions très intéressantes.

Renseignez-vous auprès de votre Agence du Crédit Lyonnais.



INTERMARCO-CONSEIL

Collection Archives

Politique au jour le jour

Pourquoi des Clubs de l'Unité ?

Après la parution en février dernier d'un Appel pour le succès du socialisme en France, signé à l'origine par 71 personnalités politiques, syndicales et universitaires de gauche, l'adhésion de nombreux nouveaux signataires a conduit les initiateurs de ce texte à proposer un rassemblement plus durable. Cinq ans après la rupture de l'élan unitaire qui s'était concrétisé dans le Programme commun de gouvernement, et malgré dix mois d'action gouvernementale traduisant la volonté de changement manifestée en mai-juin 1981 par le peuple français, ils sont encore trop rares les lieux où peuvent se rassembler et confronter leurs idées les partisans de l'expérience socialiste. Le lecteur attentif de l'Appel initial n'aura pas manqué en effet d'y déceler des hommes et des femmes de gauche issus des origines les plus diverses : socialistes de toutes les sensibilités, communistes, membres du P.s.u., de la C.f.d.t., de la F.e.n. et de la C.g.t. La nécessité de trouver des lieux de rassemblement en marge des clivages politiques et philosophiques habituels est attestée par la présence rapide de plus d'un millier de signataires, venus de toutes les régions françaises.

La gauche unie est aujourd'hui une réalité gouvernementale, et nous nous en félicitons. Mais elle doit aussi devenir une réalité culturelle et sociale, car nous ne pouvons bâtir les grandes réformes mises en chantier par ceux que nous avons élus, et défendre une politique de longue durée contre les attaques de la droite, sans mobiliser en profondeur et aussi confronter entre nous nos points de vue, notre espérance comme nos volontés. Jamais trop regardante en matière de nuances idéologiques, sinon d'intérêts de clans et de classes, la droite n'a guère hésité depuis plusieurs mois à créer des regroupements et associations aux confins de tous les mécontentements sectoriels à attiser et de toutes les nostalgies inquiétantes : on s'y réjouira certes de voir l'ex-président de la République condamner des accords dont il avait lui-même entamé la négociation, l'ex-ministre de l'Agriculture présenter les années 1974-1981 comme un paradis pour notre paysannerie, et même le doux Charles Pasqua défendre la légalité.

Mais l'ironie ou l'indignation ne suffisent pas, et ne doivent pas nous cacher qu'il est nécessaire, aujourd'hui plus que jamais, de mener une réflexion calme et approfondie sur les objectifs, les possibilités et les moyens de la gauche au Pouvoir. C'est pourquoi, en souhaitant par-dessus tout que cette expérience soit imitée, les signataires de l'Appel créent des Clubs de l'Unité, dont la finalité doit être la suivante : faire se rencontrer, sur une base d'adhésion strictement individuelle, militants et sympatisants de gauche ; y débattre librement, loin des polarisations organisationnelles traditionnelles, du fruit de l'expérience sur le terrain et de la réflexion de chacun ; fournir enfin un « laboratoire d'idées » qui soit extérieur, mais non antagonique, à nos partis et syndicats. Au passage, il nous faudra aussi préciser et mettre en œuvre les éléments de la riposte à tous ceux qui veulent s'opposer au changement, et notamment aux diverses tentatives pour exploiter les inévitables différences d'attente et de sensibilité, afin de mettre un terme à l'unité de la gauche.

Sur ces bases, plusieurs Clubs se sont déjà organisés à Paris, Lyon, Grenoble, Toulouse, Laval et Rennes ; plusieurs autres sont en voie de formation. Ils organisent une première manifestation publique à l'occasion du premier anniversaire de l'élection de François Mitterrand, par un colloque tenu à Paris les 7 et 8 mai 1982. Quatre thèmes y seront les points de départ de notre intervention et de notre action : le bilan du changement en un an, ce qui reste à faire au niveau du gouvernement, des institutions de la gauche unie et de leurs répercussions dans les médias ; les acteurs du changement, l'engagement de notre peuple et les moyens ou obstacles d'une mobilisation ; le contexte international et ses difficultés comme l'écho qu'y rencontre notre expérience ; l'unité, et les moyens de la faire avancer sans conformisme et sans détruire l'apport des différentes sensibilités : qui attaque l'Unité s'en prend en réalité à l'ensemble de notre expérience socialiste. (1)

François Godemet, universitaire
Véronique Wallon, enseignante, membre du Parti Socialiste
Antoine Spire universitaire, initiateur de l'Appel

(1) Les demandes de renseignements et les adhésions sont à envoyer à : Antoine Spire, 79, rue Danielle-Casanova, 94200 Ivry.

Hersant : comment est-ce possible ?

Comment est-ce possible ? C'est la question que beaucoup se posent — légitimement — depuis que Robert Hersant, poursuivant l'élargissement de son empire de presse, a mis la main sur le « Dauphiné libéré » ? Comment est-il possible, en effet, qu'un homme qui fait l'objet de poursuites judiciaires pour infraction aux ordonnances de 1944 puisse continuer impunément à se moquer de la législation en vigueur ? La prise de possession du quotidien grenoblois « n'est pas conforme à l'esprit de la loi », a souligné le ministre de la Communication Georges Fillioud, qui a développé cette position en répondant à une question d'actualité mercredi à l'Assemblée nationale. Le fait accompli qu'Hersant a voulu créer au « Dauphiné libéré », et qui se heurte pour l'instant à l'opposition des instances judiciaires en même temps qu'à celle de l'Assemblée générale des actionnaires et des journalistes, inquiets de l'avenir immédiat du journal, était une répétition de ce qui s'est déjà passé à plusieurs reprises depuis dix ans de « Paris-Normandie » jusqu'au « Figaro », à « l'Aurore » et à « France-Soir ». Avec chaque fois le même intermédiaire servant de poisson-pilote, l'ancien p.-d.g. de Carrefour, Marcel Fournier, épaulé lui-même par son beau-frère et son gendre, et un homme de paille, le député « non inscrit » André Audinot.

Dans ces conditions, l'acquisition du « Dauphiné libéré » est une véritable provocation qui se double peut-être d'une autre, s'il est vrai que par l'intermédiaire de deux sociétés écrans, Hersant est depuis peu propriétaire non plus de 50 % mais de la quasi-totalité des actions de « France-soir ».

L'opposition de droite qui se fait volontiers le champion du pluralisme de la presse écrite se garde bien de dénoncer la singulière conception en ce domaine du patron du « Figaro-Aurore » qui réussit à vendre chaque jour à Paris le même journal sous deux titres différents. Mais les socialistes ne peuvent se taire. Les députés des départements de diffusion du « Dauphiné libéré » ont écrit à Mauroy pour lui poser des questions. Avec eux, nous attendons les réponses.

A.V.

Commémoration nationale du centenaire de l'école laïque

Le Comité National d'Action Laïque (C.N.A.L.) organise un rassemblement au Bourget le 9 mai 1982 pour fêter le centenaire. **En appelant à y participer, le Parti Socialiste affirme son attachement au service public, unifié et laïc de l'éducation nationale.**

Le Parti Socialiste avait lui-même, au cours de la campagne présidentielle, fêté à Evry le centenaire des lois scolaires.

Dans ce cadre, combien significatif, François Mitterrand, alors candidat, avait annoncé son programme pour l'Education Nationale.

C'est à partir des acquis de l'Ecole républicaine que les Socialistes se tournent vers l'avenir pour construire l'Ecole de notre temps.

• **En effet, pour nous Socialistes, ce centenaire a une signification :**

Par les lois scolaires de la IIIe République :

— l'Education était reconnue comme relevant de la responsabilité de l'Etat : son organisation était prévue comme celle d'un Service Public au prix d'un immense effort de construction, de formation, de recrutement.

— l'Ecole publique s'affirmait comme un lieu où les jeunes pourraient vivre en commun leurs différences. En tant qu'institution l'Ecole ne devait pas s'engager dans les conflits religieux, philosophiques ou politiques qui divisaient la Nation.

• **L'Ecole publique est l'Ecole qui rassemble**

Comme il l'a fait à Evry, le Parti Socialiste, à l'occasion de la manifestation du 9 mai, tient à dire que la célébration du centenaire doit être l'occasion d'affirmer la nécessité d'une rénovation profonde de l'Education Nationale permettant à ce service public de répondre aux exigences du monde moderne :

Il s'agit à la fois pour l'Ecole :

— De mettre fin à la reproduction des inégalités et des hiérarchies sociales qu'on a pu l'accuser, non sans raison, de transmettre.

— De donner à tous une formation professionnelle permettant une insertion sociale correspondant aux goûts, à la personnalité de chacun et aux besoins du pays.

— De permettre aux usagers, aux personnels, de contribuer à la définition et au fonctionnement du service public, de gérer leurs affaires, d'intervenir dans le devenir de l'Ecole.

— D'ouvrir l'Ecole sur « un espace éducatif » où chaque famille spirituelle, philosophique, ou religieuse pourrait vivre son originalité et en témoigner.

L'école doit être pour les jeunes ce lieu de confrontation avec les autres où ils pourront construire leur personnalité, choisir leurs engagements et assumer leur devenir.

ALLER AU BOURGET LE 9 MAI
AVEC LE PARTI SOCIALISTE
C'EST MANIFESTER
POUR LA MISE EN PLACE DU SERVICE PUBLIC UNIFIE ET LAIC DE L'EDUCATION NATIONALE
POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE DE L'EDUCATION
CELLE DU CHANGEMENT POUR LA FRANCE.

Dimanche 9 mai
Au BOURGET
de 10 h à 23 h
Navette spéciale RATP
Autobus 350 Porte de la Chapelle
Autobus 152 Porte d'Aubervilliers

Le racisme à l'état pur

Le commando qui a fait sauter dans la nuit de dimanche à lundi à Romans le bâtiment qui devait servir de lieu de réunion — et de mosquée — à la communauté musulmane de la ville a montré jusqu'où la haine, la bêtise peuvent aller : détruire un local devant servir de lieu de culte !

La droite, la droite classique, celle qui préfère se faire appeler l'opposition, devrait être dans ses petits souliers : Georges Fillioud, le maire de Romans, n'a-t-il pas rappelé que la construction de cette mosquée avait déclenché « une campagne souterraine, non signée, d'inspiration raciste, dont les thèmes s'étaient retrouvés dans les documents électoraux des candidats de droite aux dernières élections ».

Ce doit être ce que l'on appelle le partage des tâches. Du côté de ceux qui parlent de sécurité, « les thèmes ». Du côté de l'ombre, le plastic. Entre les premiers et les seconds, la distance ne doit pas être très grande.

Le racisme commence toujours avec des mots. Et il se termine par des actes. Dégradants, violents. Ce terrorisme-là, on aurait aimé que ceux qui ont défilé à Paris en criant « Defferre-Badinter démission » le condamnent aussi. C'était peut-être trop leur demander. Cette droite-là crie « contre le terrorisme ». Lorsque ses cris lui permettent d'attaquer le gouvernement. Et non pas pour condamner les plastiqueurs de mosquée.

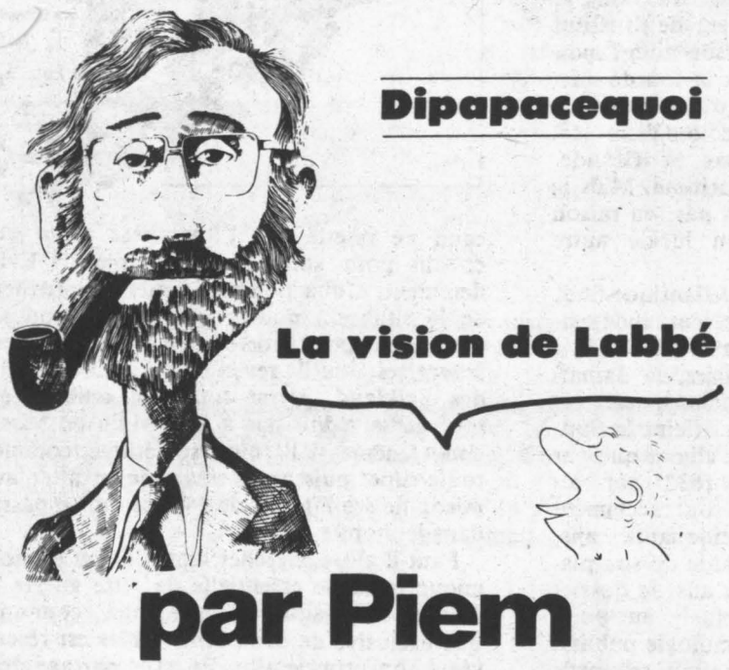
L'esprit du 8 mai

En septembre dernier, l'Assemblée nationale décidait, à l'unanimité, de rétablir le 8 mai comme fête légale et jour férié. Depuis une vingtaine d'années, la commémoration de la victoire sur le fascisme avait perdu de sa solennité.

Célébrer cet anniversaire ne signifie nullement dans l'esprit du gouvernement et du ministre des Anciens combattants, Jean Lorrain, aller à l'encontre d'un effort de réconciliation européenne. Cette journée, l'esprit du 8 mai seront autant qu'un appel au souvenir, un appel à la vigilance : car les résurgences du fascisme, les manifestations racistes ou antisémites sont une réalité.

Pour symboliser cet effort de vigilance, pour éviter que le seul souvenir trouve place lors des manifestations, cinq cents jeunes des différents pays de l'Europe des Dix participeront à cette célébration. Et — car la pédagogie est nécessaire en ce domaine — l'exposition sur la déportation, qui a été inaugurée à Paris par le président de la République, quittera Paris le 9 mai. Cette exposition dont le thème est « la Résistance dans les camps » a été conçue pour s'adapter à d'autres lieux que l'esplanade du Trocadéro : elle ira dans les grandes villes qui en font la demande. Une manière supplémentaire de dire ce qui fut, d'appeler à lutter pour que ce qui fut ne puisse jamais se renouveler.





L'abbé Claude, dit Claude Labbé, prieur du couvent des Révérends R.p.r., avait en son homélie demandé au président d'abandonner sa charge. Claude était un homme pieux qui puisait sa sagesse dans la lecture hebdomadaire du Figaro, nouveau testament où la fille nue côtoie la d'Ormesson et la tentation la contrefaçon.

Labbé briguait un épiscopat, qui sait, peut-être le Saint-Siège, mais avant tout il lui fallait mettre Chirac sur le trône.

Brandissant au-dessus de sa tête gominée la Sainte Croix de Lorraine, il s'en allait prêcher la énième croisade, pendant qu'à la Tallaudière, à quelques pas de Saint-Etienne, Blandine la pucelle guettait Marie la Vierge, et que l'école catholique déplaçait Anémone.

Oui ! France, tu es vraiment la fille aînée de l'Eglise et la préférée du Seigneur.

L'abbé Claude, dans le secret de sa cellule politique, couchait sur un lit d'orties, se flagellait à matines et transformait ses vêtements en Charpy, ainsi qu'il est écrit dans la lettre de la nation. C'était un mystique.

Une nuit qu'il était en prière à genoux sur un coussin d'épines, la divine vérité lui était apparue en face. Une étrange lumière illumina sa cellule. L'abbé fut saisi de frayeur ; il se prosterne, la sueur coule le long de son corps décharné, ses mains moites se referment sur la croix de Lorraine dont les arêtes écorchent ses paumes fragiles. Il s'évanouit.

A l'heure des matines, ne le voyant pas à l'office, Frère Pons accourt et découvre le corps de l'abbé, étendu, inanimé sur le sol de terre battue. Un bouche-à-bouche ranime le révérend, un bouche-à-oreille colporte la nouvelle.

L'abbé a des visions.

Le prieur lui demande d'adoucir sa vie monastique. On remplace son lit d'orties par une couche d'oseille offerte par le C.n.p.f. Hersant lui fait don de quelques vêtements empruntés, avec l'aide de Dieu sait qui, aux journalistes du Dauphiné libéré. Les esprits un instant semblent avoir retrouvé l'abbé et vice versa.

Hélas ! la nuit suivante, alors qu'il vient d'achever la troisième lecture de la malédiction selon Pauwels, sa cellule semble s'embraser et une voix lui répète sans cesse : « Il faut chasser Mitterrand, le mécréant, et rendre la France aux vrais Français. »

L'abbé Claude, pris de transes, essaye de repousser cette tentation. Il respecte la loi et le verdict du peuple, mais le messager insiste. L'abbé s'écroule sur le sol une seconde fois.

Frère Pons répugne au bouche-à-bouche quotidien, mais le devoir est le devoir, il ranime le révérend.

L'abbé, racontent les grimoires, eut trois visions avant de prêcher la croisade ; la troisième le laissa dans un état comateux, frère Pons ayant obtenu une dispense de bouche-à-bouche pour raisons de convictions personnelles.

C'est ainsi que, vaincu et convaincu, Claude Labbé, niant le verdict populaire et les règles les plus élémentaires de la démocratie, se fit l'apôtre de la discorde.

Depuis ce jour la Vierge Marie n'apparut plus à la Tallaudière, Anémone rentra aux petites sœurs des pauvres, Hersant racheta « le Monde » avec l'argent des banques nationalisées et la rose continua à fleurir au printemps parce que l'espoir est bien accroché aux cœurs des démocrates de bonne volonté.

MALOUINES

Mourir pour l'honneur et des crevettes

CONSTERNANT ! Pour quelques kilomètres carrés d'îles battues par les vents, pour d'hypothétiques réserves de pétrole, pour des crevettes pour le contrôle d'une zone stratégique, pour « l'honneur », bref au nom de mille raisons paraissant aussi bonnes les unes que les autres mais au total fort mauvaises, la guerre entre l'Argentine et la Grande-Bretagne vient de perdre ses dentelles.

Durant quelques décennies personne n'a bougé. Peron « oublia » les Malouines lorsque durant les années quarante il négocia avec Londres. Dans la « City » on oublia les Falkland au point que les habitants, les natifs, étaient — sont encore — des citoyens de seconde zone. Puis brusquement il devint « essentiel » pour la junte de Buenos Aires de récupérer ce territoire. Et pour Margaret Thatcher ne pas céder, répliquer par la force fut un principe. La négociation par Etats-Unis interposés fut de mauvaise qualité : la junte argentine avait besoin d'une victoire, Londres devait faire oublier un affront.

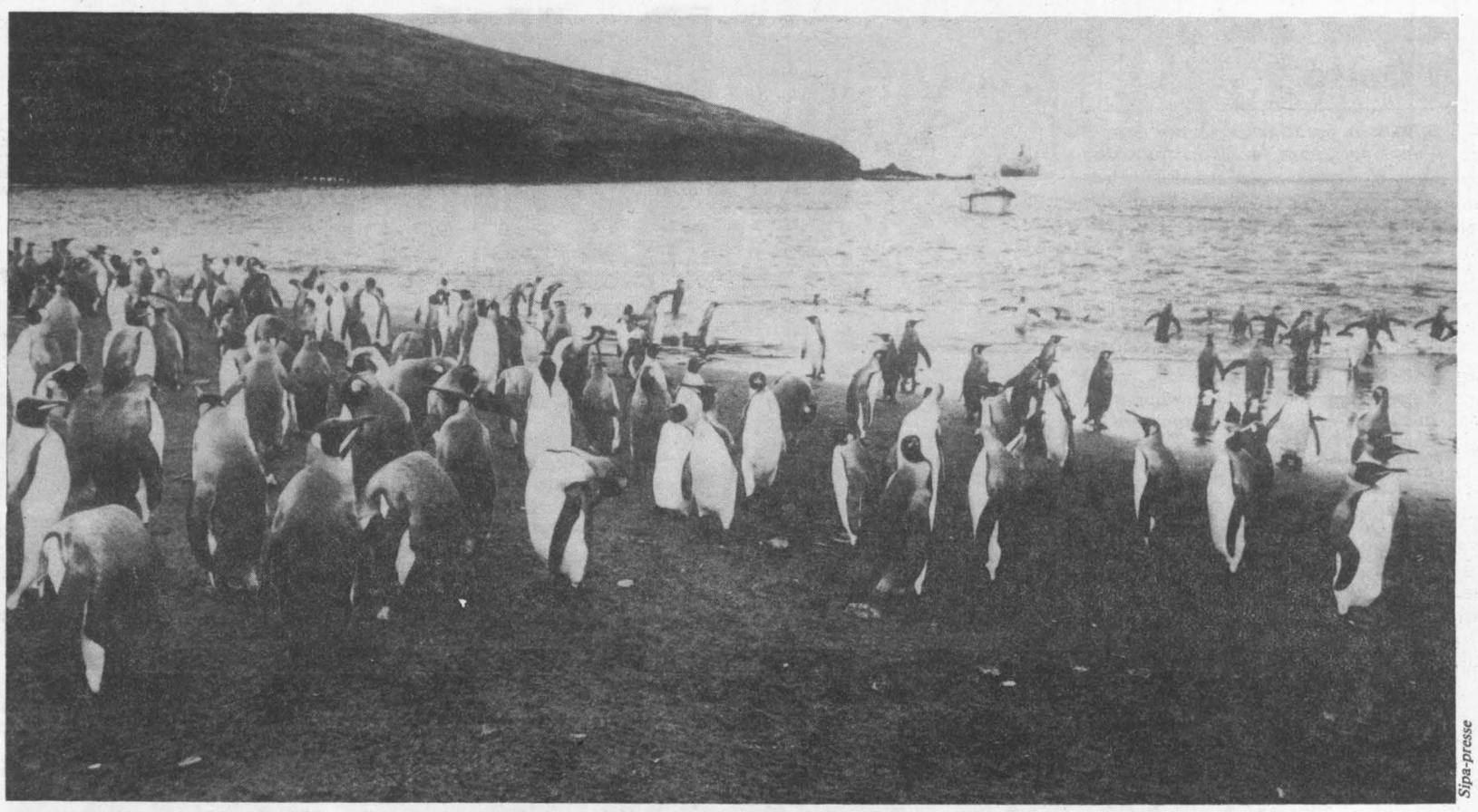
La Royal Navy ne força pas les feux. C'est aussi à cela que sert une marine : menacer mais en laissant aux diplomates le temps de causer. C'était inutile. Deux armées étaient face à face... Et dans la nuit de dimanche à lundi le seul croiseur de la marine argentine, vétéran de Pearl Harbour, était torpillé. Théoriquement le « général Belgrano » devait, dans quelques mois, être désarmé et transformé en musée. Aujourd'hui il sert de cercueil à trois cents marins. Mardi c'est un des destroyers les plus modernes de la Navy, le « Sheffield », qui était torpillé. Au passage quelques avions avaient été abattus. Et ne parlons pas des morts.

Etrange qu'en cette fin du XXe siècle la raison ait aussi peu de poids, la négociation soit aussi difficile. En Argentine c'est au nom de la « lutte anticoloniale » que l'on choisit d'utiliser les militaires. A Londres c'est au nom des principes bafoués que l'on fait parler les armes. Et quelles armes ! Car cette guerre utilise les plus modernes, toutes les ressources des technologies de pointe. Des armes d'une efficacité redoutable.

Or, trop souvent le sang appelle le sang. A ne pas avoir voulu, pu, négocier « avant », il va être plus difficile de reprendre langue. Certes, la généralisation de l'inquiétude, qui précède toujours la généralisation des conflits, peut aider les deux gouvernements à reprendre leur sang-froid. Il est plus difficile de compter sur les opinions publiques, même si en Grande-Bretagne l'annonce de morts anglais peut modifier les rapports de force.

Car aujourd'hui l'essentiel — le contrôle des îles — risque fort de passer au second plan. Pourtant il faudra en revenir là, à moins que les deux gouvernements ne veuillent aller jusqu'au bout. C'est-à-dire à une guerre ouverte. Il est donc grand temps que l'opinion mondiale fasse comprendre aux uns et aux autres que l'on ne peut pas jouer à la guerre. Il n'y a pas de conflits sans victimes. Des deux côtés : même les vainqueurs doivent construire des monuments aux morts.

GUY PERRIMOND



Sipa-presse

Antarctique : une région de plus en plus "chaude"

On peut se demander si le conflit des Malouines ne préfigure pas d'autres batailles dans cette région du monde relativement méconnue et fort peu hospitalière

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

AUTOUR des Falkland, le froid s'épaissit, les morts se comptent, la guerre de communiqués fait rage. « Croiseur coulé... » Drôle de conflit, qui fait un peu sourire, d'ici, en ce qu'il a de rétro, mais qui étonne aussi, parce qu'il échappe aux étiquettes habituelles.

Bien sûr, cette bataille pour l'honneur anglais, cette intervention de l'Armada contre un acte de piraterie, ces revendications territoriales argentines, tout cela fait très XIXe siècle. Et pourtant, nous pouvons nous demander si ce conflit ne préfigure pas d'autres batailles dans cette région du monde relativement méconnue des Européens et fort peu hospitalière.

La thèse argentine, soutenue par d'autres nations latino-américaines, comme Cuba, présente cette guerre comme une lutte anticoloniale. « Ce n'est pas tout à fait faux », estime Jean Paucaud, directeur de l'Institut de polémologie qui, comme son nom l'indique mais pas ses moyens, a la lourde mission d'étudier les conflits qui traversent la planète. « Le contexte colonialiste est donné avec l'utilisation par la Grande-Bretagne de sa puissance maritime. Mais le concept anticolonial ne tient pas, en raison de l'absence de population locale autre qu'anglaise sur les îles. »

Dans cette région de l'Atlantique-Sud, différentes îles ont acquis leur indépendance dans les années soixante-dix — Suriname, les Antilles néerlandaises, la Jamaïque, la Barbade, les Bahamas, etc. — mais ce mouvement n'a pas atteint le Sud, pays effroyable tant par son climat que par ses vents. Conquises en 1832 par les Anglais, les îles Falkland sont réclamées par l'Argentine depuis cinquante ans, comme faisant partie intégrante de son plateau continental. Depuis dix ans, le dossier devenait réellement conflictuel, au point qu'en 1977 la revue de polémologie publiait un article sur le sujet et mettait en garde contre le risque de le voir dégénérer.

La seconde thèse, celle du conflit Est-Ouest, ne tient guère mieux que la première. Car les deux Grands manifestent bien des réticences à s'engager aux côtés des belligérants. Les Etats-Unis ont bien sûr fini par soutenir les Britanniques, sans enthousiasme puisqu'ils ont déjà fort à faire en d'autres lieux. Quant aux Soviétiques, ils ont gardé une certaine prudence, malgré les liens alimentaires qui les font dépendre de l'Argentine, dictature qu'il leur est malgré tout délicat de défendre. Leurs alliés, Nicaragua et Cuba, sont, eux, intervenus plus clairement. Mais Jean Paucaud ne rejette pas l'hypothèse d'un jeu cubain pour son propre compte : « Evidemment, Cuba pourrait tenter de profiter de la situation pour renforcer les mouvements indépendantistes dans les Antilles françaises, qu'il revendique... Le conflit des Falkland, avant tout, est ambigu et tout ne se réduit pas à la « Main de Moscou », même si l'Union soviétique, comme toute super-puissance, essaie de profiter au mieux de ses intérêts de tout ce qui se passe dans le monde. »



Faut-il alors chercher dans l'enjeu économique la cause essentielle de cette guerre ? Autour de chaque île, une zone économique exclusive de deux cents milles est réservée à son propriétaire. Et, si le partage des terres est pratiquement définitif depuis Yalta, celui des océans est loin d'être arrêté. Tactiquement, la possession d'un de ces îlots à première vue sans intérêt pourrait donc se révéler primordiale. Le potentiel de cette zone proche de l'Antarctique est certainement considérable, mais mal connu. Selon toute probabilité, ses réserves de poissons et de crevettes sont parmi les plus prometteuses du monde, grâce à leur éloignement et à leurs pénibles conditions de navigation. Mais, pour cette même raison, elles ne sont pas encore économiquement exploitables. Japonais et Soviétiques sont les seuls à y croiser, les navires polonais ayant abandonné leur poste après s'être rendu compte qu'une fois au port les protéines venues de l'Antarctique étaient hors de prix.

Ce raisonnement vaut également pour le pétrole. L'Atlantique-Sud en recèle certainement d'imposantes réserves, mais tant que son prix sur le marché ne grimpe pas son exploitation dans cette région n'a aucune chance d'être rentable. Le coût de l'exploitation off-shore est déjà très élevé et le serait encore plus sur cette mer perpétuellement démontée. Au-delà de la latitude du Cap, les vagues atteignent de tels creux que les pétroliers ne peuvent plus naviguer, ce qui explique d'ailleurs la force de la position de l'Afrique du Sud qui contrôle cet espace clé au-delà duquel l'océan cesse d'être navigable.

Quant aux nodules polymétalliques dont l'Atlantique-Sud regorge, nous ne savons, malgré leur richesse inestimable, comment les utiliser. Le jour viendra, cependant, où les posséder sera vital, tout comme il sera bienvenu pour un pays de la vieille Europe d'avoir accès au pétrole et aux poissons de cette zone. Dans combien de temps ? Nul ne peut le prédire.

Dans l'immédiat, le conflit des Falkland trouve donc avant tout son origine dans la désastreuse situation intérieure de l'Argentine.

Les tentations belliqueuses des dictatures en difficultés sont bien connues dans l'histoire. La junte argentine n'a pas failli à la règle et, comme souvent dans ces cas-là, elle a probablement fait un mauvais calcul. En jouant sur les volontés américaines de désengagement, en sous-estimant la capacité de réaction de l'Angleterre. Uni pour défendre son honneur, le peuple britannique a suivi Mrs. Thatcher qui, au demeurant, compte tenu de ses difficultés en politique intérieure, ne pouvait guère se permettre de perdre cette bataille.

En engageant sa flotte, l'Angleterre a rappelé au monde qu'elle possédait encore une des meilleures marines du monde, meilleure du point de vue technique même si elle manque de la puissance nécessaire pour s'aligner sur celles des Etats-Unis ou de l'Union soviétique. L'Argentine, au contraire, ne pouvait engager qu'une des marines les plus anciennes du monde, dépourvue de sous-marins nucléaires et soutenue par une aviation moins flambante que sa propagande n'a voulu le laisser croire. Les Britanniques ont donc été en mesure de mettre à exécution leurs menaces de blocus, expédition qui va sans doute grever leurs finances de façon catastrophique. Mais l'honneur est sauf et l'Angleterre a atteint son objectif : démontrer que ses menaces doivent être prises au sérieux.

Fort de cette analyse, Jean Paucaud n'attend pas une aggravation du conflit. « Les Argentins n'ont pas les moyens d'une escalade. Le conflit va s'enliser peu à peu, avec quelques déclarations fracassantes de la junte qui essaiera de faire croire qu'elle a provoqué la défaite anglaise. Puis viendra le temps d'un compromis et qui ne sera sans doute pas éloigné de celui que proposent les Etats-Unis, avec une cogestion des îles pendant une période intérimaire. »

Mais en bon polémologue, Jean Paucaud n'écarte pas totalement la possibilité d'un dérapage. « Tout conflit peut se transformer : quand les canons parlent, quand il y a échange de coups, il y a toujours le risque de voir les militaires prendre les décisions, le risque d'une perte de contrôle politique. » Jean Paucaud souligne également que cette région porte en elle-même toutes sortes de conflits et qu'il est donc possible de la voir s'agiter. « Un échec militaire argentin risque d'accentuer les contradictions internes du pays, favoriser les mouvements de rébellion, ou même rallumer un conflit latent avec le Brésil puisque les deux pays sont en concurrence pour le contrôle d'Etats voisins comme la Bolivie ou l'Uruguay. La France n'est pas à l'abri non plus, puisque Cuba peut rallumer les velléités indépendantistes dans les Antilles. Et le Mexique revendique les îles françaises de Clipperton, de minuscules îlots où il n'y a rien, en plein Pacifique, entourés par d'autres îlots qui appartiennent tous au Mexique... »

En cela, l'hypothèse d'une guerre des Malouines préfigurant un nouveau type d'affrontements pour le partage des océans cesse d'être absurde. Mais Jean Paucaud n'attend pas que de tels conflits glissent vers le Sud avant longtemps : « Il y fait trop mauvais », dit-il en souriant. ●



POLOGNE

Vivre dans l'exil intérieur

La Pologne a connu une nouvelle semaine chaude qui a, une fois de plus, montré combien le fossé était grand entre le pays légal et le pays réel

PAR JEAN OFFREDO

MALGRE les mesures de « libéralisation » (!) annoncées par le général Jaruzelski, libération de mille internés (dont deux cents sous condition), levée du couvre-feu, rétablissement des communications téléphoniques interrégionales, et appréciées bien évidemment, les Polonais n'ont pas hésité les 1er et 3 mai à montrer leur fidélité aux idées de Solidarité.

Certes, il faut prendre la mesure de l'événement. Cinquante mille manifestants à Varsovie le 1er mai, une dizaine de mille le 3 mai, plusieurs milliers en province : ce n'est pas « énorme ». Le pouvoir l'a d'ailleurs souligné, et la propagande officielle — distribuée de nouveau en civil à la télévision — a fustigé « ces éléments extrémistes et antisocialistes qui entravent le processus d'entente nationale ». Mais ce qui est important, c'est, d'une part, que ces hommes et ces femmes n'ont pas hésité à braver la loi martiale pour dire non à l'état de guerre, ni à brandir fièrement des drapeaux de Solidarité, des portraits de Walesa, comme en défi au pouvoir. D'autre part, et la télévision nous l'a montré, ces manifestants étaient jeunes : s'il ne s'agissait pas de « lycéens écervelés », la majorité des manifestants étaient des jeunes Polonais de vingt ou trente ans. C'est un signe qui prouve que le pouvoir militaire a perdu cette génération nouvelle. Une génération qui parle maintenant du 13 décembre comme de LA guerre. « Avant la guerre », « après la guerre » pour cette génération, c'est avant ou après le 13 décembre. Alors que pour leurs parents, quand on parlait de guerre, c'était bien entendu de 1939-1945 que l'on parlait.

Malgré les ralliements au pouvoir militaire annoncés à grand renfort de publicité — ils sont si peu nombreux qu'ils frappent plus —, dont le plus spectaculaire a été celui du président de Solidarité rurale Jan Kulaj — à quel prix ? —, le divorce est toujours plus grand entre le pouvoir militaire et la société polonaise.

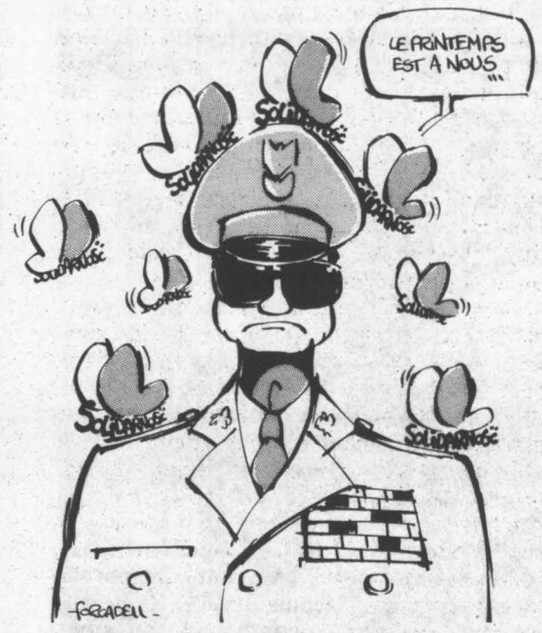
Il semble pourtant que le général Jaruzelski souhaiterait développer une ligne, appelons-là « modérée », ce qui peut paraître dérisoire après un coup comme celui du 13 décembre, et qui s'inspirerait plus de l'exemple Kadar que du modèle Husak. Une position sur laquelle il est suivi au sein du Conseil militaire de salut national, mais qui provoque plus de discussions au sein des instances dirigeantes du Parti ouvrier, dont le rôle grandit à nouveau dans la coulisse. Ainsi les éléments les plus durs du parti, tels MM. Olszowski ou Siwak, campent sur leurs positions et attendent : ils sont en tous les cas opposés à toute libéralisation et les événements du 3 mai peuvent les servir.

Mais pour que le pari de Jaruzelski soit gagnant, il faudrait que le général, Premier secrétaire, trouve les termes d'un réel dialogue avec la société polonaise. Car, c'est clair : ce pouvoir n'a pas la légitimité que confère le choix populaire et, aux yeux de la population, c'est là une sombre tâche.

Or, la société polonaise s'exprime aujourd'hui essentiellement par l'Eglise, qui demeure la seule force légitime organisée du pays, en l'absence de Solidarité. Même les responsables dans la clandestinité du syndicat, tels Zbigniew Bujak, W. Frasyniuk, Bodgar Lis qui ont réussi à se retrouver pour mettre en place une coordination nationale, demandent expressément aux Polonais de tout faire pour défendre et soutenir l'Eglise, unique espace de liberté aujourd'hui en Pologne. Puisque l'université, qui s'était donné pendant l'été polonais une grande autonomie, se retrouve à son tour normalisée. C'est ainsi que le recteur de Varsovie, Menryh Samsonowicz, l'un des intellectuels les plus brillants que la Pologne connaisse, dont la rigueur de l'esprit n'a d'égal que la justice dans l'action quotidienne, a été « démissionné ».



8 mai 1982 : manifestation de Solidarité, à Varsovie. *Sygma*



Alors, comment dialoguer avec une société qui se considère à des degrés divers, — il faut vivre —, en situation d'exil intérieur ? Comment, en même temps qu'il retrouverait une forme de crédibilité à l'intérieur du pays, le pouvoir retrouverait-il la confiance des banquiers occidentaux sans perdre celle de l'U.r.s.s. ?

C'est à toutes ces questions à la fois que doit répondre le général Jaruzelski. Il est maintenant engagé dans une vraie course contre la montre et confronté à un redoutable pari : s'il « libéralise », il peut se redonner une certaine crédibilité ; mais en même temps, il accepte le risque que peut faire courir une société qui se remet en mouvement. S'il durcit la répression, il maintient l'ordre, mais, en même temps, enfonce encore plus le pays dans le chaos économique et social. Or, en ce domaine, la situation est grave : les prix du marché normal ont maintenant rattrapé les prix du marché noir, les salaires, eux, ne bougent pas, alors que les hausses de février dernier (300 à 400 % pour des produits de première nécessité), la dévaluation du zloty de 80 %, les hausses actuelles des tarifs publics (chemins de fer, tramways) font de plus en plus sentir leurs effets. Et l'on en arrive à cette situation paradoxale que l'on trouve — c'est relatif bien sûr — des biens dans les magasins, car les Polonais n'ont plus d'argent pour les acheter.

Le 3 mai 1791, les patriotes polonais, dont le célèbre Tadeusz Kosciuszko, imposaient au roi Stanislas-Auguste Poniatowski une Constitution démocratique inspirée de Rousseau, Masbly et Sieyès. Une Constitution qui fut combattue par de grands magnats polonais qui allèrent chercher à Petersbourg l'aide de la grande Catherine. Quelques jours plus tard, c'est « en amies, de concert avec les vrais patriotes », que les troupes de la tsarine pénétraient dans Varsovie. Cette date de la Constitution est considérée par les Polonais comme leur fête nationale, malgré le changement intervenu après 1945.

On comprend que le 3 mai 1982 ait été l'occasion d'une manifestation pour ceux qui ne veulent pas oublier leur histoire. Il faut espérer que le général Jaruzelski ne l'oubliera pas non plus. ●

La POSTE

un service public qui se met en quatre pour vous rendre service

DES SERVICES POSTAUX « TRADITIONNELS »

pour acheminer et distribuer :
— vos lettres et vos cartes postales ;
— vos envois recommandés ;
— vos paquets pour la France et l'étranger ;
— vos journaux.

DES SERVICES FINANCIERS POUR GERER VOS DEPENSES

le compte chèque postal : pour savoir où vous en êtes, un relevé de compte à chaque opération ;

la carte CCP 24/24 : votre argent à votre disposition 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ;

le Postchèque : pour retirer de l'argent en monnaie locale dans les bureaux de poste de plus de 30 pays ;

le compte-jeune des chèques postaux : pour les jeunes budgets, entre 16 et 18 ans.

DES SERVICES POSTAUX MOINS CONNUS

une foule de services spécialisés.
Par exemple :
— pour réaliser votre prospection commerciale adressée ;
— pour distribuer des imprimés sans adresse ;
— pour faciliter les réponses de vos futurs clients (correspondances-réponse et libres réponses)...

DES SERVICES FINANCIERS POUR VOS ECONOMIES

les livrets de Caisse d'épargne : le livret A, pour des intérêts nets d'impôt ; le livret B pour des dépôts illimités ;

le livret d'épargne populaire : pour protéger vos économies et bénéficier d'une prime de garantie du pouvoir d'achat ;

l'épargne logement : pour vous constituer un capital et pour obtenir des prêts pour vous loger ;

les SICAV : pour devenir actionnaire, 3 formules qui vous dégagent des soucis d'un portefeuille de valeurs cotées en Bourse ;

AVIPOSTE : pour protéger votre famille, l'assurance vie de la Poste.

Graphic And Co - Paris

Ministère des P.T.T. DGP/DAC - 05/82

18.000 bureaux de poste sont à votre disposition , le receveur de votre bureau se fera un plaisir de vous renseigner

PTT, un service public pour rendre service



En train pas besoin d'être en groupe pour voyager moins cher.

En train, avec la carte Couple Famille, il suffit :

- de voyager à 3 personnes au moins d'une même famille pour bénéficier d'une réduction de 50 % dès la 2e personne en périodes bleue et blanche, soit environ 340 jours par an,
- de voyager à 2 personnes d'une même famille (couple, parent et enfant, 2 enfants) pour bénéficier d'une réduction de 50 %, pour l'une d'elles en période bleue, soit environ 250 jours par an.

La carte Couple / Famille est gratuite, valable 5 ans, en 1re comme en 2e classe, même sur un aller simple.
Renseignez-vous dans les gares ou les agences de voyages.

Avec la carte Couple / Famille, le train est vraiment moins cher que vous ne le pensiez.

SNCF Couple/Famille

Nom

Adresse

50 % de réduction dès la 2e personne
à 2 en période bleue
à 3 et plus en périodes bleue et blanche

jusqu'au 180187

SNCF



hélier

Culture au fil des jours

A bas radio-friture et radio-brouillage

Cette fois-ci ce sont les auditeurs qui se plaignent de la situation cacophonique sur la modulation de fréquence. A l'heure où la Commission consultatrice des radios locales privées commence d'attribuer ses premières dérogations aux radios locales, à l'heure, surtout, où l'embouteillage semble battre son plein sur la F.m., Michèle Cotta, p.-d.g. de Radio-France, prend enfin position. S'appuyant sur des « milliers de lettres et d'appels téléphoniques », elle vient de dénoncer par un communiqué la « détérioration du confort d'écoute de la radio de service public » qui empoisonne la France entière mais se révèle « particulièrement sensible dans la région parisienne ». Sera-t-elle entendue ? C'est à espérer car, pour tous ceux qui persistent et signent en continuant de préférer France-Musique ou Fip aux petits nouveaux des ondes, la situation est carrément intolérable. Et ce sont eux — c'est tout l'ensemble de ce public — qui prennent aujourd'hui la parole à travers la protestation de Michèle Cotta. Non seulement les émissions du service public sont inaudibles, mais on vient de s'apercevoir que quelques pirates malins en enregistraient certaines qu'ils rebalançaient sur leur fréquence, timbrées de leur label. Pas mal comme grand air de la liberté, non ? On prévoit les distributions des dérogations parisiennes pour fin avril. Depuis le 10 mai 1981, cela fera plus d'un an que l'écoute de Radio-France est carrément surréaliste, mais il n'y a pas de quoi en rire. Puisqu'on n'avait pas su prévoir, il est plus que temps de guérir cette gangrène des faisceaux hertziens.

Mais Radio-France ne se contente pas de dénoncer les abus. Elle crée aussi des programmes intéressants. Onze journées consacrées à la langue française, par exemple. Parce que deux cent cinquante-huit millions d'individus s'expriment dans notre langue, toutes les stations de Radio-France vont vivre, du 18 au 29 mai, sous le signe de la francophonie. Afin de montrer la réalité d'une culture touchant des pays aussi éloignés et divers que le Canada, la Belgique, la Suisse ou — moins évidents — la Colombie, le Japon ou la Côte-d'Ivoire. On attend la présence d'écrivains, journalistes ou producteurs de radios francophones venus du bout du monde (entre autres Tahar Ben Jelloun et le poète québécois Gaston Miron), ainsi que la participation d'un nombre important de chanteurs français (avec, pour l'occasion, des créations de Gilbert Bécaud, Pierre Delanoë et Jean Helion et une présentation quotidienne de la nouvelle chanson française sur Radio 7. Une belle initiative pour retrouver nos racines lointaines.

FABIAN GASTELLIER

Cannes : marginal ? non, périphérique !

La sélection française du prochain Festival de Cannes semble enfin refléter le désir d'offrir un cinéma « différent ». Avec Robert Kramer, Peter del Monte et Gérard Guérin, on ne peut pas dire qu'on a choisi une affiche de vedettes consacrées, de stars cinq étoiles luxe du show-business cinématographique. Côté gadget, une sélection pas évidente, qu'on aurait plutôt trouvée, les années précédentes, dans les coulisses des sélections parallèles. « Perspectives du cinéma français » ou « quinzaine des réalisateurs ». Aujourd'hui, non, c'est le plein feu : la gloire. Cela dit, côté septième art, pardon ! Ce ne sont pas des inconnus ni des débutants ! Voici trois cinéastes qui ont des choses à dire et qui, en plus, ont déjà fait la preuve de leur talent singulier. L'américain Robert Kramer, devenu aujourd'hui un metteur en scène « européen », a d'abord commencé par le cinéma militant. Plusieurs films sur l'Amérique du Sud, le Vietnam, le Portugal ont fait de lui un cinéaste coup de poing. Mais c'est avec « Milestones », une radioscopie du phénomène hippie, que la critique et le grand public le découvrirent en 1976. Aujourd'hui, il présente « A toute allure », l'histoire de deux patineurs qui rêvent de connaître la gloire à Chicago, mais qui finiront par s'enliser dans leur « rêve américain ».

Peter del Monte, lui, c'est l'univers du trouble, du non-dit, de la sensibilité. Américain également mais Italien d'adoption (il fut l'élève de Rosselini), Peter del Monte se fit remarquer dès 1975 avec « Irène, Irène » — un film sur la solitude — puis, récemment, avec « l'Autre Femme », une analyse de la différence ethnique et la solidarité féminine. « L'Invitation au voyage », qu'il présente à Cannes, raconte l'amour d'un jeune homme pour sa sœur disparue. Après le choc de Kramer, le cœur qui cogne de Peter del Monte...

Gérard Guérin serait un peu la belle synthèse des deux. Cet ancien assistant de Claude Autant-Lara et William Wyler qui a déjà connu Cannes en 1973 avec « Lo Païs » un superbe film sur l'aventure parisienne d'un jeune Aveyronnais — même savamment l'analyse politique à la réflexion sensible. Volontiers accusateur, empêcheur de tourner en rond (son film « Paysannes » dénonçait sans ambiguïté la difficulté d'être femme, aujourd'hui, et d'appartenir au monde rural), il n'en a pas pour autant la caméra froide et insensible. Bien au contraire. Et qui a vu « Lo Païs » se souvient encore du gamin dégingandé, rouquin, naïf aux prises avec l'univers de la capitale, du travail, de l'argent... Pour Cannes, Gérard Guérin propose « Douce Enquête sur la violence », un film à travers lequel il veut poser les questions essentielles sur le terrorisme, la violence.

Trois regards sur notre temps, notre histoire, notre vie qui va. Trois interrogations d'aujourd'hui, chacune avec son propre langage, pour nous parler d'aujourd'hui. A Cannes, le cinéma français dévoile ses trésors cachés. Le changement, quoi !

F.G.



Pascal Lebrun

Michèle Cotta.

Cinéma : et sourire de plaisir

Dernier film de Pierre Kast, « la Guerillera » ne se raconte pas. Il est à vivre dans les salles affectées à cet effet. Voici du cinéma pour tous ceux qui, quelque part, seront restés de grands enfants. Il en est peut-être heureusement plus qu'on ne croit.

« La Guerillera » est d'abord une vaste pochade. Le rappeler n'est nullement rabaisser l'ouvrage, l'auteur l'ayant voulu ainsi. Une recette apparemment facile (à décrire tout au moins) : beaucoup de cinéma, un peu de littérature, une montagne philosophique... « La Guerillera » tient en effet de la fable et de la bande dessinée. Avec humour et un sens inné de la dérision, sans jamais se prendre au sérieux, Kast a fabriqué une heure, trente-sept minutes et quinze secondes de pieds de nez à la réalité.

Pochade assurément, mais celle-là porte son message humain. Délibérément, Pierre Kast en profite pour décrire d'une manière bien à lui les guerres napoléoniennes. De la gloire de l'Empire, il retient surtout l'aspect « boucherie ». Sommes-nous d'ailleurs certains que, de ce point de vue, nos livres d'Histoire aient été mis à l'heure ? Le cinéaste, assurément, n'aime pas la guerre, et, comble de l'horreur, ne semble guère avoir non plus l'esprit religieux. Pochade ? Vous avez dit pochade ?

Bien charpenté et découpé, le film se déroule en forme de voyage, avec ses haltes et ses accélérations. Un véritable itinéraire intellectuel et mouvementé à la suite d'un groupe de partisans portugais — commandé par une femme, ce n'est pas innocent — et de quelques soldats français, prisonniers avant que de devenir héros. Un seul point commun à chacun d'entre eux (au départ) : ils ont tous une bonne raison de fuir. L'aventure suivra fidèlement les méandres de la dynamique du groupe, en affrontera les dangers et les contradictions : individus contre collectivité, hommes contre femmes, aristocrates contre républicains, Portugais contre Français... Il y a un peu de Bunuel, celui de « la Mort en ce jardin », dans ce Kast-là. Trop souvent assurés, ou pris comme immuables, les destins basculent, pour un rien, à chaque carrefour d'aventure. Au long de ce divertissant voyage, si quelques-uns (se) survivent, beaucoup trépassent en route. Chris Marker a dit : « L'humour c'est la politesse du désespoir. Voici une fantaisie très polie avec le désespoir de la guerre — ajoute le réalisateur — Donc j'espère que c'est de l'humour. » Autrement dit : à nous de choisir dans un film riche de plusieurs niveaux de lecture.

Le jeu des acteurs (Jean-Pierre Cassel, Maurice Ronet, Agostina Belli, Alexandra Stewart, etc.), les maquillages, outranciers et hollywoodiens, au milieu d'une guerre sans trop de dentelles, constituent par eux-mêmes un discours sur le cinéma dont Pierre Kast demeure un maître théoricien.

« La Guerillera », c'est aussi une salutaire et irrésistible bouffée d'antimilitarisme et d'anticléricalisme : une denrée rare (donc précieuse) depuis que les papes sont sportifs et polonais... et qu'on fusille des jésuites en Amérique latine. Témoin le dialogue entre le colonel Larzac (Jean-Pierre Cassel) et le prieur d'un couvent franciscain, le premier désirant s'y faire héberger : « Je ne peux pas mon fils, vous êtes athée — Mais vous aussi mon père ! — Oui. Mais moi je suis le prieur... » Savoureux. Contrepoint charnel à ces préoccupations de l'âme, tout ce film baigne dans un climat de sexualité débordante. Les corsages féminins aussi. Les couples se forment et se déforment. Les dames se dévêtent avec complaisance et complicité. C'en est trop : Kast réalise la fusion d'Hollywood et du féminisme militant. On ne sait si toutes apprécieront du côté du MLF-déposé.

Mais toutes celles, et tous ceux, pour qui féminisme et humour, révolution et humour, cinéma et humour, etc. peuvent encore faire bon ménage, souriront. D'un long sourire indéfinissable d'une heure, trente-sept minutes et quinze secondes. Un sourire de plaisir.

G.S.



Alexandre Stewart, Jean-Pierre Cassel, Maurice Ronet et Agostina Belli dans « la Guerillera ».



Léon Blum à Roubaix à l'occasion des vingt-cinq années de mandat municipal de Jean-Baptiste Lebas.

Exposition : Roubaix, ville ouvrière, ville socialiste

Roubaix, 1837. Dans les filatures, des enfants de six ans travaillent douze à quatorze heures par jour. L'espérance de vie de ces gosses est alors de dix-sept ans. « Fléau des manufactures », « abus homicides » avouent certains bien-pensants de l'époque.

Cette vie fait partie de l'histoire de « Roubaix, ville socialiste », thème de l'exposition que présente cette cité ouvrière du Nord, à l'occasion du centenaire de la section roubaisienne du Parti socialiste.

Parmi les villes qui, en France, ont vu naître le mouvement ouvrier, Roubaix occupe sans conteste une place primordiale. Le premier conflit social date du 16 juillet 1819, jour où les Roubaisiens se révoltèrent contre l'abaissement des salaires provoqués par l'afflux de main-d'œuvre belge. On envoya la troupe, car, en ces temps bénis des patrons tisserands et fileurs, il n'était pas question de négocier avec des ouvriers.

Les centaines de documents présentés au public sont le fruit de vingt ans de recherche. Vingt années pendant lesquelles Jean Piat, historien, journaliste et socialiste de la première heure, a reconstitué l'intégralité de l'histoire de Roubaix. En ce sens, cette exposition ne reflète qu'une partie de son travail.

Le cercle infernal manifestation-répression saute aux yeux du visiteur qui s'attarde un tant soit peu sur les événements de l'époque.

Mais peu à peu, la classe ouvrière roubaisienne s'organise, et, en 1848, la Société fraternelle des ouvriers fileurs voit le jour. Son objectif : lutter contre l'arbitraire patronal. Quelques mois plus tard, les tisserrands feront de même.

Quelques chiffres illustrent fort bien la situation de Roubaix à l'époque : 30 000 habitants, 25 000 ouvriers, 15 000 chômeurs, dont 8 000 indigents. C'est dire, comme le remarque Jean Piat, que si la Révolution de 1848 allait apporter le suffrage universel, les ouvriers en attendaient surtout du pain et du travail.

Alors, est-on socialiste à Roubaix, en ces temps de révoltes, de luttes pour obtenir des salaires moins indécents et des conditions de travail plus humaines ? Sans doute mais, lors de l'émeute de 1867 par exemple, rares étaient les ouvriers qui avaient lu Marx. « D'ailleurs, en 1936, beaucoup ne connaissaient pas non plus les théories marxistes », constate Jean Piat. C'est sans doute qu'à Roubaix le socialisme est né de l'expérience quotidienne de ces hommes et de ces femmes qui se sont progressivement rassemblés pour être plus forts.

C'est en 1868 que naîtra à Roubaix une section de l'Internationale des travailleurs, fondée par Marx. En 1881, Henri Carrette, conquis par les idées de Jules Guesde, fonde le Parti ouvrier de Roubaix, avec Achille Lepers et Remy Degalle.

Les élections législatives de 1881 virent pour la première fois Jules Guesde se présenter à Roubaix, face aux candidats du patronat local. Le leader du Parti ouvrier français est battu, mais il reviendra à la charge en 1893 et sera cette fois élu député. Un an auparavant, Henri Carrette avait été élu maire. La droite accepte mal ce retournement de situation. Les socialistes au pouvoir ! Quel scandale ! Jules Guesde perdra son siège en 1898 pour le reconquérir en 1906 et le garder jusqu'à sa mort en 1922. Et, année historique, c'est en 1912 que Jean-Baptiste Lebas, futur ministre du Travail sous le Front populaire, deviendra maire de Roubaix. Depuis cette date, les socialistes n'ont cessé de gérer cette municipalité du Nord.

L'exposition s'achève en 1945, et on ne peut ici détailler chaque épisode de cette vie roubaisienne profondément marquée par le mouvement ouvrier. En créant les filatures au début du siècle dernier, la haute bourgeoisie roubaisienne, et celle du nord en général, ne pensaient sans doute pas donner le jour à une classe sociale nouvelle, qui allait mener contre les patrons un combat sans fin, mais nécessaire pour survivre.

Aujourd'hui ce combat n'est pas terminé. Les filatures existent toujours, et il y a quelques mois la France entière a découvert, incrédule, à la télévision, les cadences auxquelles sont soumises les ouvrières du textile. On n'est certes plus embauché à six ans, mais dans ces usines les conditions de travail restent parmi les plus pénibles qui soient.

MARC CAPELLE

— « Roubaix, histoire d'une ville socialiste. » Hôtel de ville, jusqu'au 29 mai.

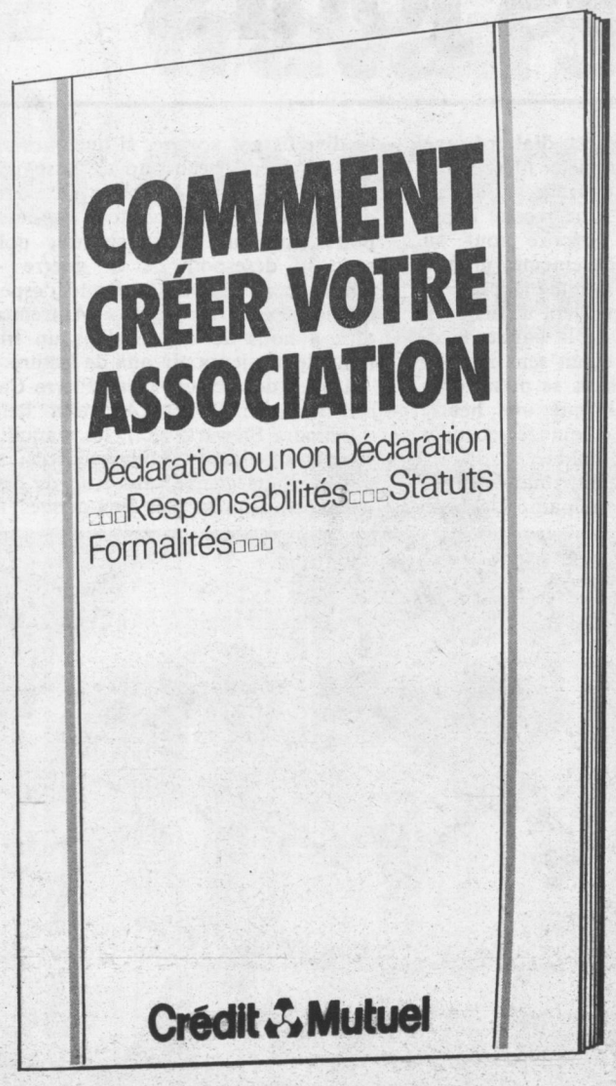
Pour bien démarrer la vie de votre association

Les conseils d'un partenaire qui connaît les besoins financiers et matériels des responsables d'associations

Un guide

pratique

concret



Vous pouvez vous le procurer gratuitement auprès des caisses de Crédit Mutuel

Pour en obtenir la liste ou pour plus de renseignements, adressez-vous à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, Service des Relations avec les Associations 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. 766.01.51.

Crédit Mutuel

SOCIÉTÉ CENTRALE DE BANQUE

Une banque orientée vers les P.M.E et les Particuliers ;

Des filiales insérées dans l'économie régionale.

- 5 Bd de la Madeleine 75001 PARIS

CONSTRUCTIONS METALLIQUES FILLOD : "LA SOLUTION SUR MESURE"

- Constructions "clé en main" sur systèmes industrialisés : bureaux, établissements scolaires, crèches, salles de sports, salles polyvalentes, hôpitaux, bâtiments industriels.
- "Bâtimodules" bâtiments démontables ou unités mobiles tous usages : chantiers, bases vie, classes, bureaux, etc.

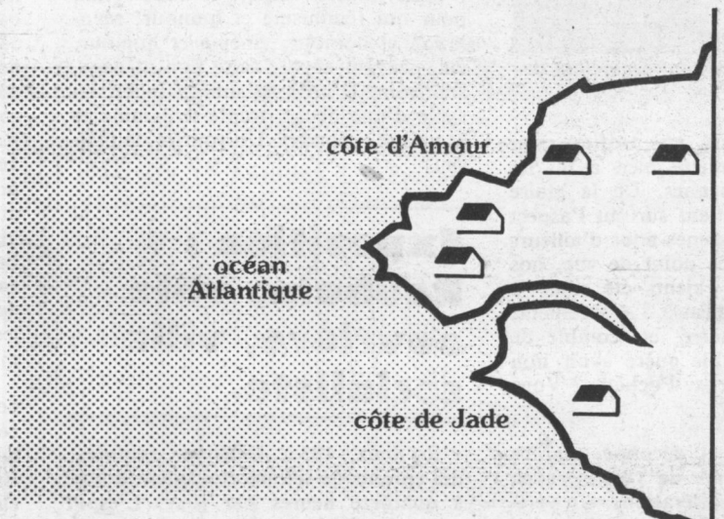
Robustes, économiques, esthétiques, fonctionnelles, confortables, modulaires, rapidement achevées, les solutions FILLOD sont toujours performantes.

FILLOD
constructions métalliques

PÉRIPOLE 120 - 58, rue Roger Salengro
94126 FONTENAY-SOUS-BOIS - Cedex
Tél. : 876.12.15 - Télex : Ficomet 230 313

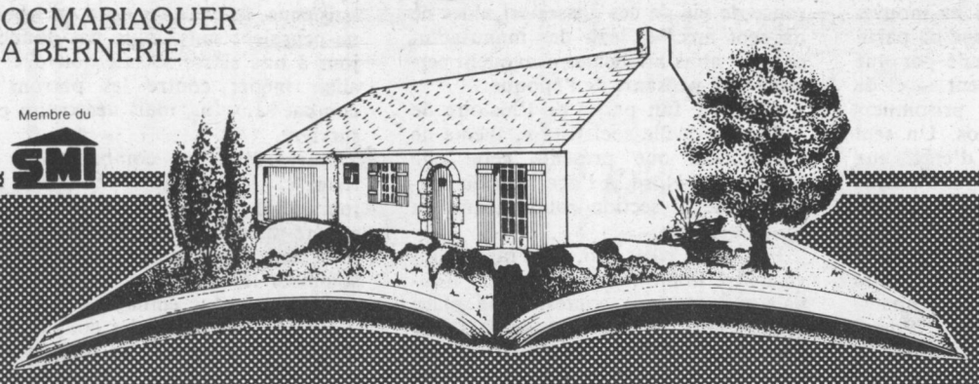
LES RESIDENCES Secondaires de l'Atlantique

En bordure de la Côte de Jade et d'Amour



LE CROISIC, studio en duplex avec jardin
PIRIAC, terrains de 403 à 518 m2
BATZ/MER, villas de 3 et 4 pièces
PLESSE, terrains boisés de 2100 à 6200 m2. (Tennis, piscine, mini-golf, sauna)
PREFAILLES, villas de 3 à 4 pièces.

En projet :
ILE D'YEU
LOCMARIAQUER
LA BERNERIE



Membre du SMI

les Pavillons de l'Atlantique
Route de Vannes
44260 MALVILLE
Tél. (40) 82.92.44

Si vous ne pouvez pas vous déplacer...

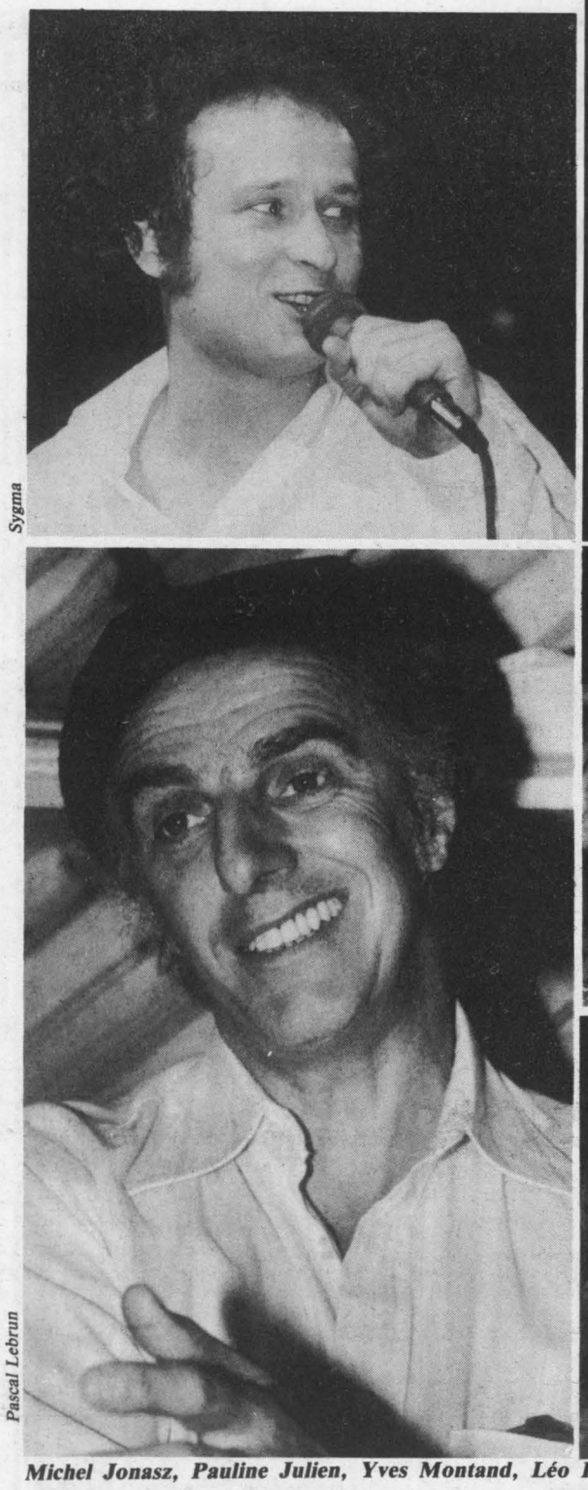
les Pavillons de l'Atlantique

Route de Vannes BP n°5 44260 MALVILLE
Tél. (40) 89.92.44

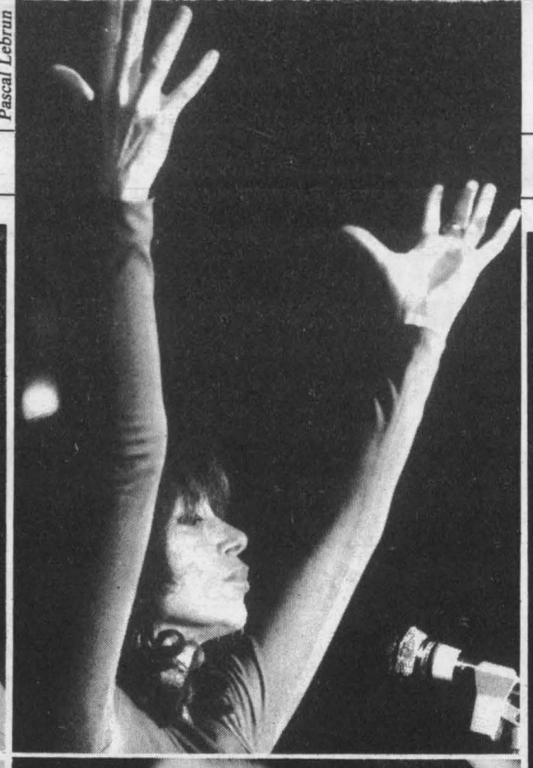
Je désire recevoir votre documentation générale sans engagement de ma part.

Sur : _____
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
Tél : _____

N/S 48.16.51



Sygma

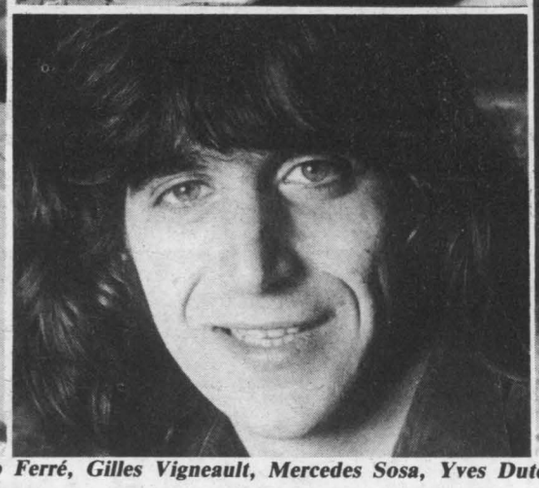


Pascal Lebrun

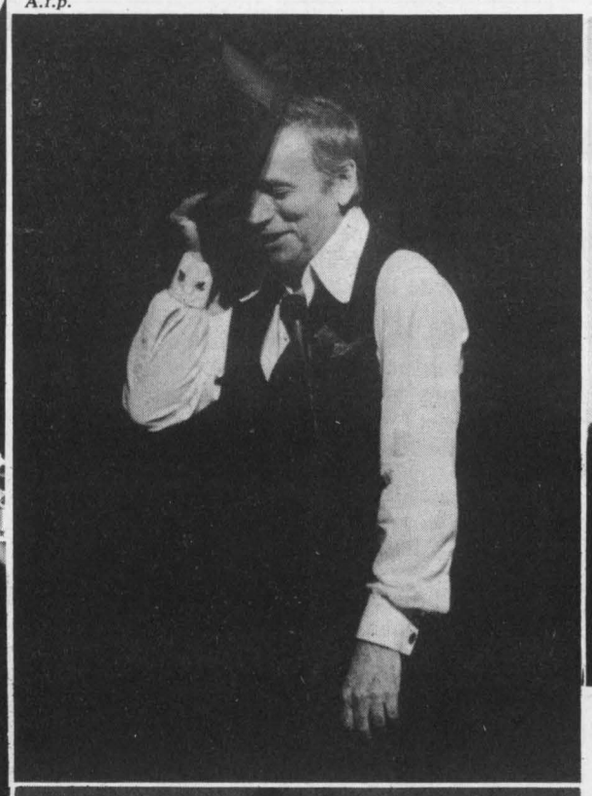


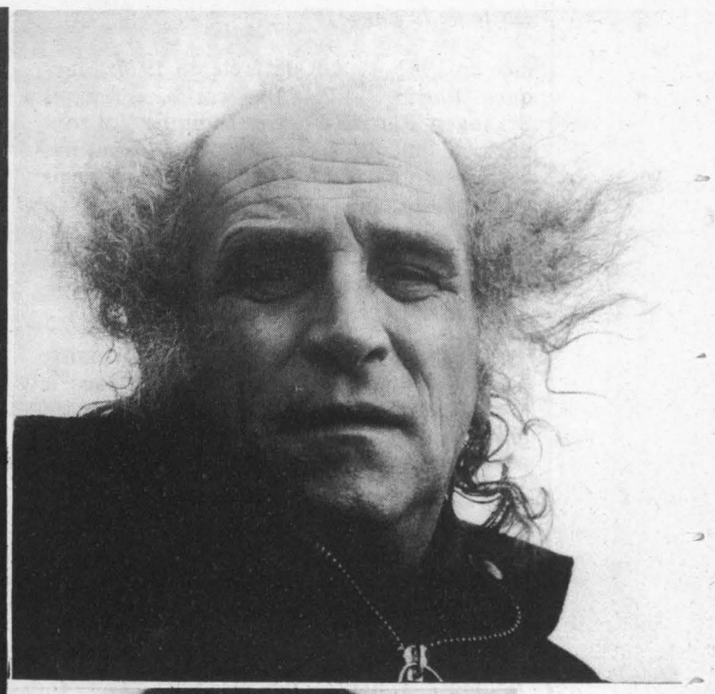
Pascal Lebrun

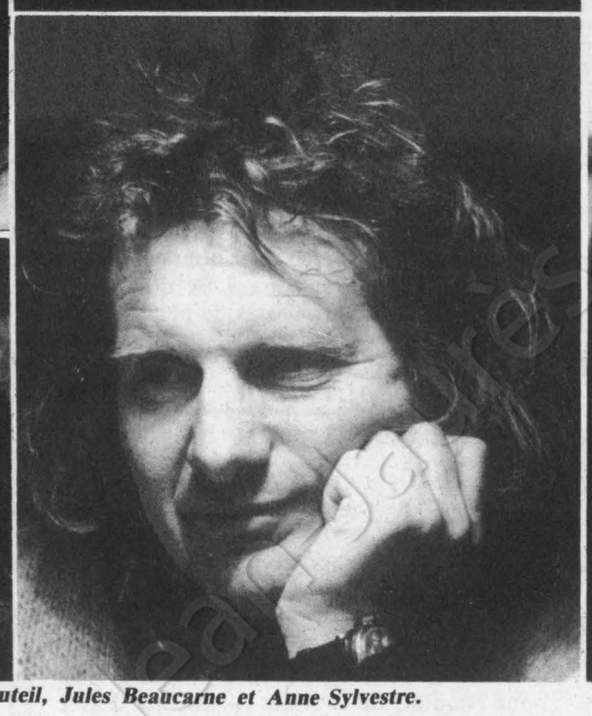




A.f.p.









Sygma

Michel Jonasz, Pauline Julien, Yves Montand, Léo Ferré, Gilles Vigneault, Mercedes Sosa, Yves Duteil, Jules Beaucarne et Anne Sylvestre.

La chanson dans tous ses états

Les Centres de la chanson, issus de la volonté politique du gouvernement, vont-ils oser ce que le Printemps de Bourges n'a même pas tenté : découvrir de nouveaux talents ?

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

TUDIEU ! Quelle affiche ! Rien que du beau monde. Et du talentueux. Dans le désordre le plus délibéré : Julos Beaucarne, Léo Ferré, François Béranger, Anne Sylvestre, Pauline Julien, José Alfonso, Yves Duteil, Maurice Fanon, Jean-Paul Farré, Francis Cabrel, Gilles Vigneault, Michel Jonasz, Francis Lalanne, Charlélie Couture, Yves Montand, Font et Val, Colette Magny, Mercedes Sosa, Lucid Beausonge, Yvette Théraulaz, Brenda Wooton, Maria Carta, Jacques Bertin, Talila, etc. La « fine fleur de la chanson », comme on disait au bon vieux temps de la Rive gauche. Oui, l'affiche était belle et elle séduisit : plus de cinquante mille spectateurs se jetèrent, du 3 au 12 avril 1982, sur le Printemps de Bourges comme autant de mouches sur le miel.

C'était le sixième festival du genre. Et, quantitativement parlant, c'est une réussite difficilement contestable. A titre de comparaison, ce Printemps 1982 a fait autant d'entrées en dix jours que la maison de la culture de Bourges en comptabilise en neuf mois d'activités annuelles. D'une année sur l'autre, de 1981 à 1982, la fréquentation de ce « Barnum de la chanson » a progressé de 38 %. Autre fait significatif : si l'on s'en réfère au code postal figurant sur la correspondance adressée au festival pour réserver des places, 47 % des spectateurs du Printemps viennent du centre de la France et, plus précisément, 30 % du département du Cher ; ce qui signifie que l'impact local est incontestable ; ce qui démontre qu'un tiers du public est « du cru » : un chiffre à faire pâlir les responsables du Festival d'Avignon !

En 1975, la première édition du Printemps n'avait attiré que treize mille neuf cents spectateurs. On mesure le chemin parcouru en six années... Au fil du temps, la manifestation a gagné en efficacité, elle s'est imposée comme un « phénomène », en prouvant que la chanson de qualité pouvait faire recette ; elle risque de devenir une « institution » : comme Cannes, comme Avignon, comme Aix-en-Provence, comme Antibes-Juan-les-Pins dans d'autres domaines. Ces résultats lui valent soudain des « inconditionnels » en troupeau, des « groupies » à la pelle. Le maire communiste de Bourges, qui n'était pourtant pas très « chaud » il y a quelques années, va répétant partout et à tous : « Je veux que le Printemps continue ! Il le faut ! » Le nouveau directeur de la maison de la culture, Henri Massadau, contrairement à son prédécesseur, accourt à la rescousse : « Je défendrai ce festival quoi qu'il arrive. Parce que c'est le festival des pauvres, des Sans-culture ». Merci pour eux... Jusqu'au préfet du Cher qui s'est offert une adhésion historico-lyrique devant un verre de Sancerre : « Depuis l'université de Bourges au Moyen Age, aucun événement culturel n'avait porté aussi loin la réputation de la ville que le fait le Printemps. » C'est sympathique pour l'aventure de Gabriel Monnet au début de l'existence de la maison de la culture...

Flou plus sonore et trébuchant qu'artistique...

Il y a toujours eu des opportunistes pour voler au secours du succès. En voilà quelques-uns de plus. Mais ces braves gens se sont-ils demandés si ce succès était assuré de durer ? Se sont-ils interrogés sur sa signification ? Ont-ils poussé leur nez et leurs cogitations au-delà de la billetterie et de comptabilité ? Une maison peut être superbe, clinquante et reposer sur des fondations bien fragiles... Dans le cas du Printemps de Bourges, nous avions déjà noté dans ces colonnes, en avril 1979 (voir « l'Unité » n° 337), un vice de forme originel et fondamental : depuis sa naissance, ce festival est produit par la maison de la culture, donc financé avec des subsides publics, mais il est programmé par « Ecoute s'il pleut », une société privée. Et de s'interroger : qui dirige, qui décide ? Sur quels critères ? Sur ceux du service public et de l'action culturelle ? Ou bien sur ceux de la rentabilité et de l'efficacité façon show-business ? Ne serait-il pas temps de choisir entre les deux voies ? Les partenaires concernés (l'Etat, la ville de Bourges, la maison de la culture et le tout nouveau Centre régional de la chanson) sont-ils décidés à en finir une fois pour toutes avec cette ambiguïté, avec ce flou plus sonore et trébuchant qu'artistique ?

Car, paradoxalement, au moment où il semble s'affirmer définitivement, on ne sait pas très bien ce que va devenir le Printemps de Bourges. Pour plusieurs raisons. Juridiquement, il est question de le rendre « autonome », d'en faire une entité juridique indépendante regroupant des représentants du ministère de la culture, du Centre de la chanson et d'« Ecoute s'il pleut ». Question : qui aura une position prédominante, donc le pouvoir de faire les choix artistiques ? Culturellement, comment le directeur du Centre de la chanson, Alain Meilland (l'homme qui a eu l'idée de créer le Printemps de Bourges), pourra-t-il articuler son action permanente et modeste avec un festival éphémère mais « écrasant » ? Y aura-t-il harmonie ou concurrence ?

Artistiquement, on chercherait vainement quel « événement » s'est produit à Bourges cette année. Yves Montand, froid comme une mécanique, a déçu cinq mille personnes, pourtant acquises d'avance à un mythe ; résultat : un seul petit rappel de politesse. Léo Ferré a été égal à lui-même : délirant, furieux et anachronique. L'Argentine Mercedes Sosa et la Britannique Brenda Wooton, le temps d'une chanson à deux voix, ont réconcilié deux peuples qui n'ont jamais vraiment demandé à se taper dessus. Gilles Vigneault et Julos Beaucarne, en une gigue endiablée, ont célébré les joies de la francophonie sans passeport. Charlélie Couture et Lucid Beausonge ont confirmé ce que nous savions bien avant le Printemps de Bourges : ils ont déjà la « pointure » des « grands ». John Guez a tenu aubade dans les rues piétonnes de la cité de Jacques Cœur avec la naïveté et l'enthousiasme dont il fait montre chaque jour sur la Piazza de Beaubourg. Fallait-il faire à tout prix le voyage de Bourges pour avoir confirmation de toutes ces évidences éculées ?

On ne fabrique pas les talents comme les gauffres

En fait, comme les années précédentes, on a eu droit en dix jours à Bourges au « menu-chansons » de n'importe quelle ville moyenne de France sur la distance d'une saison. Un sprint en lieu et place d'un marathon : et après ? La méthode n'est pas vraiment révolutionnaire. Le Printemps se mord la queue et se répète sans rien inventer de nouveau. On prend les mêmes et on recommence. Normal : la réserve n'est pas inépuisable ; on ne fabrique pas les talents comme les gauffres à la foire du Trône. Le festival, faute de solution-miracle, est condamné aux redites et au radotage : Colette Magny, program-

(suite en page 20)

(suite de la page 19)

mée en 1982, l'avait déjà été en 1977 ; Jacques Bertin, Julos Beaucarne, François Béranger, Patrick Font et Philippe Val sont dans le même cas ; Charlélie Couture, Jean-Paul Farré, Boris Santeff, Francis Lalanne, Michel Sohier, présents en 1982, étaient déjà là en 1978, 1979 ou 1980. Etc. Ces « récidives » en série risquent, à la longue, de lasser, et la courbe des fréquentations de redescendre un jour brutalement...

Le « bégaiement » de Bourges fait naître beaucoup de remarques sceptiques dans le « métier ». « C'est un soufflé inutile, dit Hervé Lacroix, producteur. C'est un vague panorama, même pas un défilé de haute couture : ça ne suscite aucune création ». Plus nuancé, Michel Bachelet, directeur d'une maison de disques (1), n'en est pas moins sévère : « Cette année, Bourges a réussi à attirer l'attention publique sur la chanteuse suisse Yvette Théraulaz et sans doute sur quelques autres. Mais, une seule manifestation isolée, à quoi cela rime-t-il ? Il faudrait plusieurs festivals comme celui de Bourges, éclatés à travers toute la France et échelonnés dans l'année, pour que ce type d'opération ait un impact réel. On ne parle de Bourges que parce que c'est devenu une institution ; ça sert d'alibi, de cache-misère, c'est tout. »

Gérard Baqué, responsable de la production dans une grande maison phonographique (2), est encore plus dur : « Bourges, finalement, me fait penser à un supermarché qui ferait une opération de promotion sur deux rayons pour fourguer des surplus et des fonds de soldes. C'est devenu une mode d'aller à Bourges. Si on ne s'y montre pas, c'est qu'on est un mauvais. Pur snobisme qui rassemble arbitrairement et dans la confusion Starshooter et l'ancienne combattante de la Rive gauche Elevyne Grougnard ! Bourges n'a pas inventé la machine magique à fabriquer des talents. Bourges ne découvre rien et ne prend aucun risque. Bourges ne fait qu'entériner des découvertes faites ailleurs et avant. Bourges ne démontre rien. Bourges est condamné à vivre bêtement en faisant chaque année plus d'entrées... ou à mourir. Bourges n'est ni plus ni moins utile ou inutile que le Midem. Bourges n'est ni plus ni moins « commercial » que l'Olympia. »

On retrouve le même type de critiques chez certains chanteurs. Joan-Pau Verdier (3) : « Qui va à Bourges ? Pourquoi ? On attend un peu trop que les chanteurs soient devenus des stars pour les inviter. Exemple : Yves Duteil qui a dû attendre 1982 pour être à l'affiche. Pour nous chanteurs, Bourges n'est rien d'autre qu'un coup de promotion, comme un passage d'une soirée à l'Olympia ou à Bobino : les médias en parlent, O.k. Mais, est-ce que ce coup de projecteur amène vraiment un nouveau public à la chanson ? Est-ce que ce ne sont pas les convertis et les convaincus qui courent à Bourges ? Ce festival, c'est un peu un truc de mégalomanes : toujours plus de monde, toujours des chapitaux plus grands, c'est le seul raisonnement, la seule visée. Faut-il rappeler que des gens comme Brel ou Brassens ont fait leur carrière en chantant tranquillement chaque soir devant des salles de mille places ? Si Bourges provoquait des créations, des rencontres, des échanges, ça vaudrait peut-être le coup... » Yvan Dautin est encore plus péremptoire : « Est-ce qu'on veut ou non changer la situation de la chanson dans ce pays ? Si oui, ce n'est pas Bourges qu'il faut faire. Si oui, il faut d'abord diminuer l'exhorbitante T.v.a. de 33 % sur les disques qui fait de la chanson un produit de luxe. »

Faisons un rêve

Rêvons : ne pourrait-on pas malgré tout, à l'avenir, transformer le Printemps de Bourges et en faire autre chose ? Rêvons : après deux semaines de répétitions, Michel Jonasz et Colette Magny seraient ensemble en scène, chanteraient en alternance et ensemble, feraient trois soirs à Bourges puis partiraient sur les routes de France, feraient de leur collaboration un disque et une vidéo-cassette... Et Charlélie Couture et Lucid Beausonge feraient de même. Bref, l'imagination prendrait le pouvoir et on parlerait de Bourges comme de la Bastille et du Palais d'Hiver. Fin de l'essoufflement, de la programmation dolente ? A Bourges, j'ai rencontré des gens qui en rêvaient : Henri Massadau, directeur de la maison de la culture, et Alain Meilland, directeur du Centre régional de la chanson. Auront-ils un jour l'occasion de réaliser leurs désirs ?

Le 2 février 1982, à l'issue du conseil des ministres, Jack Lang, ministre de la culture, a annoncé la création de quatre Centres régionaux de la chanson : à Bourges, Bordeaux, Nanterre et Rennes. C'est la première fois que l'Etat reconnaît officiellement que la chanson est « égale aux autres formes d'art ». Cette volonté politique était confirmée le mois suivant, à Bourges même, par Maurice Fleuret, directeur de la musique au ministère de la Culture. Et Alain Meilland, nommé directeur du Centre de Bourges, dégageait la philosophie de ces premières mesures : « Il faut faire aujourd'hui pour la chanson ce qui a été fait hier pour le théâtre. Avec l'aide de l'Etat, nous allons pouvoir faire surgir la création et non plus nous contenter d'accueillir des vedettes confirmées. »

Vous avez dit création ? Les Centres de la chanson vont-ils oser ce que le Printemps de Bourges n'a même pas tenté d'esquisser ? Le débat est ouvert. La profession est divisée. Yvan Dautin dit : « Un Centre de la chanson? C'est encore un truc « d'assisté » ! Est-ce que ça va marcher ? Je n'ai pas vraiment d'idées là-dessus. Si ça se révèle utile, tant mieux. Mais je crains qu'il ne s'agisse que d'une nouvelle forme de proxénétisme. Après le show-biz, les Centre de la chanson ? C'est encore un truc penser qu'il faudrait supprimer tous les « proxos », tous les maquereaux. Et si on commençait en faisant le ménage dans ce qui existe déjà ? » Moue dubitative aussi chez Gérard Baqué : « Si le ministère de la Culture veut dépenser de l'argent en faveur de la chanson, il serait peut-être plus judicieux qu'il fasse construire des salles techniquement équipées et de bonne qualité acoutisque à travers le pays. A quoi vont servir quelques culturocrates de plus ? ».

Chaque Centre aura sa spécificité

Tel n'est évidemment pas l'avis des intéressés, des directeurs de Centres. De Christian Dente, par exemple, qui, à partir de septembre 1982, va présider aux destinées du Centre régional de la chanson de Nanterre : « Soyons modestes. Nous ne sommes qu'en période de préfiguration... Et nous risquons de le rester longtemps. Parce que nous n'avons pas de certitude sur l'avenir : l'Etat ne nous a alloué que 300 000 F pour 1982, c'est peu ; et aucune promesse précise ne nous a été faite pour 1983. L'Etat a fait un geste, il n'a pas encore assuré notre pérennité. Et il est vrai que nous ne disposons pas encore d'un outil adéquat, qui reste à construire. Quand ? Comment ? A l'heure actuelle, je n'en sais rien. »

Christian Dente sait néanmoins ce qu'il veut faire au plus vite : « A Nanterre, nous ne partons pas de rien. L'association Action-Chanson avait déjà lancé une « école de la chanson » et des ateliers « éclatés ». Le Centre va reprendre ces activités de formation. Il en est qui contestent cette optique, ces cours ; mais certains, qui ont grapillé une leçon par-ci une leçon par-là, auraient été fort aises de disposer de ce genre d'école... Et nous allons ajouter la création et l'aide à la création au volet formation. Sous diverses formes : cabarets, programmation et spectacles « composés » réunissant plusieurs artistes de notoriété variable. Nous annoncerons prochainement le détail de cette action (4) qui comprendra aussi l'animation en milieu scolaire. »

Le projet de Nanterre n'est qu'une formule parmi d'autres. Chaque Centre, situé dans un contexte qui lui est propre, aura sa spécificité. C'est sur pièces qu'il faudra juger. Gardons-nous à la fois des enthousiasmes naïfs et des procès d'intention. Mais reconnaissons d'avance à ces Centres une vertu : agiter le cocotier, mettre la chanson « dans tous ses états », susciter des réactions et des polémiques. Soyons justes : la chanson en avait bien besoin, endormie qu'elle était sur l'oreiller de formules creuses dans le genre « nouvelle chanson française » ou « jeune chanson ».

C'est Claude Manceron qui appelait de ses vœux, au lendemain du 10 mai 1981, des « Etats généraux de la culture ». Ne pourrait-on pas commencer par des « Etats généraux de la chanson » ? Les Centres de la chanson ne pourraient-ils pas en être le lieu et le catalyseur ? ●

(1) Il s'agit de la S.f.p.p. (Société française de production phonographique).

(2) Gérard Baqué travaille chez Phonogram, mais il parle ici à titre strictement personnel.

(3) Joan-Pau Verdier vient de sortir un nouveau disque : « Maschita » (Philips 6010 493), étrangement boycotté par les médias. C'est ça, le changement ?

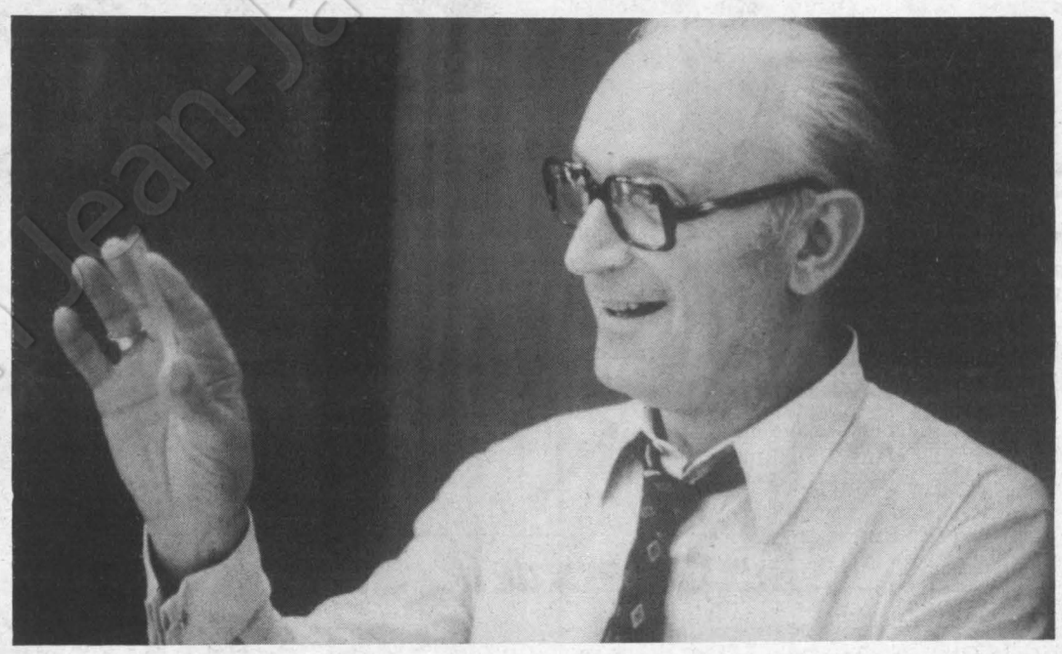
(4) A l'occasion de « Nant'airs de fête » qui, du 22 au 28 mai, rassemblera Gilbert Lafaille, Michèle Bernard, David Jisse, Dominique Montain, Duval et Machon, Tchouk-tchouck-nougâh et Patrick Deny.

La mémoire tranquille

Plutôt que les portraits d'Alain et de Bernanos, ce qui fait le charme secret des "Miroirs parallèles" de Roger Gouze, c'est la musique douce-amère d'une enfance retrouvée

PAR NICOLE CHAILLOT

LES auditeurs de France-Culture connaissent bien sa voix, son ton à la fois professoral et railleur et sa grande culture. Roger Gouze, qui fut longtemps professeur de philosophie-lettres, passe désormais le plus clair de son temps à mener croisade pour la défense de notre langue comme délégué général de l'Alliance française et comme écrivain. Le livre qu'il vient de publier chez Calmann-Lévy « les Miroirs parallèles » a déjà suscité de nombreuses critiques, élogieuses pour la plupart, mais curieusement — à mon sens — la majorité des commentateurs ont — avec une certaine pédanterie — insisté sur les deux personnalités géantes présentes dans le livre : Alain, le maître, l'ami vénéré, le père d'élection, et Bernanos, l'exilé, le chrétien déchiré, cruel, intransigeant et finalement incompris. On sait que ces deux



hommes se détestaient et le choix de Roger Gouze ne fait pas de doute : « Dans leur controverse, Bernanos est plus drôle et même un drôle. Le sage Alain est plus grand. La cause, la mienne au moins, est entendue. »

Il est indéniable que l'ombre portée de ces personnalités hors du commun laisse une empreinte durable sur cette rêveuse autobiographie, mais combien celle du grand-père Flachot, fonctionnaire laïque et républicain, et surtout celle d'un père à la fois admirable et faillible me paraissent peser d'un poids bien plus grand de tendresse et de souvenirs. Toute la première partie du livre consacrée à « l'enfance, unique et commune » se lit avec un constant bonheur. Tous ces Bourguignons dont est issu Roger Gouze, « l'homme du milieu de la France », petits artisans, vignerons, ménagères et fonctionnaires, sont peints avec vérité, amour et sans la flagorneuse et niaise complaisance qu'on trouve trop souvent dans les récits d'enfance. Pour ma part, j'ai trouvé bouleversante la lutte clandestine et opiniâtre du petit Roger de onze ans pour empêcher la « méchante femme » (la Para) de briser le ménage de ses parents, et la page, simple, palpitante où, impuissant, il assiste à la tentative de suicide de sa mère, donne à tout le livre une force et une sincérité qui se sentira moins en abordant la rencontre avec les grands « gourous ». « Ma mère était sur le bord extérieur du pont, là-bas, prête à sauter, et mon père s'approchait d'elle. Je compris sans rien entendre à cause de l'éloignement et aussi du grondement des eaux qu'elle le menaçait, s'il avançait encore, de sauter tout de suite. A deux mètres d'elle, il s'arrêta. Je ne crois pas qu'elle lui faisait un chantage à la mort. Elle voulait mourir, incapable de supporter plus longtemps cette vie. »

Le saint laïque qu'était son père — enseignants tous les deux, les parents de Roger Gouze sont les archétypes des Hussards noirs de la République que glorifia Péguy — ne se pardonna jamais sa faute. Roger Gouze cite ces quelques lignes extraites de son journal, découvert après sa mort : « J'emporte dans ma tombe plus de satisfaction que de regret. Un seul remord a mordu mon cœur jusqu'à ma mort : 13 février 1924, je sais que tout acte porte en soi sa sanction. » Il est tout aussi évident que la dramatique nuit d'Embrun, au cours de laquelle un petit garçon sensible reçut en plein visage la révélation de la souffrance, de la douleur et de la passion, le marqua bien plus profondément que les maîtres à penser qu'il se choisira plus tard.

On retrouvera un peu plus avant dans le récit le couple parental, héros de la Résistance, amis et protecteurs de Bertie Albrecht et d'Henri Frenay qui, dans ses mémoires, surnommera Madame Gouze « la bonne mère de la Résistance ».

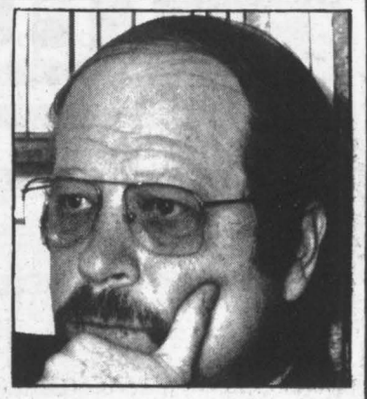
Roger Gouze fait d'ailleurs preuve d'une rare humilité, quand il narre son retour d'enfant prodigue après sept ans passés au Brésil. « Curieusement j'ai l'air, devant ces combattants rescapés, d'un héroïque soldat revenant de guerre. Pas une fois, ni dans ma famille ni auprès d'amis, je n'ai deviné l'ombre du reproche que j'étais prêt à me faire, d'avoir échappé aux épreuves de mon pays. Il allait de soi que, resté parmi eux, j'aurais agi comme eux. »

Là où Roger Gouze est sans doute le moins convaincant, c'est quand il s'attaque à la politique. D'ailleurs, les titres qu'il donne aux chapitres la concernant sont sans ambiguïté : « Pour une politique sans politiciens, « la Médiocratie » ou encore « Homme public — femme publique » etc. Militant enthousiaste du Front populaire, Roger Gouze sera profondément — et candidement — déçu par le personnel politique qu'il fréquentera à cette époque. Quarante ans après, cette amertume — qui fut si vive qu'elle le déterminera à s'exiler en 1938 — est toujours bien vivace, et l'attitude politique de Roger Gouze face au pouvoir reste celle d'un anarchiste romantique un tantinet misanthrope. « Ce survol de l'histoire me persuade — je n'en ai plus démordu — de l'imposture du commandement (...). Il faut la naïveté d'un chef pour croire à l'importance et à la valeur de ses décisions », ou encore « si le pouvoir était intelligent — mais il ne l'est jamais comme si son action tuait sa lucidité — il supplierait le citoyen de s'opposer à lui afin de prendre appui sur ce refus ».

Toutefois, Roger Gouze reste très discret sur le fait qu'il est le frère aîné de Danielle Mitterrand. Respectons cette discrétion appuyée, qui veut que le petit garçon qui était né avec une si grosse tête n'ait toujours pas la tête « enflée » à soixante-dix ans et nous donne un livre de souvenirs toujours intéressant, souvent émouvant, écrit dans ce français qui, disparaissant peu à peu, dilué qu'il est dans la « littérature à l'estomac », n'en est que plus précieux. ●

Roger Gouze sera présent ce vendredi sur le plateau d'Apostrophes.

La chronique littéraire de Claude Glayman



En allemand dans le texte

« Lent Retour », de Peter Handke (Gallimard) ; « l'Imitateur », de Thomas Bernhard (Gallimard) ; « Ils vivent autrement », de Ingolf Diener et Eckard Supp (Stock II).

UN peu comme Jean-Marie Le Clezio, le romancier autrichien Peter Handke a ses fans, ses inconditionnels. Je ne nie point appartenir à ce groupe pas si restreint que cela au demeurant. Peut-être les films tirés des livres de Handke, « la Femme gauchère », « l'Angoisse du gardien de but » ont-ils procuré une relative audience au romancier ! Comme son collègue français, l'Autrichien est un produit de la société moderne que l'un et l'autre tentent de saisir non sans effet d'étrangeté et non sans recherche d'isolement, de distance prise avec cette même société. Le modernisme exerce une fascination sur leur propos et sur la substance de leur écriture et dans le même temps ces artistes « écologiques » se prémunissent face à ce modernisme qu'ils paraissent redouter alors même qu'ils le ressentent. Contradiction réelle ou apparente ? Ceux qu'agace cette sorte de « double jeu » diront qu'il s'agit d'une contradiction réelle. Les autres dont je suis s'efforceront de comprendre. Le dernier roman traduit en français de Peter Handke leur sera d'un grand usage. En effet ce « Lent Retour » (Gallimard, collection « Du monde entier »), ambition nouvelle dans l'œuvre de Handke, offre la particularité d'être plus nettement, plus ouvertement métaphysique que ce qui a précédé et dans cette philosophie on relève ce qui préoccupe Handke autant, semble-t-il, que son écriture.

Sorger est le personnage central. Géologue, il exerce dans le Grand Nord. Son « lent retour » le ramène d'Alaska aux Etats-Unis, sur la voie d'une rentrée plus décisive dans l'Europe natale. Compromis ou retour aux hommes c'est bien là tout le problème. En attendant le dénouement, Handke reprend et développe ce qui lui est cher. Le livre repose sur une « intrigue » familiale, classique ; intrigue qui paraît durer depuis longtemps et qui constitue un soubassement implicite au roman. Handke manie la psychologie de manière traditionnelle certes mais aussi à coups de ces petites touches qui lui sont familières et qui dénotent une sensibilité originale, infinitésimale et cinématographique.

Le cadre géographique et professionnel permet et suscite une sorte de dialogue cosmique sans intermédiaire. Handke célèbre ce qu'il appelle « l'événement de l'espace », traduction du thème de l'éloignement de l'Europe et du désir d'abolir cet éloignement. Comme toujours, Handke décrit la modernité ambiante — de l'avion aux cités nord-américaines— avec ses brillances, ses distances, ses machines sophistiquées réduites — grâce au langage — à leur plus simple expression. Tout cela est du meilleur Handke auquel l'auteur nous a déjà souvent habitués. S'y ajoute de manière ambitieuse une dimension philosophique, nouvelle, elle, et qui nous a souvent laissés perplexes.

Handke note : « Le paysage qui intégrait l'histoire particulière de Sorger à la métamorphose de l'automne boréal, était transformé, par cette histoire humaine, en une voûte du temps : l'homme, sans destin mais qui n'éprouvait pas de sentiment de manque (il était d'ailleurs délivré de toute alternance de sentiments), en était arrivé à s'y oublier lui-même encore que présent. » Présent et bien présent puisque le retour de Sorger est un retour à l'autre... autre qui existait déjà dans le Grand Nord sous l'aspect d'un collègue de travail et d'une maîtresse... indienne, à dire vrai, assez lointaine. En quittant sa tanière de glace et de désolation, Sorger revient à la ville, à la « civilisation », à l'« humain » non sans un certain angélisme, avec une gratuité non moins certaine, les rencontres se succédant les unes aux autres et offrant matière à réflexion spécifiquement morale et philosophique : « Mon histoire (notre histoire) bonnes gens doit devenir claire, claire comme le fut cet instant : jusqu'ici elle n'a pas même pu commencer : coupables, n'appartenant à personne et surtout pas aux autres, nous étions incapables de vibrer à l'unisson de la pacifique histoire humaine et notre absence de formes ne faisait que susciter une faute nouvelle. Pour la première fois je viens de voir mon siècle à la lumière du jour, ouvert aux autres siècles et j'ai accepté de vivre aujourd'hui. »

On assiste même à une authentique transfiguration finale. Je dois avouer être mal à l'aise dans ce type de péroraison, belle sans doute, sincère mais confuse et verbeuse. Faut-il voir dans cette dimension la cause de la réserve de la critique littéraire à l'égard de cette dernière production de Handke à laquelle chacun a opposé et loué le dernier livre d'un autre grand écrivain autrichien, « l'Imitateur » de Thomas Bernhard (Gallimard, « Du monde entier ») présenté avec le sous-titre de « proses ».



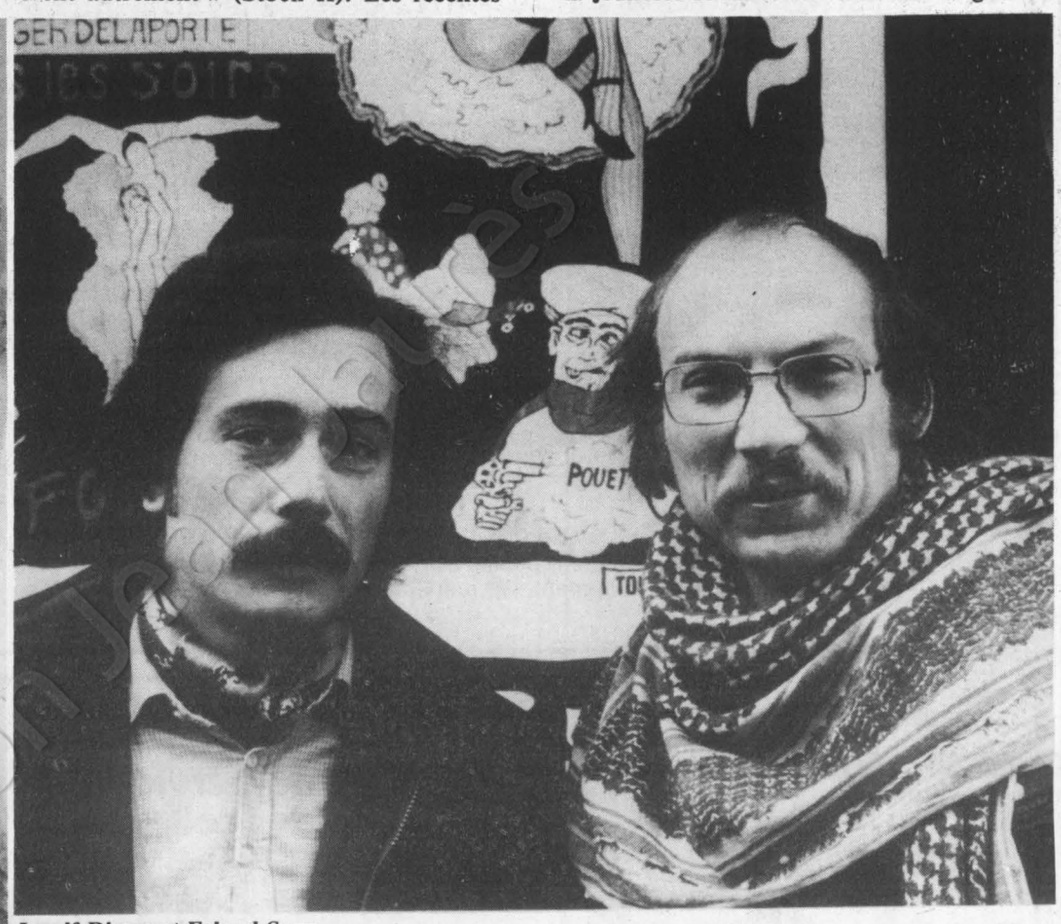
Thomas Bernhard.

Une cruauté sans concessions

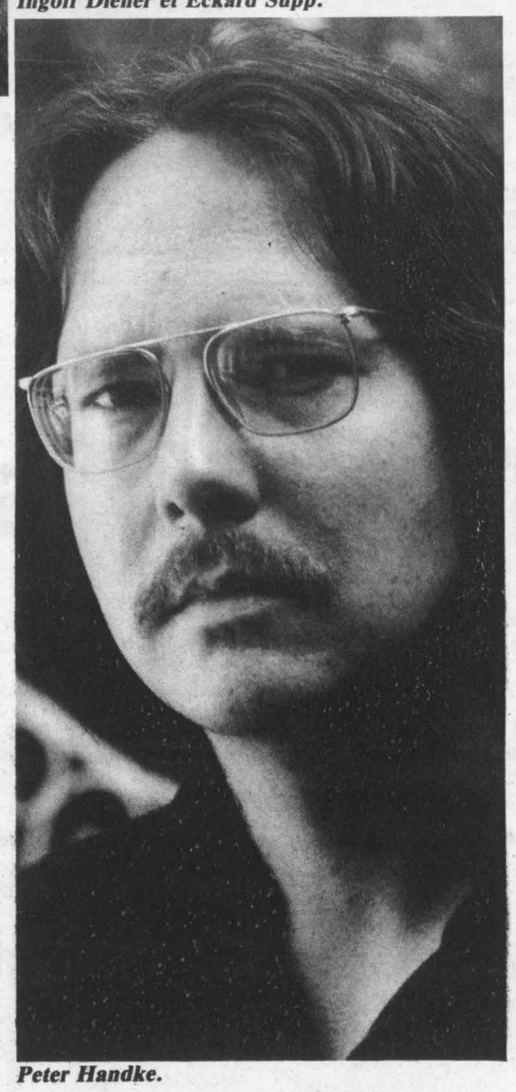
Deux cents pages de textes divers, histoires édifiantes, véritables aphorismes illustrés à partir de la sagesse des nations, de taille variable, où l'auteur s'exerce à un délire absurde et surréaliste d'une facture parfaite et classique. Morbide, Thomas Bernhard l'est depuis toujours, dans l'« Imitateur » on remarque une cruauté sans concessions qui fait songer à un Marquis de Sade illustré par un Topor à l'humour britannique, glacé et caustique. On peut aimer que Pise et Venise échangent leurs tours et campaniles ou que des auditeurs obtiennent en bis toute l'œuvre de Vivaldi... car ils sont sourds et muets ; on peut à bon titre être sensible à de tels exercices de style qui sont d'ailleurs plus que des exercices de style, on n'en doit pas moins distinguer les objectifs de Bernhard et de Handke. Le second entend dire son époque d'une manière neuve et inédite tandis que le premier reprend un scepticisme séculaire pour nous assurer que rien n'a changé chez les hommes qui vivent toujours sous les mêmes cieux.

La difficulté est du côté de Handke, d'où l'exigence que nous éprouvons à son encontre mais qui doit nous faire mieux apprécier son effort et sa réussite (même si celle-ci ne l'emporte pas sur toute la ligne). La géométrie abstraite de Handke est une grande ambition, elle nous attire plus qu'un scepticisme à La Rochefoucauld... même si nous convenons, ô combien, que ce dernier a le sens de la formule.

Derrière la froide magie de Handke il y a tout simplement notre temps. Donc rien de surprenant à ce que nous associons au romancier moderniste l'enquête sur le terrain, à moitié sociologique, à moitié idéologique, que deux Allemands Ingolf Diener et Eckard Supp ont menée sur le mouvement alternatif en République fédérale d'Allemagne et qui est publiée sous le titre « Ils vivent autrement » (Stock II). Les récentes



Ingolf Diener et Eckard Supp.



Peter Handke.

conclusions du dernier congrès du S.p.d. (parti sans doute trop pourfendu dans ce livre) confèrent encore plus d'acuité à ce livre, si l'on veut bien admettre que le Mouvement alternatif — qui n'a pas son équivalent en France — pourrait être un jour l'allié du S.p.d. étant donné ses scores électoraux. L'alternatif, c'est ce qui répond à la guérilla, c'est la fondation d'une société en marge mise en place dans une période de refus politique. Schématiquement, l'Allemagne a traversé trois grandes périodes : au lendemain de la guerre, le « miracle allemand » a, entre autres vocations, celle de tenter de faire oublier le nazisme. Réussie, la société de consommation et d'intégration suscite à son tour la révolte de la jeunesse qui rejette ces nouvelles valeurs productives et interroge toujours le passé. Nous sommes à la fin des années soixante, Rudi Dutschke symbolise cette agitation, alors que le S.p.d., en coalition, revient enfin au pouvoir. Une fraction de la jeunesse se lance en vain dans la guérilla et le terrorisme. Devant tant d'échecs et parce qu'ils ne veulent néanmoins pas des « valeurs bourgeoises », les Alternatifs créent une véritable « contre-société », ce qu'apparemment personne n'a réussi au monde, ni les hippies américains, ni les radicaux italiens.

Utopie réussie

Fondements de ce Mouvement alternatif, le travail et son organisation collective. Ainsi sont créés des jardins d'enfants, des librairies, des ateliers, etc., à partir de rescapés de la contestation, de fugueurs, de squatters, etc. Et cela, semble-t-il, marche comme nous le montrent les auteurs à propos d'un « cabinet dentaire collectif ». Y fonctionne l'autogestion et non la concurrence, l'ordre traditionnel des hiérarchies est modifié, les tâches sont permutées, le profit maximal n'est plus l'objectif. Malgré les contraintes dues surtout à l'environnement et au maintien des valeurs coutumières dans ce qui concerne le « non-travail », on peut parler d'une utopie réussie. Qui concerne des milliers de jeunes et de moins jeunes d'ailleurs. Une voie pour l'avenir qui n'est pas sans influence sur les jeunes d'Allemagne de l'Est. Prenant pour objet d'analyser les Verts, les auteurs n'en soulignent pas moins les ambiguïtés et l'insuffisance théorique du mouvement. Qu'est-ce que l'absence de croissance en une période de crise mondiale et de chômage ? Le mysticisme ne remplace-t-il pas la raison et peut-il la remplacer ? Le surcroît d'individuel ne masque-t-il pas un manque de politique ?

Les Verts eux-mêmes ne sont-ils pas traversés par des relents passéistes qui fleurent certains thèmes néo-fascistes ? Autant de questions courageuses et pertinentes qui n'entravent pas irrémédiablement l'avenir du mouvement. « Ils vivent autrement » est un livre qu'il ne faut pas lire à la légère. Quand le monde est en difficulté comme il l'est à présent, aucune perpective ne doit être considérée avec dédain. Tout ce qui entrouvre l'avenir est bénéfique. ●

lisez

L'EDUCATION hebdo

le seul grand hebdomadaire d'actualités scolaires et universitaires totalement indépendant

vous y trouverez chaque semaine

- ► tous les problèmes d'éducation
- ► les comptes rendus des colloques, congrès nationaux ou internationaux
- ► les renseignements pratiques pour la classe
- ► les grands débats
- ► les échanges de réflexions des enseignants
- ► la vie culturelle — lettres, arts, spectacles...
- ► un grand dossier sur des points d'actualité

c'est une équipe mixte journalistes-enseignants qui, chaque semaine, conçoit « l'éducation »

en vous abonnant, vous vivrez « l'éducation » à la rédaction de laquelle vous pouvez participer

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

désire souscrire un abonnement d'un an à **l'éducation**

FRANCE 160 F **ÉTRANGER 200 F**

Ci-joint mon règlement en chèque bancaire à l'ordre de **l'éducation** ou par virement postal CCP 31-680 34 F La Source

A adresser au service abonnement : 2, rue Chauveau-Lagarde, 75008 Paris

cinéma

N° 218 • MAI

LA GUERRE DU VIETNAM AU CINEMA

•

THEORIES DU CINEMA : entretien avec JEAN MITRY

•

SITUATION DU CINEMA AUTRICHIEN

•

entretien avec KAREN ARTHUR

•

Tous les films au cinéma et à la télé

•

En vente partout et 7 rue Cadet 75009 Paris

A raison d'un spectacle différent chaque soir et grâce aux Auditions Publiques du samedi soir au Dépot-vente nous connaissons des centaines de jeunes chanteurs et musiciens pleins d'énergie et de talent pour vos fêtes publiques ou privées. Nous les proposons sans intermédiaire ni commissions.

Le Dépot-vente de la Jatte
92200 Neuilly
Tél. Gérard Vacher 637.33.99

Petites annonces

Tarifs	*La ligne H.T.*	*La ligne T.T.C.*
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	*22 F*	*25,87 F*
Demandes d'emploi	*12 F*	*14,11 F*
Immobilier	*18 F*	*21,17 F*
Divers	*18 F*	*21,17 F*

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRE D'EMPLOI

Réf. 229. La ville de Bron recrute un rédacteur pour le service ayant la charge d'organiser et de coordonner les actions de défense de l'emploi et de formation professionnelle.

Cet agent devra être inscrit sur la liste d'aptitude pour l'emploi de rédacteur ou avoir vocation à y être inscrit. Il doit posséder une formation ou une expérience se rapportant aux domaines de l'économie ou de la gestion des entreprises. Diplôme : niveau licence sciences économiques ou I.a.e.

Adresser candidatures et curriculum vitae avant le 15 mai à Monsieur le Maire, Hôtel de ville, square de Weingarten, 69671 Bron.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune femme avec références garderait enfants à Paris. Tél. : 589.93.47.

Employé 35 a. B.e.p.c., 6 ans magasinage papeterie gros, art. de bureau, aspirant à poste plus intéressant (écriture, class. doc.) tte branche. Répond immédiatement à offres si poste stable responsabilisant même avec période formation. Etudie tte proposition.

Ecrire M. C. Jadelot, 150, rue E. Dolet, 94140 Alfortville. Tél. 893.68.47 le soir jusqu'à 23 h.

DIVERS

Voici le temps des fêtes, c'est le moment de téléphoner au Dépot-vente (Gérard Vacher 637.33.99) s'il vous manque des artistes.

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement

de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél: 550.32.04

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grands Reporters : Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Marie-José Bernardot, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directeur de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

Vous voulez que "l'Unité" se développe ...

« L'Unité » est le seul moyen d'expression d'audience nationale du Parti socialiste. C'est dire l'importance du rôle que ce journal va avoir à jouer dans la nouvelle conjoncture politique.

Il le jouera grâce à l'effort de tous. De l'équipe qui le conçoit et le rédige, bien entendu, et qui doit pouvoir disposer de nouveaux moyens pour faire un hebdomadaire plus vivant et plus complet.

Mais l'effort nécessaire pour redonner une nouvelle dynamique à « l'Unité », nous le demandons aussi à tous nos abonnés, à tous nos lecteurs, à tous nos diffuseurs militants, à tous les adhérents du Parti socialiste. Dès maintenant, chacun doit se sentir mobilisé pour contribuer à l'accroissement rapide de la diffusion du journal par l'apport de nouveaux lecteurs. Que chacun de ceux qui nous lisent fasse un nouvel abonné et nous ferons en quelques semaines un bond en avant spectaculaire.

Le Parti socialiste a gagné au printemps dernier la bataille des élections. Il assume aujourd'hui à tous les niveaux les responsabilités du pouvoir. Il doit avoir désormais un journal à la hauteur de cette immense tâche.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité 10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐ ** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

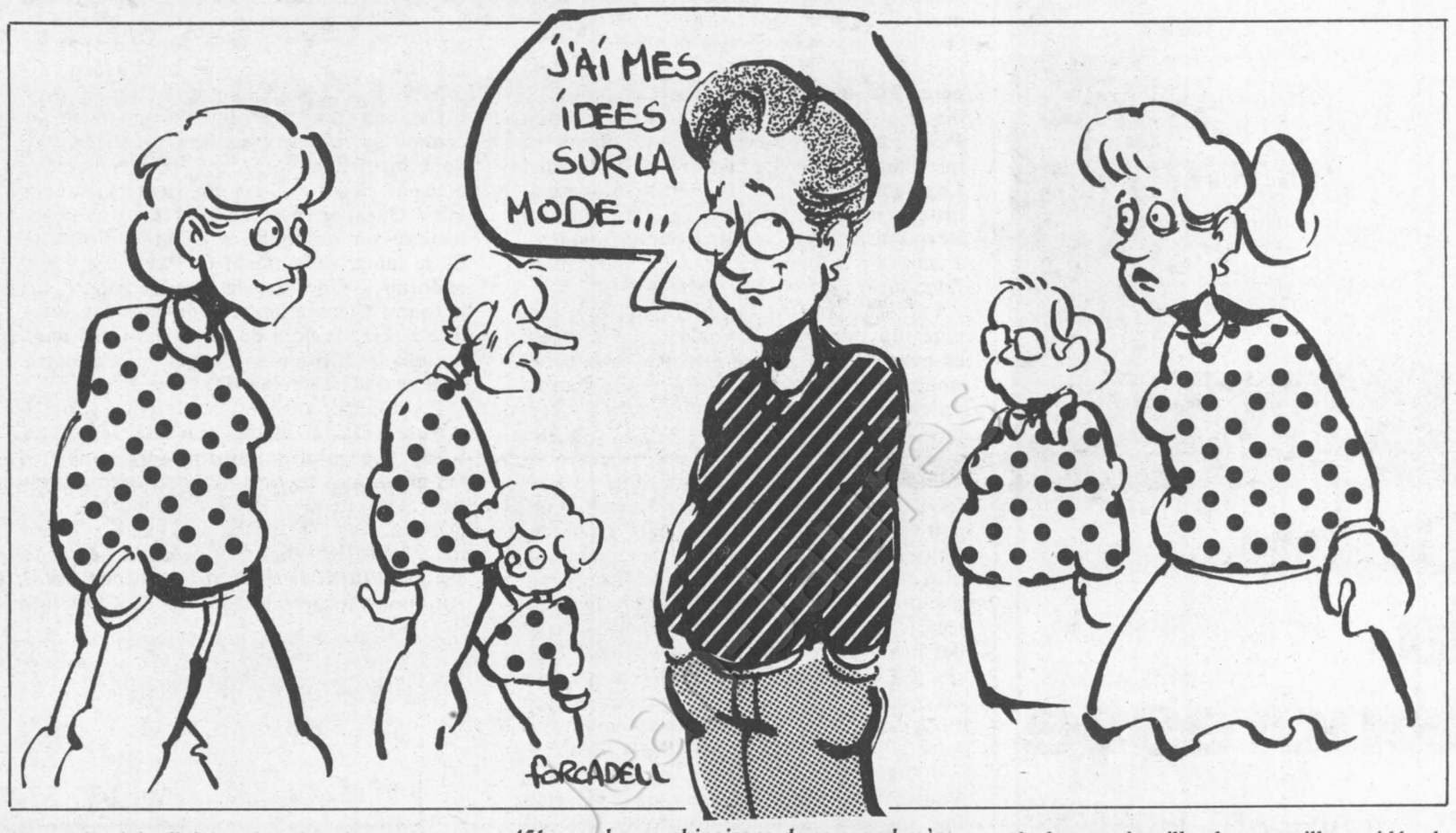
Date Signature

MODE

Tout est politique... même les fringues

Chic, plus de complexes avec la mode ! La suivre n'est plus un acte futile et vain, mais c'est participer et contribuer à un fait culturel (Jack Lang dixit) et faire fonctionner une industrie bien française : le prêt-à-porter

PAR MARTINE DUCOUSSET



COUCOU, la revoilà ! La femme-femme si chère au cœur de nos machos nostalgiques, la créature de rêve de ces messieurs, qui la veulent « bien » habillée pour mieux l'imaginer en tenue d'Eve. Oui, c'est bien à elle que les stylistes du prêt-à-porter français ont décidé de rempiler. Fini le temps des nippes à la va-comme-je-te-pousse et du débraillé libéré. Désormais, les femmes seront femmes ou ne seront pas.

Ainsi en ont décidé les faiseurs de fringues — pardon les créateurs de collections. Comment ? C'est tout simple : il suffit de humer l'air du temps, puis de concrétiser. D'avoir le « feeling » quoi, pour inventer ensuite le « look » de la saison. A ce qu'il paraît, donc, le feeling du moment serait la féminité enfin retrouvée.

Le curieux de l'histoire, c'est que chaque créateur, chaque bureau de styliste paraît avoir le même appareil respiratoire pour sentir d'où vient le vent de la société. Bien sûr, la collection de Karl Lagerfeld, qui fait dans la jupe noire fendue jusqu'à mi-cuisse et la manche chauve-souris partant de la taille, ne ressemble pas vraiment aux modèles géométriques— tout dans le losange — et aux collerettes de Poppy Moreni. Bien sûr, Thierry Mugler, avec ses robes hollywoodiennes à faire pâlir de jalousie les habilleurs de la M.G.M., se démarque complètement des fantaisies « sportwear » d'Elisabeth de Senneville. Bien sûr, chaque créateur exhibe sa différence. Mais les tendances, ça existe. Les couleurs, les tissus, les formes sont similaires. En fait, tout le génie du créateur tient à l'assemblage.

Comment donc réussir son hiver 82-83 de nouvelle femme plus tout à fait fatale mais à l'aise dans sa peau de personne du sexe opposé et néanmoins digne d'intérêt ? Plusieurs « must », si l'on en croit les créateurs présents au 43e Salon du prêt-à-porter féminin, qui s'est tenu fin mars dans la cour carrée du Louvre, avec la bénédiction de Jack Lang : la redingote, la canadienne, la jupe droite, la jupe-culotte très ample et le pantalon droit au-dessus de la cheville. Parfois la rigueur et le strict, parfois le moelleux et la souplesse. Vamp assagie ou bourgeoise confortable, tailleur moulant ou pèlerine enveloppante. Rien que du très féminin, avec cependant, par éclairs, un zeste de virilité : veston carré, pantalon « masculin », ou blouson bon chic-bon genre. Bref, la mode « force tranquille » !

Quant aux couleurs de l'hiver prochain, elles ne sont pas franchement rigolotes : du noir et encore du noir, du gris, du marron et du beige. Mais le gris se teinte parfois d'un violet séduisant, mais le marron se veut chaud et apaisant. Et puis, les pastels sont là : de soyeux coloris tout en douceur et en finesse, pour égayer ou détendre. Matières de prédilection : le tweed — toujours le genre confortable —, le velours indéracinable, le cuir, le drap, le mohair. Des chevrons et de l'écossais en pagaille, mais aussi de l'uni omniprésent. Avec une telle panoplie, impossible de ne pas séduire. il y en a pour tous les goûts. De la sportive du dimanche à la belle de nuit, de la secrétaire de direction à la gardienne du foyer, chacune aura le plaisir — et le devoir — de charmer. En restant consciente de son individualité et de sa féminitude jusqu'au bout des ongles, évidemment.

Bon, d'accord, c'est bête d'ironiser sur un phénomène socioculturel de cette importance, sous prétexte que les fanfreluches, c'est de la frime de luxe, du tape-à-l'œil, du bidon pour nantis. La mode existe et fait des ravages, c'est indéniable. On peut toujours regretter son côté privilège et déplorer l'absence d'une collection consacrée aux bleus de travail. Mais ignorer l'impact des gourous de l'habillement serait faire preuve de l'aveuglement le plus borné. De gré ou de force, nous sommes tous concernés. Quand les vitrines proposent, nous ne pouvons que disposer. Et même en jouant l'originalité à tous crins, le consommateur de fringues se fait forcément avoir par le marchand qui diffuse les goûts et les couleurs du créateur-décideur.

Que les sceptiques se livrent à l'exercice salutaire du lèche-vitrines : rien que du rouge ou du jaune quand vous cherchez du gris perle ; rien que des jeans très étroits quand vous faites une fixation sur le « patte d'éléphant » ; et des avalanches de tee-shirts au lieu du corsage tout simple qui ferait votre bonheur. La mode, on la subit beaucoup plus qu'on ne la crée. Le leitmotiv post-féminisme triomphant qui prétendait : « la rue donne le ton, le prêt-à-porter suit » n'a plus cours aujourd'hui. Grâce à leur fameux « feeling », les artisans du vêtement supposent, pressentent, et font de la température qu'ils croient — à tort ou à raison — être du moment l'indispensable du lendemain.

L'alchimie reste toutefois mystérieuse. La mode colle profondément à la réalité sociale, allez savoir pourquoi ? Après 1968, et pendant une dizaine d'années, la seule règle pour s'habiller s'appelait liberté. Style hippie, cotonnades légères et fleuries, chemises indiennes, pulls informes et longues jupes gitanes. L'important, c'était de rejeter le carcan d'un vêtement synonyme d'aliénation, pour se mouvoir à l'aise dans ses baskets. Parce qu'alors les femmes explosaient, se révoltaient et prenaient enfin la parole. L'habit fait le moine, il a fait la sorcière. Celle qui jouait Fahrenheit 451 avec les combinaisons de sa grand-mère et la jupe droite plissée de sa mère. Foin des corsets d'antan, et vive la décontraction de la chemise cow-boy négligemment enfilée sur le pantalon blanc en velours côtelé !

Il était plutôt cahotique alors, ce prêt-à-porter qui défilait tant bien que mal sans parvenir à faire la nique au féminisme conquérant. Et puis, petit à petit, tout s'est tassé. D'abord parce que les urgences côté femmes avaient perdu de leur acuité : certes, il restait du boulot, mais au moins le deuxième sexe avait montré qu'il existait. Ensuite parce que les années soixante-dix se sont déroulées sous le triste signe de la crise. Avec ses conséquences obligées : le chômage, la morosité et le retour aux valeurs traditionnelles. Donc à la femme au foyer, donc à la femme-femme qui n'a pas besoin de travailler puisqu'elle peut charmer en assurant à la perfection le repos du guerrier. Toujours en parfaite adéquation avec les temps qui courent, la mode s'adapte et ajuste le tir. Elle condescend aux tissus moins nobles, mais moins chers : les synthétiques ont désormais droit de cité, la flanelle fait fureur et le plastique s'avère indispensable. A bourse plate, collection moins luxueuse. Elle a aussi compris la vitesse de notre fin de siècle : on zippe de partout, on boutonne en un tour de main, on pressionne dur, on noue en deux temps trois mouvements. Le régal de la femme bourdonnante d'activité, en quelque sorte. A noter encore, pour éviter les embûches de la grande ville, la merveilleuse idée du passe-muraille qui cache bien son jeu : tandis qu'à l'extérieur doudoune ou parka désespèrent le dragueur, à l'intérieur la robe en lamé ou le chemisier de soie sur jupe noire fendue encouragent le séducteur. Tout dans la nuance...

Touche-à-tout et attrape-tout, la mode nous cerne, du berceau à la cinquantaine — c'est vrai personne n'a encore eu l'idée d'inventer une collection pour le troisième âge. Elle nous envahit, elle nous bouffe. Justement parce que c'est la mode, et pas seulement l'art du vêtement. L'air du temps, c'est aussi le hard rock, le hamburger, Pivot le vendredi et Polac le samedi, Montand à l'Olympia, Hepburn-Fonda au cinéma. C'est aussi la ruée sur les magnétoscopes, l'engouement pour le tennis et la folie de l'opéra.

Merveille des merveilles : quand on est mode, on est dans le coup. Et quand on vit en société, on préfère éviter la trop grande marginalité qui vous largue à des années lumière de la gent normale. Mais on peut aimer l'opéra sans snobisme, on peut se délecter d'une chanson rock sans afféterie et vibrer aux passing-shots croisés de Landel sans prendre Roland-Garros pour le dernier salon mondain où l'on parade. On peut très bien s'habiller mode ou tendance mode, parce que c'est joli, parce que ça correspond à l'humeur du moment sans pour autant jouer les minettes obnibulées par le paraître.

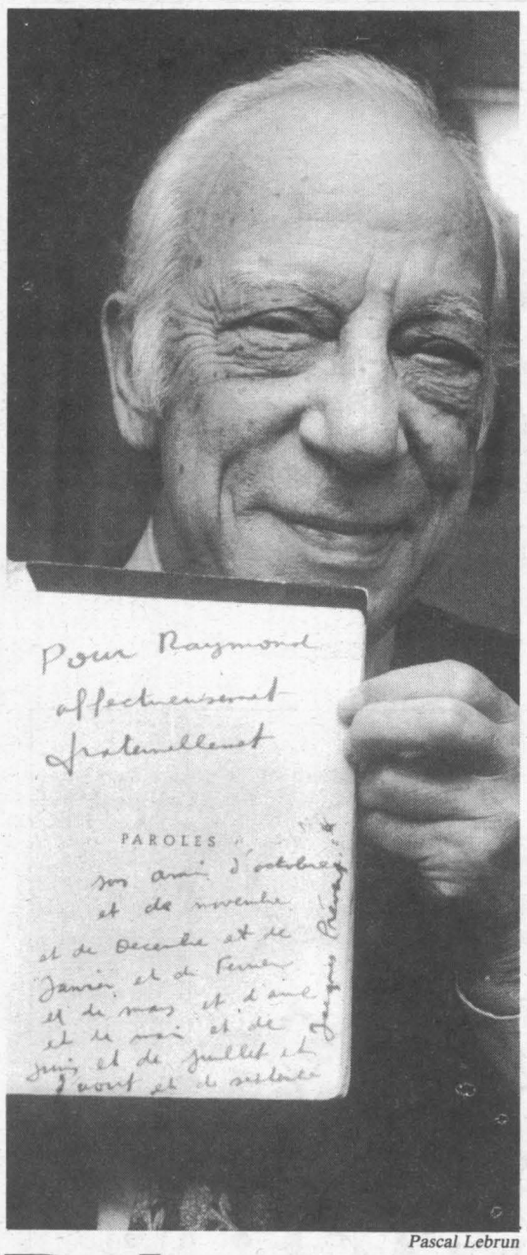
Ça fait cliché, mais tant pis : vive la mode tant qu'elle n'est point esclavage ! Vive les tenues qu'on enfile avec plaisir, qui font du bien au corps et à la tête, et qui vous mettent de bonne humeur. Comme le serine une pub qui a le « feeling », « la vie est trop courte pour s'habiller triste ». ●


Keystone

Danielle Mitterrand et Jack Lang avec le couturier Kenzo au 43e Salon du prêt-à-porter.

Petit glossaire pour béotiens

Feeling : art de respirer l'air du temps
Look : allure qui flotte dans l'air du temps
Collection : série de modèles qui offrent le look de la saison
Homewear : tenue popote
Sportwear : tenue dynamique
Zipper : faire joujou avec la fermeture éclair qui monte et qui descend
In : dans le coup
Mode : l'art et la manière d'être et de rester dans le coup
Prêt-à-porter : importable quand on n'est pas mannequin



Pascal Lebrun

Bubu-la-tendresse

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

FLASH back. Il y a un an, à quelques heures près. Tard, dans la nuit du 10 au 11 mai 1981. On se bouscule encore sur la place de la Bastille et dans les alentours. En pleine rue de Rivoli, au milieu des klaxons, des farandoles et des chants, soudain : Annette Poivre et Raymond Bussières. On se tombe dans les bras. Et Bubu, hilare mais ému aux larmes, me prend par les épaules et me balance : « Tu vois, môme, ça a fini par arriver ! » « Ça ? » — Le socialisme ! Il y croyait depuis plus de cinquante ans, Bubu. Il y avait toujours cru.

Le surlendemain, dans la journée du 12 mai 1981, Raymond Bussières, toujours heureux mais déjà un peu plus grave, me dira : « Vive l'alternance ! Ça risque sûrement pas d'être plus mal que ce qui se passait avant. Ça va pas être facile de sortir de ce merdier. Les « droitiers » vont fiche des croche-pieds à tous les coins de rue. Mais François Mitterrand a bien l'air décidé à faire du bon tapin pour les prolos et les chôm'dus. Et puis, ça va enfin être plus moral ! » Et Annette Poivre ajoutera : « On croit enfin à demain. » Pour Annette et Bubu, demain n'aura même pas duré le temps d'un calendrier des postes : Bubu est mort le 29 avril 1982.

On ne va pas pleurer, même si on a le cœur gros : il n'aimerait vraiment pas ça ! On ne va pas tomber dans les poncifs du genre « un Parigot aux cent trente films » : il détestait les raccourcis réducteurs parce qu'il les trouvait mensongers. On ne va pas énumérer sa carrière, de « Nous les gosses » de Louis Daquin au « Pain noir » de Serge Moati : ce serait faire injure à sa popularité. On va laisser le triste exercice des « viandes froides » journalistiques aux habituels charognards de service. On va mettre la tristesse et les éloges funèbres au rancard. On va simplement continuer à vivre avec Bubu. Parce qu'on ne peut pas faire autrement. Parce que nos oreilles continuent à résonner de ses réparties cinglantes et gouailleuses. Parce que nos cœurs et nos têtes ont encore besoin de son ironie, de sa tendresse, de son enthousiasme. Parce que si quelqu'un a un jour réussi à incarner « le peuple de gauche », c'est bien Raymond Bussières !

Paradoxe : Bubu, bavard invétéré en privé, a toujours été d'une rare pudeur en public. Nombre d'éditeurs le savent bien qui, malgré des sollicitations répétées, n'ont jamais réussi à lui tirer une seule ligne de souvenirs. Il a peut-être eu tort (son seul tort)... Son témoignage, notamment sur l'époque du Front populaire et sur l'expérience théâtral du groupe Octobre, aurait sûrement constitué un matériau précieux pour les historiens. Mais nous serions bien injustes, ici, à « l'Unité », de lui reprocher cette discrétion... puisqu'il avait fait pour nous une exception. En mars 1978 (voir notre numéro 286), au cours d'un entretien exclusif, Bubu avait accepté de nous entrouvrir sa mémoire. Cette parole d'hier vaut encore pour le présent et pour l'avenir. Cette parole franche et chaleureuse, pour un bon moment encore, c'est vraiment « du bon tapin » !

Quand Staline avait une grosse tête

PAR RAYMOND BUSSIERES

IL n'y avait pas de tradition artistique dans ma famille. Mon père était instituteur et socialiste. C'était un vieux guesdiste, qui s'est présenté sous cette étiquette à la députation, en 1901, en Corrèze.

La politique, chez moi, c'était presque de l'atavisme. A cause de mon père, d'abord. Et de mon frère, ensuite. Il me faut dire que j'étais le « petit dernier ». Ma mère avait d'abord eu trois enfants en trois ans ; et puis moi, quatorze ans plus tard. Alors, mon frangin, c'était presque un deuxième père. Il avait adhéré au Parti communiste dès sa fondation. C'est là qu'il avait connu Paul Vaillant-Couturier. C'est comme ça que Paul était devenu un ami de la famille. Logiquement, je me suis retrouvé communiste. Qu'aurais-je pu être d'autre ? La Révolution russe avait quelques années. J'étais un môme. Je voulais, moi aussi, faire la révolution. Tout bêtement.

Paul Vaillant-Couturier a d'ailleurs tempéré mon ardeur : il voulait que j'adhère en connaissance de cause. Après mon adhésion, il n'a pas voulu que je milite comme un chien fou. Il m'a conseillé de me « former ». C'est comme ça que j'ai pris des « leçons de marxisme », avec un vieux bonhomme extraordinaire, le père Charles Rappoport, que le sinistre Sennep dessinait toujours avec des poux dans sa barbe. Pour ces leçons, on était quatre, dans un bistrot du quatrième, rue de la Verrerie. Ce n'était pas de la théorie. C'était du merveilleux : Rappoport nous racontait surtout des histoires pour illustrer la lutte des classes. Ça m'a bougrement aidé à ne pas me décourager trop vite. Imagine-toi qu'en 1927, le 1er mai, j'ai été le seul employé à faire la grève à l'Hôtel de Ville de Paris !

J'allais souvent casser la croûte chez Vaillant-Couturier. La mère de Paul était une ancienne chanteuse d'opérette. Elle me trouvait marrant. Elle disait volontiers : « Bubu devrait faire du théâtre. » Elle ajoutait : « Dommage qu'il ait un petit cheveu sur la langue, il pourrait faire un bon acteur. »

Finalement, c'est Paul lui-même qui m'a un peu poussé. Un jour, il m'a dit : « Dis donc, j'ai entendu parler d'un groupe de théâtre qui s'appelle Prémices. Tu devrais peut-être aller y faire un tour. Essaie toujours... » Et je me suis trouvé embarqué dans la galère. Prémices faisait ce qu'on peut appeler du théâtre populiste. Avec quelques copains, on trouvait ça un peu trop esthétique, et ça nous a très vite cassé les pieds. Alors, on s'est tirés pour faire autre chose...

On voulait faire la Révolution. Pas de l'Art. La Révolution. On avait entendu parler d'un type qui s'appelait Piscator. Il faisait de l'« agit-prop ». C'est-à-dire qu'il remplaçait les tracts dactylographiés par des tracts oraux, des tracts théâtraux. C'est pour ce but qu'on a créé le groupe Octobre. Pourquoi Octobre ? Pour qu'il n'y ait pas de gourance !

J'ai demandé à Paul Vaillant-Couturier, qui avait déjà écrit pour le théâtre, s'il ne voulait pas collaborer avec nous. Il a rigolé : il était député et rédacteur en chef de « l'Humanité », il avait d'autres chats à fouetter en 1932 ! Mais il m'a donné le nom d'un gars que Moussinac avait trouvé « très marrant » et que lui, Paul, avait rencontré quelques jours avant à une réunion de l'A.e.a.r., l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires : Jacques Prévert. Il paraît que ce type avait écrit un texte assez extraordinaire deux ou trois ans auparavant : « Essai de description d'un dîner de têtes à Paris France ».

On a débarqué chez Prévert, qui habitait alors rue Didot, dans le quatorzième. On est mal tombés. Il venait d'apprendre le suicide de son ami Pierre Batcheff. Batcheff était le Gérard Philipe de l'époque. On est revenus quelques jours plus tard. On s'est mis d'accord. A partir de ce moment-là, on a travaillé régulièrement avec Jacques. On fonctionnait à la commande : on lui fournissait un sujet ; il en faisait un « chœur parlé » ou une pièce. Je me souviens qu'il a commencé par un sketch qui s'intitulait « Vive la presse » ; et que nous l'avons présenté pour la première fois à la fête de « l'Humanité » en 1932. Jean-Paul Le Chanois y jouait le rôle du capitaliste. Paul Grimault incarnait le vendeur de « l'Intransigeant », Jacques Prévert celui de « l'Ami du peuple » et moi celui du « Populaire ». Je me souviens du chœur final : « Attention camarades attention / Mourir pour la patrie c'est mourir pour Renault / Pour Renault pour le pape pour Chiappe / Pour les marchands de viande / Pour les marchands de canon... »

J'avais le téléphone à l'Hôtel de Ville de Paris. Donc, je servais un peu de relais. Un matin, j'apprends qu'une grève vient d'éclater chez Citroën. Je téléphone à Jacques à 14 heures. Tout l'après-midi, il écrit. Une copine tape son texte. A la sortie du boulot, je passe le prendre. Je l'emmène à la maison des syndicats, où le groupe le répète. Et à 20 h30, on le donne devant les grévistes ! C'était l'époque où Citroën faisait de la publicité lumineuse sur la tour Eiffel. Le texte de Jacques commençait comme ça. Une copine disait lentement et doucement dans le noir : « A la porte des maisons closes / C'est une petite lueur qui luit / Quelque chose de discret / Une petite lumière un quinquet. » Lumière brutale ! Et je lance violemment : « Mais sur Paris endormi / Une grande lumière monte sur la tour / C'est la lanterne du Bordel capitaliste / Avec le nom du tôlier qui brille dans la nuit / Citroën... Citroën. » Ça disait bien ce que ça voulait dire, non ?

En quatre ans, on a fait un boulot insensé. On a même travaillé les jours fériés ! Ce qu'on faisait tous les 14 juillet ? On allait dans les bals populaires à deux ou trois. On attendait la fin d'un morceau, on grimpait sur les tables des bistrots et on haranguait les danseurs avec un texte de Jacques : « Vous avez raison de danser / Aujourd'hui c'est le 14 juillet / C'est une fête populaire comme on l'appelle / Mais demain ce sera le 15 juillet / Ce sera la fête des propriétaires / On danse déjà un peu devant le buffet / Mais si les huissiers emportent le buffet / On ne saura plus sur quel pied danser... » Et on finissait : « Demain on vous fera danser la valse bleu horizon / A qui le tour d'être le poilu inconnu ? »

La période était choisie. Les guincheurs nous écoutaient et applaudissaient pour approuver. Une fois, pourtant, ça n'a pas plu à deux flics qui nous ont priés de les suivre jusqu'au commissariat. On avait à peine fait cent mètres que trois prolos qu'on ne connaissait pas se sont pointés. Ils ont fait face aux flics et, en tapant de la semelle juste à côté des pieds des flics, ils leur ont susurré : « Alors, vous n'aimez pas la poésie ? » Les flics n'ont pas insisté...

Le groupe Octobre a cessé ses activités à la fin de 1936. Sa mort a été politique. Au début, il y avait trois communistes, deux socialistes, trois ou quatre trotskistes. Chacun ses idées, mais jamais de disputes. Grâce à Jacques Prévert, dont les textes faisaient l'unanimité. C'est à peine si on discutait un de ses mots de temps à autre... Mais, au début de 1936, on a commencé à parler de Staline, de certains « événements »... C'est là que la cohésion a fait long feu. Personne n'a vraiment voulu quitter le groupe. Mais c'est le ciment du groupe qui nous a quittés : l'unité.

C'est à la même époque que j'ai quitté le Parti communiste. J'étais parti passer mes vacances en Espagne. Je les voulais studieusement « révolutionnaires ». Arrivé à la frontière, j'ai appris que la révolution avait éclaté à Irun. Un de mes vieux potes, José C., m'a fait parvenir un laissez-passer. Mais, une fois arrivé en Catalogne, je me suis vite aperçu qu'on n'avait pas besoin de nous. C'était « leur » problème, pas le nôtre. J'ai dû me contenter de regarder. Et c'est ce que j'ai vu qui m'a éloigné des communistes. Je me souviens ; dans un village, il y avait trois mille anarchistes, cent cinquante types du P.o.u.m. et une petite poignée de communistes. Eh bien ! les communistes voulaient tout diriger. Ils étaient la vérité incarnée. Ils dénonçaient les autres qui étaient des « irresponsables », voire des « ennemis ». J'étais fou de rage. Moi, ma devise c'était : « Pas d'ennemis à gauche ! » En rentrant à Paris, j'ai décidé de démissionner du Parti.

Quand il a connu mon intention, Paul Vaillant-Couturier est venu me voir. Je dois reconnaître que, de même qu'il avait tempéré mon enthousiasme au moment de mon adhésion, de la même façon il s'est montré respectueux de mes arguments. Quand mon frère a vu ça, il m'a envoyé un gars qui se présentait à la députation dans une circonscription voisine de la sienne, dans le Tarn. Ce type-là m'a dit : « D'accord tu as des scrupules, mais réfléchis. Staline sait quand même plus de choses que toi. Il a quand même une plus grosse tête que la tienne ! » Ce type-là, c'était Roger Garaudy ! Je l'ai revu il n'y a pas très longtemps. Je lui ai gentiment dit : « Il vous a fallu un sacré bout de temps pour vous rendre compte que la tête de Staline n'était pas aussi grosse que vous le pensiez ! »

Staline n'a pas réussi à me dégoûter du socialisme. J'ai toujours été, je serai toujours « en état de gauche », comme d'autres prétendent être en état de grâce. Mais la gauche, ça ne peut pas être n'importe quoi. Il faut que ça comporte de la générosité et de la lucidité. C'est-à-dire qu'il faut que la gauche, sans cesse, reconnaisse ses conneries et les corrige. Quelque temps avant sa mort, Lénine a dit : « Qu'est-ce qu'on a fait comme erreurs, cette année ! » Depuis, il paraît que les communistes n'ont jamais fait de conneries... Tu sais, j'ai mes soixante-dix balais bien sonnés. Mais je suis encore capable de colère et d'enthousiasme, comme à vingt berges. Seulement, je n'ai pas l'intention d'avaler trop de couleuvres. Mois, j'aime mieux les Français que la France...



Pascal Lebrun

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire nº 52325